

Chapitre 2:

La république de Weimar (1918-1933).

Pour de nombreux Allemands ce régime éphémère n'a été qu'**un long cauchemar**: il a commencé dans la défaite et dans l'humiliation, s'est poursuivi par une suite de tentatives de coups de force et par l'hyperinflation de 1923; après trois ou quatre années de calme relatif, il a sombré dans l'effondrement économique et la montée des extrémismes. On a tendance aujourd'hui à le réhabiliter, par rapport à ce qui a précédé et à ce qui a suivi, comme **une brève parenthèse de démocratie**, une sorte de "brouillon" de l'Allemagne d'aujourd'hui; et aussi comme l'une des périodes les plus brillantes pour la culture allemande. Ce dernier point ne fait pas de doute; en ce qui concerne le premier, il est permis de présenter une vision moins angélique des choses.

La république de Weimar fut **un régime raté**, non seulement en raison des circonstances mais aussi à cause d'un certain nombre de vices inhérents; c'était le type même de ces démocraties faibles comme il en fleurit dans toute l'Europe de la première après-guerre, dotées d'institutions impeccablement libérales dans leur principe, fruit de l'idéalisme du temps, mais difficilement compréhensibles pour des populations habituées à des régimes monarchiques autoritaires; surtout ces institutions, faites pour un temps de paix, de concorde et de bonne volonté, n'avaient pas été pensées pour résister à des turbulences, et celles du début des années 1930 furent particulièrement fortes. C'était un défaut grave: **les institutions n'ont pas à être faites "pour des anges"**¹, mais pour les hommes tels qu'ils sont, avec leurs défauts, leurs égoïsmes, leurs accès de colère et de folie. Une démocratie qui n'assure pas sa propre survie en temps de crise n'est pas une bonne démocratie. On peut soutenir que les vieilles institutions de la IIIe République française ne firent guère mieux; mais, même visiblement au bord de l'épuisement, elles survécurent à dix années de crise, cahin-caha, et il fallut une défaite pour les jeter à bas.

D'un point de vue moins strictement institutionnel, la période de Weimar a tout eu d'**une transition ratée** entre la vieille Allemagne d'avant-guerre, celle des *Junker* prussiens et des Présidents dormeurs, et la nouvelle Allemagne, déjà forte avant 1914, des ouvriers et des

¹ L'expression (très exactement: « ce doit être un pays peuplé d'anges! ») est de Victor Hugo, recevant, en 1863, une délégation de parlementaires colombiens, très fiers du texte libéral qu'ils venaient de rédiger (la constitution dite "de Rionegro") et guettant l'approbation du grand homme. Ils ne comprirent pas que le commentaire de Hugo était une critique. Dans les années qui suivirent, la Colombie sombra dans le chaos, faute d'institutions fortes et efficaces.

capitaines d'industrie. **Le conflit entre ces deux Allemagnes ne parvint pas à s'institutionnaliser** et finit par se régler dans la rue, entre extrémistes de tout poil. Le résultat, ce fut la prise de pouvoir d'une minorité révolutionnaire, mais hostile au mouvement ouvrier traditionnel, agissant au nom d'une version radicale des idéologies nationalistes qui avaient dominé l'Allemagne depuis son unification; une minorité que personne ne parvint jamais à contrôler, malgré les illusions que les classes dirigeantes se firent un moment à cet égard. La république de Weimar se montra totalement incapable de freiner ces phénomènes de radicalisation et d'effondrement des cadres politiques traditionnels de la nation au profit d'un groupe d'aventuriers.

I-Cinq ans de chaos (novembre 1918-novembre 1923).

A) La défaite de l'Allemagne et l'effondrement du régime impérial.

L'union de toute la nation, tout au moins dans les premiers mois, et l'effort de guerre ne parvinrent pas à empêcher l'effondrement de l'**Allemagne**: elle était trop **isolée**, **les alliés** austro-hongrois et ottoman **se révélèrent plus un poids qu'un atout**, et surtout elle fut contrainte à combattre sur **deux fronts** jusqu'en 1917, date à laquelle la Russie déclara forfait; mais entre-temps, la première puissance économique mondiale était entrée en guerre dans l'autre camp.

Le "front intérieur" commença très vite à s'effriter: dans l'adversité la société allemande révéla des capacités de résistance moindres que prévues, les Allemands firent preuve de moins de jusqu'au-boutisme fanatique que leurs maîtres ne l'espéraient. Les ouvriers découvrirent que dans le *Kriegssozialismus*, leur place était celle de la machine, de la chair à canon; qu'au nom du consensus national on leur demandait de se sacrifier pour des *Junker* et des capitaines d'industrie que la guerre n'avait pas rendus plus sensibles au problème social, ni plus enclins à traiter leurs employés sur un plan d'égalité. Ce ne fut qu'en 1918 que l'Empire se résolut à accorder le suffrage universel aux élections fédérales, à la veille de la défaite et comme une concession désespérée... Dès la fin de 1914, **la S.P.D. rompit l'union sacrée** à laquelle elle avait pris part sans trop réfléchir, par réflexe légaliste en quelque sorte, en juillet; l'aile pacifiste, dont le chef de file à la diète était Karl Liebknecht, gagnait du terrain; en 1916, les plus extrémistes commencèrent à diffuser des *Lettres de Spartacus*. Les pacifistes restaient cependant minoritaires au sein de la S.P.D., ce qui aboutit à une scission en janvier 1917: les expulsés fondèrent une U.S.P.D. (S.P.D. *unabhängige*, indépendante) — on y trouvait même

une petite mouvance léniniste, en marge. Dans l'été 1917 le *Zentrum* et la S.P.D. (elle-même de plus en plus pacifiste) présentèrent au Parlement des résolutions en faveur de la paix. Début 1918, des grèves violentes inspirées par l'exemple russe éclatèrent dans les usines d'armement; elles furent très suivies. Pour les nationalistes, c'était une première trahison; cependant, ces grèves s'arrêtèrent lorsqu'elles furent désavouées par le président de la S.P.D., Friedrich Ebert.

Les grèves et les protestations des parlementaires ne pouvaient avoir aucune conséquence immédiate dans un pays placé sous la dictature de fait du haut-commandement de l'armée. Le bourrage de crâne continuait à produire ses effets; au printemps 1918, la grande majorité de la population était toujours persuadée que la victoire était à portée de main. Mais depuis 1917 l'état-major savait que **la guerre**, cette guerre qu'on avait annoncée brève et glorieuse et qui se traînait depuis trois ans et demi dans la boue des tranchées, **ne pouvait plus être gagnée si elle se prolongeait plus de quelques mois**, malgré les succès en Russie en 1917 (dus davantage à l'effondrement de l'ennemi qu'à des succès de l'armée allemande): les tentatives de percées sur le front occidental avaient échoué et n'auraient plus aucune chance lorsque les armes et les soldats de l'Amérique seraient arrivés en Europe. Cependant, au lieu de tenir compte du mécontentement de l'opinion et de profiter de la brève période (du printemps à l'automne 1917) où l'Allemagne eût été en position favorable pour négocier une paix équilibrée, les hommes au pouvoir ne surent que jouer le durcissement, imposer à leur pays un nouvel effort, gigantesque et voué à l'échec: l'offensive Ludendorff du printemps 1918¹. Lorsque l'échec en fut évident avec la reprise de l'offensive par l'Entente au début du mois d'août, l'état-major enfin chercha à négocier, sans pour autant renoncer dans un premier temps à diverses velléités annexionnistes; mais l'ennemi ne voulait plus rien entendre, et surtout la société allemande "craquait" de plus en plus. L'agitation grandissait dans le pays et se radicalisait: l'exemple russe, tout proche, faisait école (le bolchevisme avait beaucoup de succès parmi les troupes russes au front et dans les camps de prisonniers en Allemagne).

Fin septembre, le haut-commandement se décida à lâcher du lest. Ludendorff proposa à l'Entente un armistice immédiat accompagné d'une réforme du régime politique dans un sens plus parlementaire. Début octobre, les généraux imposèrent au poste de chancelier un libéral, le prince Max de Bade, qu'ils obligèrent dès le lendemain à solliciter officiellement la paix. La nouvelle fut annoncée sans préparation à l'opinion, qui en fut abasourdie. Les centaines de milliers de morts de Verdun, les privations alimentaires (bien plus sévères qu'en France) et les sacrifices financiers, tout cela n'avait donc servi à rien: pourquoi cet échec alors que chacun avait "fait son devoir"? Il fallait trouver un responsable — de préférence hors de la communauté nationale allemande, ou parmi ceux des Allemands qui affichaient leur indifférence à l'idée de

¹ Voyez le cours sur la France, au chapitre 9.

nation, les socialistes internationalistes. Les négociations n'aboutirent à rien: l'Entente poussait toujours plus loin ses exigences, elle demandait notamment le départ du *Kaiser*. Ludendorff, jouant les fusibles, démissionna fin octobre; Max de Bade présenta un gouvernement formé, en accord avec la majorité des députés, d'hommes du *Zentrum* et de la S.P.D. La Constitution fut modifiée dans le sens promis.

Mais l'Empereur refusa d'accepter la Constitution modifiée et quitta Berlin pour le quartier général de l'armée, sis à Spa en Belgique occupée, tandis que la flotte, par fidélité à un code d'honneur suranné, refusa de se rendre aux Britanniques sans tenter une dernière sortie. Les marins, réduits à l'inactivité depuis des mois par le blocus ennemi et occupés à des tâches dérisoires qui les exaspéraient, comprirent qu'on les envoyait à la mort pour rien et des **mutineries** éclatèrent **dans les ports de Wilhelmshafen** (sur la mer du Nord) **et de Kiel** (sur la Baltique), les 28 et 29 octobre. Le 3 novembre, l'insurrection des marins gagna la ville de Kiel; le lendemain les insurgés étaient maîtres de la ville où ils hissèrent le drapeau rouge, celui de tous les socialistes européens, et formèrent des **conseils d'ouvriers et de soldats** (*Arbeiter- und Soldatenräte*); cependant les revendications de ces conseils restaient limitées aux conditions de vie des soldats. Puis le mouvement s'étendit aux villes voisines, Lübeck, Hambourg, Brême, où se formèrent d'autres conseils d'ouvriers, de soldats et de marins: il s'agissait d'une révolte spontanée et absolument pas d'un mouvement planifié à l'avance comme le putsch bolchevik de novembre 1917 à Moscou.

Ces conseils étaient évidemment inspirés par les exemples russes de 1905 et de 1917¹, mais ils ne se plaçaient pas sous l'autorité des révolutionnaires russes bolcheviks (ou autres); du reste, à qui en Allemagne fût-il venu à l'esprit de se mettre à l'école d'un pays en retard, sans prolétariat ouvrier, alors en proie à une guerre civile atroce et asservi à l'Allemagne par le traité de Brest-Litovsk²? Très vite, la plupart des conseils, dans les villes moyennes notamment, admirent des représentants des classes moyennes; dans l'immense majorité des cas, leur projet révolutionnaire se limitait à la chute de l'Empire, à l'instauration d'une démocratie véritable et à la fin de la guerre entre nations européennes, mais n'incluait absolument pas la guerre de classe. Quant aux institutions impériales, inaptées à négocier et à gérer une crise aiguë, elles s'évanouirent en quelques heures, ou alors elles se mirent à collaborer avec les conseils. L'armée ne réagit pas; disciplinée, elle n'avait aucune tradition de prise du pouvoir. De toute façon, la majorité des soldats étaient au front — et parmi les autres, bœllils; il n'était plus possible de les faire obéir à des consignes de répression.

¹ "Conseil" en russe se dit "*soviet*". Voyez le cours sur la Russie, aux chapitres 1 et 2.

² Sur ce dernier point voyez le cours sur la Russie, au chapitre 2.

Dans le sud du pays aussi, les institutions commencèrent à s'effondrer lorsque parvint la nouvelle que l'Autriche-Hongrie avait capitulé. Le 7 novembre, à **Munich**, une émeute renversa la dynastie millénaire des Wittelsbach, et le socialiste Kurt Eisner proclama la République; le même jour les princes de Wurtemberg et les grands-ducs de Brunswick connurent le même sort. Des conseils apparurent dans la plupart des villes de la Ruhr et de la Saxe. À Berlin, où la situation devenait incontrôlable, les révolutionnaires programmèrent une grève générale pour le 9. Au matin, Max de Bade, après avoir vainement demandé à l'Empereur d'abdiquer, annonça de son propre chef ladite abdication, puis abandonna le pouvoir au socialiste Friedrich Ebert. **Guillaume II** ne chercha pas à résister et **se réfugia aux Pays-Bas** (neutres durant la guerre, ils refusèrent toujours de l'extrader pour permettre aux vainqueurs de le juger); il y mourut en 1941, sans que personne eût jamais sérieusement songé à le rappeler — même parmi ceux des Allemands qui avaient la nostalgie de l'institution impériale, l'homme n'était guère populaire et le sentiment dominant à son égard était le mépris; durant la guerre, il avait donné le spectacle de son incapacité, de son irresponsabilité, et s'était comporté en pantin des militaires; sa fuite lamentable avait terni définitivement son image.

Par crainte de surenchères, Ebert, qui au départ n'eût pas été hostile à une monarchie parlementaire, dut laisser son adjoint à la tête de la S.P.D., Philipp Schneidemann, proclamer la **République** depuis une fenêtre du *Reichstag*, dans l'après-midi, tandis que Liebknecht faisait de même depuis le balcon du château de Berlin, symbole de la monarchie prussienne. C'était une vraie révolution: à l'exception des villes libres, le passé de l'Allemagne était entièrement monarchique. Ebert forma un "conseil des commissaires du peuple" composé pour moitié de socialistes "majoritaires" (S.P.D.), pour moitié d'indépendants (U.S.P.D.).

Le 10 novembre, Ebert prit contact avec Paul von **Hindenburg** (1847-1934), le vieux général vainqueur des Russes à Tannenberg en 1914, que l'on avait placé en 1916 au poste, sans dimension politique, de commandant suprême des armées de l'Entente sur le front oriental; ce n'était pas un grand général, ni un homme énergique (ni même fort capable), mais c'était la plus haute autorité militaire qui demeurât en place. Le souci des deux hommes était le même, d'éviter la plongée du pays dans l'anarchie; de sauver l'armée de terre, de l'empêcher de basculer dans la révolte (le front, situé pour l'essentiel hors du territoire de l'Allemagne, était resté calme durant ces journées insurrectionnelles). Le 11 novembre, l'armée allemande obtint un **armistice** certes sévère (le matériel de guerre était confisqué, les troupes allemandes avaient quinze jours pour se replier à l'intérieur des frontières), mais qui n'impliquait pas une démobilisation immédiate: elle put se replier en bon ordre. Cela permettait à l'armée et à la S.P.D., avec la bénédiction de l'Entente, de s'atteler à la tâche la plus urgente: stopper la dégradation révolutionnaire de la situation, sauver ce qui restait de la paix civile, empêcher une plongée dans l'anarchie du type de celle que la Russie avait connu au printemps 1917, et surtout éviter la prise de pouvoir d'un groupuscule de type léniniste — les Allemands étaient assez bien placés pour avoir tiré les

leçons des événements de l'années 1917 en Russie, puisque c'était en partie grâce à leur aide financière que Lénine et ses compagnons avaient pu préparer leur prise de pouvoir.

B) L'échec de la révolution spartakiste.

À Berlin la situation politique était fort volatile, et surtout très tendue à cause de l'agitation des ouvriers et d'une partie des soldats, relayée par une partie des socialistes, et des divisions entre socialistes. Tous les événements que je vais évoquer se déroulèrent sur un arrière-plan de misère, de faim (le blocus continuait), de désorganisation (les soldats commençaient à rentrer du front) et de désespoir (les Alliés semblaient vouloir traiter l'Allemagne avec une sévérité inattendue, incompréhensible selon les règles de la guerre au XIXe siècle — même si l'Allemagne avait elle-même déjà largement dépassé ces règles, par le traité de Brest-Litovsk notamment).

Certes **la S.P.D.** était très bien implantée à Berlin comme dans le reste du pays; c'était un parti de masse (pas seulement un parti ouvrier, loin de là), bien implanté dans tout le pays; comme tous les grands partis socialistes d'Europe, avant 1914 il **avait évolué vers le réformisme, vers** ce que l'on appelait déjà la "**social-démocratie**". Les peuples d'Europe n'étaient pas révolutionnaires, des décennies de régime représentatif, même imparfait comme dans l'Allemagne wilhelmienne, avaient porté leurs fruits; la gauche, représentative d'une importante fraction du peuple allemand, l'avait admis et intégré. La situation, de ce point de vue, était totalement différente de celle qui prévalait en Russie où la gauche, en l'absence d'élections, ne représentait qu'une poignée d'intellectuels coupés de la population, et avait fini par s'impégnier massivement du culte de la violence et de tous les maximalismes révolutionnaires.

De plus en plus proche du pouvoir grâce à ses succès électoraux avant-guerre, désormais en charge des affaires du pays pour cause de révolution, **la S.P.D. restait fidèle aux analyses historiques de Marx**, notamment quant au rôle du prolétariat ouvrier dans l'Histoire, et son objectif était toujours l'instauration d'une société socialiste; mais, comme Jaurès et contrairement à Lénine (qui jusqu'en 1917 avait été un personnage de second ordre dans le mouvement socialiste européen), les socialistes allemands se refusaient à prendre le pouvoir par la violence; la Révolution, pour eux, n'était rien d'autre que le processus inéluctable qui mènerait la classe ouvrière au pouvoir, et dont était infiniment préférable qu'il se fît dans la paix et la légalité. **L'immense majorité des socialistes allemands se refusaient absolument, par**

principe, aux méthodes léninistes de prise de pouvoir: « le socialisme ne peut être établi au moyen de la baïonnette et de la mitraille », avait déclaré Otto Braun¹.

En ce 11 novembre, puisque l'Empereur et l'élite dirigeante réactionnaire s'étaient effacés, **des hommes comme Ebert considéraient la Révolution comme achevée**, plus exactement ils considéraient comme close la brève phase de la Révolution que les circonstances avaient forcée à être violente; il n'était pas question pour eux de provoquer sciemment un renouveau d'agitation, de programmer une transformation brutale de la société, par exemple une réforme agraire autoritaire. S'il est permis de faire une comparaison avec la révolution de 1848 en France, ils étaient des Louis Blanc, pas des Blanqui. Enfin les "commissaires du peuple" socialistes, bien qu'ils fussent en principe des internationalistes, avaient accepté la tâche de gouverner l'État allemand et n'entendaient pas s'y soustraire: ils représentaient toute la société et non pas seulement la classe ouvrière; dans les négociations face aux vainqueurs, ils défendaient les intérêts de l'Allemagne, parce que c'étaient ceux des prolétaires allemands — ils n'avaient aucune envie de les voir soumis au revanchisme réactionnaire de la France, où la classe ouvrière n'était pas précisément au pouvoir. Enfin c'étaient des légalistes: ils voulaient des élections, le plus tôt possible.

Cependant **la mouvance socialiste était profondément divisée**: en particulier, parmi les plus attachés à l'idée pacifiste, il régnait une grande amertume à l'égard de ceux qui avaient tardé à abandonner l'"union sacrée". La U.S.P.D., pacifiste à tout crin et plus radicale que la S.P.D. (mais assez hésitante quant à l'attitude à suivre face au gouvernement Ebert), participait au gouvernement et était très puissante à Berlin; certains de ses membres rêvaient d'une prise de pouvoir par les conseils ouvriers, expression de la spontanéité révolutionnaire et représentants directs du peuple, et d'un bouleversement de la société impulsé par ces mêmes conseils (on retrouvait là l'influence de la révolution russe, mais plutôt celle de 1905). L'aile modérée de la U.S.P.D., pacifiste mais peu tentée par la violence révolutionnaire, était représentée par **Karl Kautsky** (1854-1938), né à Prague en Autriche mais actif surtout en Allemagne, ancien secrétaire de Engels; ce spécialiste des problèmes de nationalités² avait défendu, dans les années 1900, l'idée que la démocratie rendrait superflue la violence révolutionnaire et qu'un passage graduel au socialisme était possible — et préférable. Il détestait Lénine et les bolcheviks, et dénonça leurs méthodes de gouvernement dans *Terrorisme et communisme*, en 1919.

¹ Cette formule contraste presque parfaitement avec celle, léniniste par excellence, de Mao Zedong: « le pouvoir est au bout du fusil ».

² Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 5.

À l'extrême-gauche de la U.S.P.D. et sans liens autres que formels avec elle, figuraient les **spartakistes**, très influencés par les idées et la pratique révolutionnaire des bolcheviks même s'ils étaient loin d'être de simples marionnettes de Lénine, très ouvriéristes en tout cas et très tentés par l'idée d'une révolution violente impulsée à l'échelle mondiale par de petites minorités "avancées". La "Ligue Spartacus", forte d'un millier de militants environ à Berlin (et d'un nombre indéterminé, mais tout aussi faible, dans les autres régions ouvrières d'Allemagne), était dirigée par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, deux personnages très différents l'un de l'autre.

Karl Liebknecht (1871-1919) était en quelque sorte une notabilité du socialisme allemand: né à Leipzig, fils de l'un des fondateurs de la S.P.D., il était depuis 1907 le dirigeant des Jeunesses socialistes (au niveau national et à celui de l'Internationale); élu municipal à Berlin depuis 1900, député depuis 1912, infatigable pourfendeur du nationalisme (« l'ennemi principal est dans notre pays »), il avait voté cependant les crédits de guerre en août 1914, par désarroi et par discipline, mais s'était très vite repris, et ses activités antimilitaristes lui avaient valu d'être condamné à la prison en 1916; il n'en sortit qu'en octobre 1918. C'était donc un homme sans liens particuliers avec la Russie; ayant passé l'année 1917 en prison, il était très mal informé sur ce qui se passait *réellement* dans la Russie bolchevique. Seul ce long isolement, avec les frustrations et l'exaltation croissante qu'il a dû provoquer, peut expliquer la dérive extrémiste d'un homme qui en toute logique, par héritage familial et par les leçons de sa carrière passée, aurait dû se retrouver parmi les pragmatiques et les modérés¹.

Rosa Luxemburg (1870-1919) n'était pas une Allemande mais une Juive de Pologne (de Lubnin, ce qui en faisait une sujette russe), issue d'une famille de commerçants de tradition progressiste. Elle passa l'essentiel de sa vie d'adulte en Allemagne, et adhéra à la S.P.D. en 1896. Elle se refusait absolument à introduire le facteur national dans la théorie de la lutte des classes; sur ce point, elle allait même plus loin que Lénine, qui était prêt à des concessions aux mouvements nationalistes dans l'intérêt supérieur de la révolution, et la critiquait sur ce point de tactique². Femme d'une fascinante énergie et d'un immense charisme, dans les années 1900 elle avait été une oratrice très populaire et l'une des grandes théoriciennes de l'extrême-gauche socialiste: hostile au réformisme et au parlementarisme, au respect des formes démocratiques, elle préconisait la grève politique comme moyen de renverser le vieux monde — ce qui la conduisit à rompre avec la S.P.D. dès 1910. Proche de Lénine dans la controverse qui l'opposait à Kautsky, et aussi dans la critique du légalisme de la S.P.D., elle s'inquiétait cependant de l'autoritarisme du *leader* des bolcheviks, du caractère "sectaire" de l'organisation qu'il dirigeait; elle croyait davantage en la "spontanéité des masses" qu'à la violence organisée (mais ces

¹ Une remarque due à Pierre Teitgen (khâgne, 1995-1998).

² Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 5.

critiques apparaissent surtout dans des textes écrits en prison, qui ne furent publiés qu'après sa mort). Elle milita contre la guerre dès août 1914, et passa en prison l'essentiel des années 1915 à 1918; elle ne fut libérée que le 9 novembre. Elle aussi, donc, manquait de contact avec la réalité.

Dans l'ensemble, les spartakistes étaient des révolutionnaires qui ne reculaient pas devant la violence, mais absolument pas des cyniques absolus comme Lénine; on ne trouve pas chez eux ce culte de la violence pour la violence, ce fond de haine impitoyable et d'indifférence à l'être humain si frappant chez les bolcheviks. Cela les rend nettement plus sympathiques, même quand on n'adhère pas à leur projet. En revanche, c'est sans doute ce "défaut d'extrémisme" qui leur valut d'être vaincus; cela, et aussi le fait qu'ils n'eurent pas matériellement le temps de s'organiser — de toute façon, ils ne rêvaient pas d'une organisation de type bolchevik. En particulier, il n'y eut jamais l'ombre d'une liaison efficace entre les spartakistes de Berlin et ceux qui se réclamaient d'eux en province. Enfin il n'y avait pas de Lénine allemand: les spartakistes avaient des figures populaires, mais pas de chef incontesté — Luxemburg avait la disgrâce, essentielle à l'époque, d'être une femme.

Dans la situation volatile de ces journées révolutionnaires de novembre 1918, le radicalisme et l'extrémisme verbal des spartakistes, leur exaltation et leur dévouement à leur cause, pouvaient leur attirer de larges sympathies dans le prolétariat berlinois. Le point le plus populaire de leur programme était évidemment la paix; puis la Révolution, ce qui signifiait d'abord, pour beaucoup de révolutionnaires, la punition des responsables de la boucherie: le pacifisme était un élément essentiel de la passion révolutionnaire au lendemain de la première guerre mondiale¹. Quant à l'exemple de Moscou, dont les spartakistes se réclamaient, il était propre sans doute à mobiliser la frange la plus extrême du mouvement ouvrier, mais dans l'ensemble de la population allemande et même du prolétariat berlinois c'était plus un élément de méfiance que de popularité. Si le traité de Brest-Litovsk avait donné une image pacifiste à la Russie bolchevique dans une bonne partie de la gauche européenne, c'était nettement moins le cas en Allemagne: la gauche allemande, directement concernée par les conséquences du traité, l'avait perçu comme une aide apportée par Lénine et ses amis aux militaristes allemands, donc comme une trahison de la cause du prolétariat allemand et mondial.

Exclus du premier gouvernement républicain formé par Ebert, les spartakistes commencèrent à crier à la trahison lorsque les sociaux-démocrates prirent contact avec

¹ Voyez le cours sur la France (au chapitre 10), celui sur la Russie (au chapitre 2) et celui de Relations internationales (à la fiche P2b),

Hindenburg; puis lorsqu'il apparut que l'essentiel de l'administration impériale demeurait en place, et même des secrétaires d'État du cabinet précédent; lorsqu'enfin le gouvernement présenta, dans le courant de novembre, une série de **réformes** qui n'avaient rien de révolutionnaire: l'instauration des principales libertés individuelles; la réforme de la constitution prussienne dans un sens parlementaire, le suffrage universel pour les hommes et les femmes; la journée de huit heures; l'extension des assurances sociales, des allocations de chômage, un programme de logements ouvriers. Des négociations avec le patronat aboutirent à l'instauration de la liberté syndicale et à la signature de conventions collectives; des institutions paritaires étaient prévues. Les syndicats s'étaient montrés particulièrement modérés, en partie à cause de l'urgence, en partie à cause du risque de surenchère spartakiste. En décembre, il fut question de "socialiser" des entreprises, notamment les mines, mais les discussions à ce sujet n'eurent pas de suite. Enfin l'on convoqua des élections constituanes pour le mois de janvier 1919.

Tout ceci était inacceptable pour les révolutionnaires, car c'était créer les conditions d'une survie de la société existante, donc à assurer la pérennité des causes fondamentales, selon eux, de l'oppression du prolétariat. Aussi la situation se dégrada rapidement au mois de décembre: l'extrême-gauche réclamait la dissolution de l'armée impériale et la formation de Gardes rouges (des milices ouvrières au service de la Révolution), tandis qu'en réaction l'armée et les forces conservatrices suscitaient l'apparition de **corps francs**, des unités paramilitaires formées essentiellement de soldats démobilisés peu enclins au retour à la vie civile, très liés à l'armée qu'ils venaient de quitter (ils se considéraient souvent à son service), et qui reçurent des subsides de toutes les institutions et mouvances hostiles à la révolution. Dans un premier temps certains socialistes modérés, notamment le commissaire du peuple à la Défense Gustav Noske, un ancien ouvrier imprimeur, encouragèrent la formation de ces corps francs. Début décembre, des soldats de la garde du *Reichstag* envahirent le bâtiment, et il fallut l'intervention de la marine et d'ouvriers berlinois, puis d'autres troupes venues du front, pour rétablir l'ordre et l'autorité du gouvernement Ebert.

Du 16 au 21 décembre 1918, un **congrès national des conseils** se réunit à Berlin; sur quatre cents quatre-vingt-neuf délégués on ne trouvait que dix spartakistes, parmi lesquels ne figuraient ni Liebknecht, ni Luxemburg. Le congrès entérina la convocation des élections, refusa de proclamer une République des Conseils (c'est-à-dire de tenter de renverser Ebert), écarta même la création d'un "Comité exécutif", c'est-à-dire l'instauration d'une dyarchie du type de celle qui avait fonctionné à Petrograd de février à novembre 1917. Les conseils allemands n'étaient pas des organes révolutionnaires; ils se contentèrent de réclamer une démocratisation de l'armée et de l'économie, afin de protéger les acquis de la révolution — mais ils ne voulaient pas aller plus loin sans mandat.

Les spartakistes se décidèrent alors à la rupture, à préparer seuls cette révolution dont les autres forces de gauche ne voulaient pas: après avoir présenté un programme révolutionnaire dans leur journal *Die rote Fahne*, programme qui demandait "tout le pouvoir aux conseils" (un mot d'ordre repris de Lénine) mais excluait d'y parvenir par la violence, ils fondèrent, le 19 ou le 24 décembre, la **K.P.D.** (*Kommunistische Partei Deutschlands*, Parti communiste d'Allemagne — et non pas "allemand": référence était faite à un pays, car il fallait bien s'inscrire dans les cadres politiques du temps, mais non à une nation, car la Révolution n'a pas de patrie). Un représentant de Moscou, Radek, était présent: pour les spartakistes comme pour les bolcheviks, il était absurde de penser que la Révolution pût éclater dans un seul pays, c'était un processus mondial, elle triompherait partout ou échouerait partout. Mais la K.P.D. n'était absolument pas inféodée à Moscou (l'antériorité dans la révolution ne valait pas supériorité — le cœur de la Révolution, ce ne pouvait être que l'Allemagne!), et ses fondateurs se refusèrent à adopter la théorie léniniste de l'exercice du pouvoir et même celle du Parti conçu comme une avant-garde révolutionnaire: pour Rosa Luxemburg le Parti devait être un exemple, non un instrument de domination. Le résultat fut un groupuscule traversé de conflits incessants et à peu près incapable d'imposer une décision à ses propres militants ou de promouvoir ses idées et ses mots d'ordre parmi les prolétaires.

Début janvier, une partie des spartakistes, excités par leurs propres discours (et aussi par la destitution du préfet de Berlin, un socialiste de gauche, événement qui apparaissait comme le prélude à une reprise en main), appela à une **grève générale insurrectionnelle**, qui éclata **le 6 janvier**: les révolutionnaires occupèrent le centre de la capitale. Rosa Luxemburg, qui malgré tous ses discours sur le spontanéisme des masses se rendait bien compte que le moment était des plus mal choisis, tenta d'arrêter la grève et de négocier. Il était trop tard et l'intervention des troupes régulières et des corps francs, appelés à la rescousse par Noske, aboutit à l'écrasement du soulèvement dans le sang entre le 11 et le 14. Le 15 janvier, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht furent arrêtés et immédiatement liquidés par la soldatesque. L'insurrection n'eut que très peu de répercussions en province, sauf à Brême où une éphémère République des Conseils fut proclamée le 10 janvier, et dans la Ruhr; en revanche elle se solda par le départ du gouvernement des socialistes "indépendants", qui refusèrent de s'associer à la répression.

Il ne faut pas exagérer le danger que représentaient les spartakistes en Allemagne en 1918-1919; c'est un mouvement qui a reçu une place disproportionnée par rapport à son influence réelle, tant de la part des historiens communistes que des anticommunistes des années 1920 et 1930 et du temps de la guerre froide, prompts à exagérer la menace d'une révolution de type léniniste en Europe centrale. Bien plus que le putsch bolchevik de novembre 1917, cet épisode rappelle les Journées de Juin à Paris en 1848, à la rigueur la Commune.

Mal organisés, absents de la grande majorité des Conseils, les spartakistes n'avaient pas la moindre chance de l'emporter — ce qui n'empêchait pas qu'il fallait les neutraliser pour que l'Allemagne ne sombrât pas dans l'anarchie et la violence; cependant cela aurait pu se faire autrement que dans le sang¹. Mais Lénine et les bolcheviks avaient-ils des chances au printemps 1917? Et consacrerions-nous même une seule mention à cet improbable groupuscule d'excités aux idées absurdes si, par un concours de circonstances incroyables et par la force de leur volonté, ils n'avaient pas réussi à s'emparer du pouvoir un jour de novembre de la même année? Le fait que l'Allemagne en 1918 ne s'est pas effondrée aussi complètement que la Russie en 1917 concourt à expliquer que l'épisode spartakiste n'a duré que quelques jours, faute de quoi les spartakistes se seraient peut-être révélés plus dangereux; on peut aussi souligner que l'Allemagne était un pays trop avancé économiquement et socialement pour que la violence révolutionnaire y pût séduire de larges couches de la population — mais le début de la décennie suivante, après d'autres catastrophes il est vrai, invite pour le moins à nuancer cet argument.

En tout cas, **le massacre des spartakistes fut un traumatisme pour la gauche allemande**; il explique en partie sa désunion dans les années cruciales de la montée du nazisme. La logomachie et l'historiographie communistes, notamment celles de la K.P.D. des années 1920 et plus tard celles de la R.D.A., ont couvert de boue la S.P.D. pour avoir liquidé la Révolution, en se faisant complice de ce qu'il y avait de plus réactionnaire en Allemagne, la *Reichswehr* et les corps francs². Les communistes expliquaient l'échec de la république de Weimar par la "trahison de la S.P.D.", par le fait que les sociaux-démocrates ont "manqué de confiance dans les masses", ont refusé une révolution que les circonstances rendaient possible. Il est aujourd'hui possible d'écrire que la S.P.D., au contraire, a fait ce qu'elle a pu pour qu'émergeât de l'Empire en déréliction un pays démocratique, non pas une monstruosité du type de la Russie léniniste; qu'elle a eu le courage, en janvier 1921, d'agir avec l'énergie qui avait manqué au gouvernement provisoire de Petrograd en 1917, et que cette énergie a peut-être sauvé l'Allemagne du sort atroce de la Russie au XXe siècle. Que la République de Weimar ait finalement échoué, qu'un autre monstre soit devenu l'Allemagne, n'y change rien: les socialistes

¹ Le même débat existe à propos des Journées de Juin — voyez le cours sur la France, au chapitre 2.

² Cela n'empêchait pas les historiens de la R.D.A. de critiquer la révolution spartakiste, qui s'était faite sans "véritable" parti communiste, et de fustiger le "spontanéisme" de ses leaders; mais compte tenu du peu de figures historiques dont le régime pouvait se réclamer, il avait fait de Liebknecht et de Luxemburg deux martyrs du peuple, deux icônes vénérées mais vidées de tout sens.

N.B. En Allemagne et ailleurs, Noske devint l'une des figures du Mal dans la tradition communiste. Au moment des grandes grèves de 1947, l'*Humanité* traita le ministre de l'Intérieur français Jules Moch de « perroquet vaniteux que les lauriers sanglants du chien Noske font rêver ».

allemands ont été bien moins naïfs que les mencheviks et les S.R. russes, ils ont infiniment mieux compris quel était le danger représenté par les léninistes et leurs élèves, quels étaient, au-delà du verbiage et des proclamations révolutionnaires, les enjeux réels de leur temps. Il est vrai qu'ils disposaient d'une expérience historique que n'avaient pas les mencheviks ni les S.R.: en novembre 1918 il y avait déjà un an que Lénine était au pouvoir, les structures du "communisme de guerre" étaient déjà en place, et la guerre civile faisait rage en Russie; il y avait dans les méthodes de Lénine et de Trotski de quoi glacer le sang de n'importe quel homme civilisé, qu'il fût de droite ou de gauche.

En revanche, les socialistes allemands commirent certainement une maladresse et une imprudence en lançant des appels pressants à l'armée: ils lui redonnaient une légitimité, une popularité, une puissance dont l'Allemagne se serait passée, en même temps qu'ils se coupaient de leur base pacifiste. Quant aux milices, il était illusoire d'espérer les contrôler en les encourageant! Mais il faut imaginer le désarroi des dirigeants berlinois: à qui d'autre pouvaient-ils faire appel? L'agitation spartakiste risquait de durer des mois, de dégénérer en une espèce de grande Commune de Paris, et il y avait le risque que les bolcheviks russes, dont l'Armée rouge atteignit la banlieue de Varsovie en 1920, ne finissent par arbitrer le conflit¹.

Au total, au lendemain de l'insurrection spartakiste et à la veille des élections de janvier 1919 le bilan était inquiétant pour les socialistes allemands: déjà impopulaires parmi tous ceux qui relevaient, sans autre réflexion, la coïncidence entre leur arrivée au pouvoir et la défaite militaire, ils étaient désormais assimilés à la répression par une partie de la gauche, et s'étaient faits les obligés des militaires.

C) La difficile stabilisation du régime: 1919-1920.

Les **élections constituintes du 19 janvier 1919** se tinrent au scrutin universel masculin et féminin et à la proportionnelle; la participation fut élevée (83%). On notait un recul prévisible des conservateurs (notamment les monarchistes, privés de cause), qui s'étaient regroupés en une *Deutschnationale Volkspartei* (D.N.V.P.), et des deux formations issues des anciens partis libéraux, la D.D.P. (*Deutsche demokratische Partei*), qui fut un temps assez prestigieuse notamment du fait des appuis qu'elle comptait dans le monde universitaire (le

¹ Le débat sur l'appel des sociaux-démocrates allemands à l'armée et aux corps francs rappelle celui qui a cours sur le putsch de Kornilov à l'automne 1917 en Russie: certes si Kornilov avait réussi l'armée aurait pris le pouvoir et mis fin à la Révolution russe... mais n'aurait-ce pas mieux valu que l'effondrement total du pouvoir et le triomphe de Lénine?

sociologue Max Weber, entre autres), et la D.V.P. (*Deutsche Volkspartei*); un net progrès en revanche des socialistes (avec 38% des voix pour la S.P.D. et 8% pour la U.S.P.D.), et finalement une stabilité des chrétiens-démocrates du *Zentrum* (ils rassemblaient 20% des voix). Les Allemands avaient massivement désapprouvé l'insurrection spartakiste et n'avaient pas condamné la répression; moins nettement, ils avaient également tourné le dos aux forces du passé impérial. Les progrès de la gauche réformiste s'inscrivaient dans le droit fil des évolutions des années 1900: un tiers des membres du *Reichstag* de 1912 figuraient parmi les nouveaux élus; le président de la Constituante était celui de la dernière diète de l'Empire.

L'Assemblée se réunit début février à **Weimar**, une petite ville de l'Allemagne médiane, aussi éloignée que possible des traditions militaristes de la Prusse¹, et où soufflait l'esprit de Goethe qui y avait vécu; par ailleurs elle était restée à l'écart des convulsions révolutionnaires qui avaient secoué la capitale et les régions industrielles. L'Assemblée était secondée par une commission issue des États fédérés, qui jouait le rôle d'un *Reichsrat*². Elle commença par élire un président de la République: ce fut Ebert (son mandat, provisoire au départ, fut prolongé pour cause de situation politique instable, et dura jusqu'à sa mort en 1925). Puis, toujours en février, Ebert forma un gouvernement dirigé par Schneidemann; on n'y trouvait plus de socialistes indépendants, mais des membres de la S.P.D. (en majorité relative), des chrétiens-démocrates et des libéraux de la D.D.P..

Un peu comme en France en 1848, la Constituante et le cabinet devaient à la fois donner des institutions au pays, assurer la gestion des affaires courantes dans la période de transition et effectuer les réformes que la situation rendait impossibles à retarder. La tâche était rude...

Le gouvernement, fort de l'approbation majoritaire de l'opinion, poursuivit la **réduction des foyers révolutionnaires**, à Brême et dans la Ruhr; la répression, toujours menée par Noske, fut passablement sanglante (à Brême il y eut cent morts). Entre-temps les conseils berlinois tombèrent aux mains des extrémistes; une nouvelle grève insurrectionnelle avorta en mars 1919. La reprise en mains fut encore plus brutale qu'en province (il y eut mille deux cent morts); la K.P.D. fut complètement décapitée. Cependant les autorités avaient du mal à maîtriser la situation: d'une part parce que la répression radicalisait les contestataires de gauche et leur valait des sympathies croissantes; d'autre part parce qu'une partie des forces contre-révolutionnaires n'étaient plus du tout sous contrôle. Ces mois étaient ceux des négociations de

¹ Elle avait été la capitale d'un tout petit grand-duché, le Saxe-Weimar, qui fut intégré au *Land* de Thuringe en 1919.

² En français, Conseil fédéral: dans les fédérations, c'est la chambre haute qui représente les entités fédérées (comme le Sénat aux États-Unis).

Versailles (de janvier à juin 1919), et chaque jour apportait aux Allemands son lot de nouvelles ou de rumeurs catastrophiques quant au nouveau tracé des frontières, aux indemnités de guerre, etc. C'était aussi le temps de la démobilisation accélérée de l'armée allemande, de l'explosion corps francs et autres ligues¹. En province, en plusieurs lieux ces corps francs se chargèrent de la répression; ils profitèrent généralement de leur succès pour liquider les conseils, que ceux-ci fussent ou non à l'origine des mots d'ordre d'insurrection. Ce fut le cas à Braunschweig, à Leipzig, à Magdebourg. Plus le temps passait, plus le danger réel diminuait (le danger révolutionnaire en tout cas), mais plus le sang coulait: la répression prenait de plus en plus un caractère de vengeance de la part de tous ceux qui avaient eu très peur en novembre, de tous ceux qui n'avaient pas accepté l'effondrement du vieil ordre des choses.

Ce fut à **Munich** que la situation se dégrada le plus. La ville avait d'anciennes traditions d'opposition à Berlin: c'était la deuxième métropole de l'Allemagne, la capitale d'un État étendu, peuplé, riche, bien plus ancien que la Prusse et qui ne s'était rallié à l'unité allemande que très tard, en 1866, après Sadowa. La révolution y avait éclaté avant de toucher Berlin; le gouvernement local, dirigé par un socialiste indépendant modéré, Kurt Eisner, était en fort mauvais termes avec le gouvernement fédéral de Ebert, en partie parce les deux hommes se jetaient à la tête leurs comportements respectifs durant la guerre (Eisner avait été un pacifiste à tous crins). Le régime bavarois n'était cependant guère plus révolutionnaire que celui de Berlin, si ce n'est qu'il laissait une place plus grande aux conseils... et qu'il contrôlait encore plus mal la situation, avec des ministres qui respectaient fort peu la solidarité gouvernementale, et des heurts incessants entre spartakistes, anarchistes et extrémistes de droite. Dans ce contexte, contrairement à ce qui se passait dans le reste de l'Allemagne, en Bavière la droite remporta largement les élections de janvier 1919: c'était l'expression de l'hostilité de l'arrière-pays rural et catholique à la gauche puissante à Munich. Eisner en fut fragilisé; le 21 février, alors qu'il se rendait au *Landtag* (la diète locale) pour démissionner, il fut assassiné par un nationaliste.

Cet assassinat, puis l'annonce de la prise du pouvoir par Bela Kun en Hongrie en mars, provoquèrent un soulèvement de l'extrême-gauche, le 7 avril, et la proclamation d'une **"République des Conseils"**. Le soulèvement était essentiellement porté par les anarchistes; les communistes refusèrent de se joindre à cette aventure qu'ils estimaient vouée à l'échec. Le gouvernement élu s'exila à Bamberg. Le 13, les communistes renversèrent le "pouvoir" anarchiste, qui avait été incapable d'imposer quelque décision que ce fût, et tentèrent d'organiser une révolution à la manière léniniste, se dotant d'une milice et décrétant la socialisation partielle de l'économie; mais, comme les spartakistes berlinois, ils s'étaient organisés trop tard et n'avaient

¹ Voyez dans le cours sur la Russie, au chapitre 5, les ravages de la Division d'Acier de Rüdiger von der Golz dans les anciennes provinces baltes; le meilleur témoignage littéraire sur ces épisodes est le roman de Marguerite Yourcenar, *Le coup de grâce*, publié en 1939.

pas de *leader*. Le 1er mai, le gouvernement de l'État reprit le contrôle de la capitale à l'aide d'une milice essentiellement recrutée dans la mouvance nationaliste. La répression fut brutale, car le reste de la Bavière avait eu très peur; la gauche une fois exterminée, Munich devint l'une des places fortes du nationalisme extrême (ce qui n'empêchait pas l'expression, toujours, d'un vigoureux particularisme local).

En juin, le gouvernement Schneidemann dut signer le **traité de Versailles**, dont les termes étaient extrêmement durs. L'Allemagne, reconnue seule responsable du déclenchement de la guerre aux termes de l'article 231, devrait payer des **réparations** à ses "victimes", mais on ne savait pas combien (après des discussions de chiffonniers les Anglo-Saxons avaient refusé d'avaliser les prétentions de la France, jugées exorbitantes, et l'on avait repoussé à plus tard la solution du problème). L'**armée** du *Reich* était réduite à cent mille hommes; elle n'avait pas le droit d'avoir de tanks, ni d'artillerie lourde, ni d'aviation militaire, ni de flotte de guerre (celle-ci, plutôt que de se livrer aux Britanniques, se saborda à Scapa Flow, en Écosse, en juin 1919). La France obtint la démilitarisation de la rive gauche du Rhin ainsi que d'une bande de cinquante kilomètres sur la rive droite, et le droit de l'occuper pour quinze ans; de plus, elle obtint une garantie d'intervention automatique des Puissances anglo-saxonnes en cas d'agression allemande¹. L'Allemagne perdait l'ensemble de son **Empire colonial**² ainsi que la totalité de ses droits et intérêts hors d'Europe, y compris par exemple son réseau de câbles sous-marins.

En Europe, elle perdait 15% de son territoire et 10% de sa population: à l'ouest, bien sûr l'**Alsace-Lorraine**, tandis que la **Sarre**, qui n'avait jamais été française, se trouvait placée pour quinze ans sous mandat de la S.D.N. confié à la France; les houillères sarroises furent placées sous administration française, en compensation des dégâts commis par les Allemands dans les houillères du Nord et du Pas-de-Calais qu'ils avaient inondées en se repliant à l'automne 1918. On rêvait en France d'annexer un jour cette riche région industrielle... Deux petits cantons, **Eupen et Malmédy**, passaient à la Belgique — pour des raisons exclusivement stratégiques: la langue allemande y est majoritaire³ —; le **Schleswig du nord**, de langue danoise, revenait au Danemark. Surtout, l'Allemagne se trouvait délestée de vastes territoires à l'est.

¹ Ce fut ce point qui provoqua le rejet du traité de Versailles par le Sénat américain: ce rejet équivalait à une annulation de l'article en question.

² La France reçut le Togo et une grande partie du Cameroun; la Grande-Bretagne reçut le reste du Cameroun et l'Afrique équatoriale allemande, qu'elle rebaptisa le Tanganyika. L'Afrique du sud reçut le Sud-Ouest africain allemand, l'actuelle Namibie, l'Australie reçut les colonies allemandes du Pacifique sud, et le Japon celles du Pacifique nord (il s'en servit de base pour agresser les Etats-Unis en 1941). Tous ces territoires étaient des mandats de la S.D.N., que leurs mandataires s'engageaient à mener progressivement à l'indépendance. Sur les mandats, voyez le cours de Relations internationales, à la fiche A3.

³ Les zones germanophones, dont Malmédy ne fait plus partie, forment aujourd'hui la troisième communauté linguistique de Belgique.

Les frontières orientales de l'Allemagne ne furent fixées que plus tard, non sans problèmes. En **Silésie**, région industrielle de peuplement mixte (allemand et polonais), le référendum organisé par la S.D.N. en mars 1921 tourna à la farce: en l'absence de listes électorales, les nationalistes allemands envoyèrent des votants par trains entiers. Il y eut des affrontements avec l'armée polonaise; finalement la S.D.N. dut procéder à un partage autoritaire de la région, ce qui mécontenta tout le monde. Plus au nord, du côté de la Baltique, les frontières furent tracées en dépit de toute logique nationale (de toute façon, les villages slaves et allemands s'intercalaient inextricablement) et même de toute rationalité, dans le seul but d'attribuer un accès à la mer à la Pologne (ce que prévoyaient les "quatorze points" de Wilson): les populations de la côte de la Baltique, même slaves, n'étaient pas polonaises¹ (celles à qui l'on donna le choix, dans le sud de la Prusse orientale — en Mazurie — où un autre référendum eut lieu, choisirent l'Allemagne). L'affaire se termina également en sinistre farce: la Pologne obtint bien un pauvre bout de côte, avec, pour y accéder, un "**corridor**" tracé au milieu des territoires allemands², mais pas de port³: **Danzig**, entièrement peuplée d'Allemands, ne lui avait pas été donnée par crainte d'une révolte, mais pas non plus à l'Allemagne, afin d'affaiblir ce pays en Baltique. Elle fut constituée en une ville libre, coupée de son arrière-pays (lui-même désarticulé par les frontières nouvelles), et qui ne cessa de réclamer son rattachement à l'Allemagne. Enfin à l'extrême nord-est la ville de **Memel** (aujourd'hui Klaipeda) fut placée sous administration de la S.D.N. avec également un statut de ville libre; l'agglomération, essentiellement peuplée d'Allemands, et la campagne environnante, peuplée surtout de Lituaniens, furent annexées de force en 1925 par la Lituanie, qui ne disposait d'aucun autre accès à la mer. Dans ces conditions **le gouvernement allemand refusa de reconnaître les frontières orientales de l'Allemagne** (tous les gouvernements allemands, à l'exception de ceux de la R.D.A., ont maintenu cette position de principe jusqu'à la réunification en 1990).

Enfin le traité de Versailles interdisait à l'Allemagne de procéder au rattachement (*Anschluss*) de l'**Autriche**; pourtant ce pays, désormais presque entièrement de langue allemande

¹ La nation polonaise n'a jamais atteint la Baltique avant 1945; son territoire est centré sur le versant nord des Carpates (Cracovie) et la moyenne Vistule (Varsovie), même si les souverains de la Pologne féodale ont mis la main, au Moyen Âge, sur des territoire bien plus étendus, et non polonais pour l'essentiel (le royaume de Pologne-Lituanie est arrivé jusqu'à la mer Noire!): certains de ces territoires, ce qu'on appelait la Poméranie (= le "littoral"), touchaient à la Baltique. Sur cette côte vivaient les Cachoubes ou Cassubiens, des Slaves, peu nombreux et mêlés d'Allemands; depuis 1945, ils ont été assimilés par les Polonais, qui sont arrivés en nombre dans cette région pour remplacer les Allemands expulsés. Aujourd'hui l'identité cachoube est menacée, mais un certain réveil national, paraît-il, est perceptible.

² Le tracé de ce couloir suivait plus ou moins, ou tout au moins rappelait, d'anciennes frontières administratives (celles qui coupaient en deux les domaines des souverains de Prusse à l'époque moderne); mais en Allemagne personne n'avait rien à faire de ces souvenirs historiques, éteints depuis le premier partage de la Pologne en 1772. En Pologne en revanche, on tenait la Poméranie, qui n'avait jamais appartenu au Saint Empire, pour historiquement polonaise.

³ Dans les années suivantes elle en développa un de toutes pièces, Gdynia.

et dépourvu d'identité nationale¹, orphelin de sa dynastie et de sa mission impériale, qui avait perdu l'essentiel de son territoire et se retrouvait avec une capitale disproportionnée et impossible à nourrir (il y avait deux millions de Viennois pour six millions d'Autrichiens!), ne rêvait que de se joindre à l'Allemagne unie, comme il avait failli le faire au milieu du XIXe siècle; les courants rattachistes furent très puissants jusqu'en 1938, les nazis locaux surent les exploiter. Ici comme ailleurs le désir d'affaiblir l'Allemagne, cher à Clemenceau, l'avait emporté sur les droits des peuples, chers à Wilson².

Après moult protestations Schneidemann, conscient de la catastrophe que le traité représentait pour le pays et pour le régime, s'était décidé à l'accepter car l'Allemagne n'était pas en état de reprendre la guerre: il traita publiquement le traité de *Diktat*. Les ministres libéraux se retirèrent momentanément du cabinet pour ne pas avoir à le parapher; l'un d'eux, le prince Bernhardt von Bülow (1849-1929), ancien chancelier de l'Empire, explicita l'expression de Schneidemann comme suit: « une paix dictée comme celle de Versailles est aussi peu une vraie paix qu'il n'y a transfert de propriété quand un bandit renverse à terre un malheureux et le contraint ensuite à lui remettre son porte-monnaie ». Cela signifiait que la plus grande puissance industrielle d'Europe n'acceptait pas le nouvel ordre international issu de la guerre, qu'elle se proposait de le remettre en cause dès qu'elle en aurait les moyens: jolie perspective pour la paix en Europe, joli succès pour l'obstination de Clemenceau.

Furet soutient à ce propos que les traités de 1919-1920, aux négociations desquels les vaincus ne furent pas invités, furent les premiers « à n'avoir pas été signés dans un souci d'équilibre et de réconciliation, mais d'humiliation et si possible d'annihilation des puissances vaincues » (l'Autriche-Hongrie et l'Empire ottoman disparaissaient carrément): comment s'étonner que les Allemands n'eussent songé qu'à la force pour s'en dégager? Pour être tout à fait juste, il faudrait souligner que le traité de Francfort, imposé par l'Allemagne à la France en 1871, avait montré la voie: ce fut le premier traité à exiger du vaincu des dommages de guerre; par son caractère injuste et humiliant, il a beaucoup contribué à susciter en France la montée du revanchisme. La proclamation de l'Empire allemand dans la galerie des glaces du château de Versailles n'était pas non plus un chef-d'œuvre de tact et d'esprit de réconciliation... Ce n'était pas une raison pour imiter Bismarck (en 1919 la

¹ J'écris bien: *nationale*, au sens allemand de ce terme; il y avait bien sûr en Autriche (comme en Bavière), une identité *régionale* et *étatique* forte, faite des souvenirs de la grandeur du royaume d'Autriche; mais dans les pays allemands la nation l'emporte sur l'État — plus exactement l'emportait jusqu'en 1945: depuis, le patriotisme autrichien semble l'avoir emporté (notamment parce qu'il permet de se dédouaner à bon prix des crimes nazis, censés s'être passés dans un autre pays); mais en 2000, d'après les sondages, plus d'un tiers des citoyens autrichiens se définissaient toujours comme "des Allemands, puis des Autrichiens".

² Voyez le cours sur la France, au chapitre 11; le cours sur les États-Unis, au chapitre 2; le cours de Relations internationales, à la fiche P4.

cérémonie de signature du traité réglant le sort de l'Allemagne eut lieu dans la même galerie des glaces: na!).

Évidemment, l'acceptation du traité souleva **une tempête de protestations** en provenance de tous les horizons politiques. La droite légaliste, représentée à l'Assemblée constituante, modéra l'expression de sa fureur et n'attaqua pas directement le gouvernement; mais l'acceptation du traité provoqua une explosion de fureur à l'extrême-droite, où l'on accusait les républicains, toutes tendances politiques confondues, d'être des traîtres. Insensibles à l'argument de la faiblesse de l'Allemagne, des excités proclamaient la nécessité de reprendre le combat pour provoquer un sursaut de la nation allemande¹, et certains s'organisèrent en conséquence, souvent en liaison avec les corps francs. Le régime en fut très affaibli avant même d'être né: durant toute la république de Weimar les forces hostiles au traité de Versailles tendirent à s'identifier aux forces hostiles à la République, donc à la démocratie (puisque c'était la République qui avait apporté la démocratie à l'Allemagne). Or l'hostilité au traité de Versailles était plus que répandue... et, en elle-même, parfaitement légitime. Les ennemis de la démocratie allaient pouvoir profiter de la masse de manœuvre que représentaient les patriotes radicalisés.

La **constitution**, adoptée par l'Assemblée en juillet, entra en application en août. « Les constituants de 1919 ne suivirent pas le conseil de Talleyrand qui voulait que les constitutions fussent courtes et obscures. Ils entendaient faire complet, à l'allemande, une œuvre sérieuse et pérenne, ne laissant de côté aucun domaine de l'existence collective, ni l'économie, ni les relations sociales, ni la famille, ni l'école » (Rovan).

L'Allemagne restait officiellement désignée du terme de *Reich*, mais ce *Reich* était désormais une république: continuité dans la rupture...² Les institutions étaient de type

¹ Un phénomène du même type était en train de se produire en Turquie où, face aux menaces de démembrement presque total du pays, un général prestigieux, Kemal Pacha, avait repris la guerre en quelques sorte "à titre privé" à l'été 1919, puis s'était emparé du pouvoir. Ce fut une réussite (du point de vue turc en tout cas), puisque Kemal parvint à chasser les Grecs et les Arméniens et à récupérer le Kurdistan. Je ne sais si les nouvelles de Turquie jouèrent un rôle en Allemagne; en tout état de cause, l'Allemagne était entourée d'ennemis bien plus redoutables que la Turquie! Sur la Turquie, voyez le cours de Relations internationales, aux fiches A3 et R1.

² N.B. Attention! Le deuxième *Reich* allemand (le deuxième État des Allemands après le Saint-Empire, selon le sens en vigueur jusqu'en 1933) a commencé en 1871 et s'est poursuivi à travers le changement de régime de 1918. Comme ce mot s'était largement assimilé au régime impérial dans les esprits, peut-être aurait-il été plus prudent de recourir au mot *Staat* pour marquer plus nettement la rupture avec l'ancien monde, ses raideurs et ses hiérarchies; mais les socialistes, à l'exception des spartakistes, ne souhaitaient pas une telle rupture: ils étaient fiers d'une partie de l'héritage impérial, notamment sur les plans économique et social, et surtout l'emploi du mot *Staat* eût placé l'Allemagne sur le même plan que la Bavière, la Hesse ou la Prusse, désignées par ce nom sous l'Empire; cela serait apparu comme un recul par rapport à l'unité allemande, ce qui était inacceptable pour l'immense majorité des Allemands, socialistes compris, surtout à un moment où la France de Clemenceau menaçait de remettre en question l'unité nationale. En revanche, en 1933, par hostilité au régime de Weimar, qu'il tenait pour le fossoyeur de la nation allemande, et par désir d'afficher un changement radical, Hitler a proclamé un "IIIe *Reich*", c'est-à-dire une troisième

fédéraliste, alors que l'Empire wilhelmien était une confédération¹: l'Allemagne nouvelle n'était plus divisée en *Staaten* (États: un mot appartenant à un vocabulaire typique des confédérations, comme les États-Unis) mais en *Länder* ("pays", au sens de "terres, régions": un terme typiquement fédéral), qui mirent à la retraite leurs derniers principes, car il ne pouvait pas y avoir d'entités fédérées monarchiques au sein d'une fédération républicaine. Le droit du *Reich* primait désormais celui des *Länder*; le ***Reichsrat***, la chambre haute qui réunissait les représentants des *Länder*, avait des pouvoirs limités par rapport au ***Reichstag***, la diète ou chambre des députés, élue par tous les Allemands. Mais la police notamment était du ressort des *Länder*, ce qui eut, nous le verrons, des conséquences très négatives dans les périodes d'agitation.

L'immense Prusse n'était pas démembrée, contrairement à ce qu'avaient proposé tous ceux qui souhaitaient renforcer les pouvoirs locaux face à Berlin, et l'Allemagne industrielle, libérale et social-démocrate (dont l'une des bases était la Rhénanie prussienne) face à l'Allemagne rurale et militariste du nord-est; il faut dire que l'on s'attendait à ce que la Prusse supportât l'essentiel des amputations territoriales à venir. Cependant la Prusse n'avait que quarante pour cent des députés au *Reichsrat*, pour soixante pour cent de la population (et les deux tiers du territoire). Contrairement à la situation d'avant 1918, la fonction de ministre-président (premier ministre) de Prusse était désormais séparée de celle de chancelier du *Reich* (de 1920 à 1928, la première resta aux mains des socialistes tandis que la seconde leur échappait).

Le régime était parlementaire, mais un ***président du Reich*** (un *Ersatzkaiser*, persiflaient les ennemis du régime) était élu au suffrage universel direct pour sept ans; il était chef de l'armée, il nommait le chancelier, mais celui-ci devait jouir de la confiance du *Reichstag* et les ministres étaient individuellement responsables devant les députés. Le Président pouvait dissoudre la diète ou convoquer un référendum pour s'opposer à une loi; sous l'état d'urgence, il

incarnation politique de la nation allemande, ce qui ne l'empêchait pas d'utiliser le mot *Staat* dans son sens technique, comme dans le mot Gestapo (*Geheime Staatspolizei*): "police secrète d'État". Du coup, ce mot de *Reich* s'est identifié au régime nazi: c'est pourquoi il est banni depuis 1945 au profit de *Staat*, dont les connotations convenaient à une Allemagne désormais divisée en trois États (en comptant l'Autriche) qui avaient renoncé à toute ambition de représenter l'incarnation politique de la nation.

Même au niveau des symboles les choses étaient complexes et ambiguës. La République reprit le drapeau noir-rouge-or des libéraux de 1848; mais la flotte, y compris marchande, garda les couleurs "du *Reich*", c'est-à-dire concrètement celles de l'Empire bismarckien, noir-blanc-rouge, certes débarrassées de l'aigle bicéphale.

¹ Je n'ai pas vraiment respecté la nuance dans les pages qui précèdent; mais en théorie constitutionnelle elle est importante. Une *confédération* est une association libre d'États souverains, qui renoncent librement à une partie de leur souveraineté; mais celle-ci, en dernier recours, leur appartient, même s'ils n'ont pas toujours le droit formel de faire sécession. Une *fédération* est un État où, de par la volonté du centre, certains pouvoirs sont dévolus aux entités régionales; mais la légitimité fondamentale demeure celle de l'ensemble.

avait le pouvoir de gouverner par décrets-lois: tout ceci visait à ménager l'équilibre des pouvoirs sans les affaiblir, mais cette construction ésotérique, trop subtile pour l'Allemand moyen habitué à des mœurs politiques plus carrées, était grosse de risques d'instabilité — et la législation sur l'état d'urgence était grosse de dérives autoritaires. Le **scrutin proportionnel intégral**, avec répartition des restes au niveau national, était inscrit dans la constitution; c'était une autre énorme maladresse, qui a sans doute joué un rôle crucial dans l'échec de la république de Weimar (il n'y eut jamais de majorité parlementaire stable¹, et le pays n'étant pas fermement gouverné, la bureaucratie prospéra, sans changements notables par rapport à l'avant-1918); mais cela s'expliquait par les souvenirs du temps où l'Empereur formait son cabinet sans tenir compte de la puissance relative des partis. La constitution prévoyait aussi des **référendums d'initiative populaire**; ils furent nombreux, portèrent trop souvent sur des sujets futiles, n'aboutirent généralement pas aux résultats que souhaitaient ceux qui les lançaient (tous les mécontents s'emparaient de ces occasions pour se défouler), et au total contribuèrent à entretenir la tension politique. Bref, la constitution de Weimar avait tous les défauts des régimes qui font la part belle à la démocratie directe par rapport à la démocratie représentative.

Un long passage de la loi fondamentale concernait les droits des individus; un autre, les dispositions à prendre en matière de gestion de l'économie et de relations internes à l'entreprise (elles ne furent pas appliquées). En revanche la constitution de Weimar ne mentionnait pas les partis politiques, et si les Églises perdirent le statut d'organismes d'État, il n'était pas question d'une laïcité à la française.

La plupart des Allemands n'acceptèrent la constitution que du bout des lèvres, essentiellement par lassitude. Le texte ne satisfaisait pas l'**extrême-gauche**, qui constatait que l'essentiel de l'ordre ancien demeurait en place; ni la **droite nationaliste**, qui la qualifiait de "non allemande" (*undeutsch*) et d'"hostile au génie du peuple" (*widervölkisch*). Dans ces derniers milieux la dénonciation de la défaite et celle de la révolution se mêlaient aux critiques du régime dans la théorie du **"coup de poignard dans le dos"**, une expression popularisée fin 1919 par un discours de Hindenburg et par une campagne de presse. Cette mouvance tonnait contre les "criminels de novembre", les révolutionnaires et les sociaux-démocrates, qui avaient livré l'Allemagne aux « Français dégénérés, abâtardis de nègres » (les tirailleurs sénégalais avaient fait grosse impression en Rhénanie), aux « Anglais perfides, traîtres à la race germanique », aux « Polonais sous-hommes osant jouer à la race des maîtres. Et derrière l'un et l'autre, se servant des uns et des autres, le Juif malodorant et lâche, résolu au fond de sa perversion pervertissante à abattre l'Allemagne, l'homme nordique, le héros simple et pur » (Rovan). L'**armée** ne critiquait

¹ Il y eut vingt cabinets au total jusqu'en janvier 1933, soit un tous les huit mois et demie.

pas ouvertement le régime, mais elle se sentait proche de ces courants; plus que jamais organisée comme une caste, elle se considérait au-dessus de la République, au service de la seule nation, et refusait obstinément de reconnaître la culpabilité allemande dans le déclenchement de la guerre.

En mars 1920, le **putsch de Kapp** faillit abattre le régime tout neuf: ce fut un coup de force préparé par un groupe hétérogène de nostalgiques de la monarchie et de dirigeants de corps francs, avec la bénédiction de Ludendorff et du haut commandement de l'armée. Kapp, un haut fonctionnaire du *Land* de Prusse, se proclama chancelier et un corps franc, la Brigade de marine du capitaine Ehrhardt, occupa Berlin; le commandant des troupes stationnées dans la capitale, von Seeckt, refusa son concours au gouvernement au prétexte que "la troupe ne tire pas sur la troupe". Le gouvernement du *Reich* dut se réfugier à Stuttgart. Mais le volet civil du putsch n'était pas prêt; les fonctionnaires ne suivirent pas ces aventuriers qui ne tenaient point les cordons de la bourse, l'armée se montra aussi froide envers eux qu'envers la République. Kapp ne sut que faire du pouvoir qu'il avait conquis sans coup férir; une grève générale donna le coup de grâce à l'entreprise, qui s'acheva par la fuite de ses auteurs. L'affaire n'avait duré que cinq jours; mais le régime était complètement déstabilisé. Une tentative d'alliance de toutes les gauches échoua du fait de l'hostilité de la K.P.D., motivée par le radicalisme révolutionnaire. En réaction, de nouveau le gouvernement chargea les corps francs de réduire l'agitation d'extrême-gauche qui avait suivi le putsch, notamment dans la Ruhr; l'armée tira sur une manifestation de la U.S.P.D. devant le *Reichstag*, faisant une quarantaine de morts. Finalement la S.P.D. conserva le pouvoir, mais Noske dut démissionner. Non seulement l'armée n'eut pas à rendre compte de sa conduite, mais von Seeckt devint commandant en chef de la *Reichswehr*. Une anecdote pour illustrer l'ampleur de la confusion qui régnait dans les esprits: il apparut une ligue paramilitaire de défense de la République, le *Reichsbanner*, dirigé par le prince Hubertus zu¹ Löwenstein, du *Zentrum*...

Les premières **élections législatives** se tinrent, avec retard, en juin 1920; la participation fut à nouveau très élevée (79%). Elles se traduisirent par un recul spectaculaire des partis de gouvernement, le *Zentrum* (avec 13% des voix) et la S.P.D. (avec 22%), presque rejointe par la U.S.P.D., en pleine dérive "gauchiste" (elle rassemblait 18% des suffrages), tandis que la K.P.D., corps étranger au mouvement ouvrier allemand, ne rassemblait que 2% des voix; les libéraux et la droite ressuscitaient. Les partis réellement favorables au régime n'avaient plus la majorité; il n'y avait plus aucun consensus à la diète.

¹ La particule *von* indique un titre de noblesse; *zu* indique la possession réelle d'une terre — autrement dit, il s'agissait de l'aîné de toutes les branches d'une famille de très haute noblesse.

D) Les crises de l'année 1923.

Après les législatives de 1920 le régime entra dans une phase de fonctionnement régulier, c'est-à-dire profondément insatisfaisant pour les Allemands. Les gouvernements étaient toujours minoritaires, et fort instables. La S.P.D. avait cessé d'y participer, elle ne faisait que les tolérer, les soutenant dans les moments cruciaux; ce ne fut qu'en 1928 qu'il y eut de nouveau un chancelier fédéral socialiste — cela n'empêchait pas l'extrême-droite de considérer la S.P.D. comme le parti de Weimar par excellence¹. Les gouvernements des années 1920-1928 dépendaient donc de majorités dites "bourgeoises" où le *Zentrum* et la D.D.P. (les "libéraux de gauche", tout est relatif) jouaient un rôle central; mais comme à eux deux ces partis n'avaient pas de majorité, parfois celle-ci devait s'étendre plus à droite, à des fractions de la D.V.P. (les "libéraux de droite") et même à l'occasion de la D.N.V.P. (le parti des *Junker*, agressivement anticatholique, nettement plus hostile au régime).

Les gouvernements dépendaient donc du bon vouloir de "républicains du lendemain" à l'allemande, ralliés du bout des lèvres, en grande partie parce qu'il n'y avait pas d'alternative monarchiste. Cette droite héritée de la période impériale, légaliste mais qui détestait le régime, était très bien implantée aussi dans les corps francs, ligues de gymnastique et autres sociétés secrètes; elle est souvent désignée de l'adjectif allemand: völkisch, pour insister sur le caractère non citoyen du nationalisme de ces milieux, par opposition aux partis du centre et de la gauche modérée qui essayaient de défendre les intérêts de l'État allemand, et aussi aux droites nouvelles, populistes et révolutionnaires, dont le modèle était le fascisme italien.

Pour les milieux *völkisch*, le bien du peuple l'emportait sur le salut de l'État et du régime: l'État allemand devait avoir pour mission essentielle de défendre la nation, c'est-à-dire le peuple (*Volk*), et son territoire ("le sang et la terre", *Blut und Boden*), et pour cela évidemment il devait être fort. Ils étaient le plus souvent monarchistes de principe, mais ce qu'ils regrettaient de l'Empire c'était, tout autant que les traditions rurales exprimant une certaine "âme allemande", le dynamisme de cette grande puissance industrielle et militaire moderne qu'était l'Allemagne avant 1914 — en d'autres termes, ce n'étaient pas des légitimistes (certains avaient quand même la fibre plus ruraliste que d'autres). L'antisémitisme était chose banale parmi eux, mais ce n'était pas un point essentiel de leurs programmes politiques. Leur projet était de reconstruire la nation comme un corps structuré, discipliné, de tourner le dos à l'individualisme cosmopolite du monde occidental moderne, à la décadence qu'ils dénonçaient en matière culturelle (c'était ce qu'on

¹ En partie parce que, comme je l'ai noté plus haut, durant toute cette période elle continua à diriger le gouvernement du *Land* de Prusse. Ce n'était pas sans importance: la police et l'éducation, notamment, étaient du ressort des *Länder*.

appelait le *Kulturpessimismus*), aux divisions artificiellement entretenues par les partis, corps étrangers à la nation, aux chimères de la lutte des classes — somme toute, des idées et des pratiques assez proches de celles de la droite antirépublicaine en France avant 1914; mais elles étaient plus fortement ancrées en Allemagne, du fait qu'une conception génétique de la nation l'avait emporté. Concrètement, ils usaient de leur audience retrouvée, et de la liberté de parole presque totale que la République accordait à ses ennemis non marxistes, pour déstabiliser le régime au nom de l'ordre et de la discipline...

Ces courants recrutaient dans des milieux proches de l'ancien *establishment* de l'Empire, dans le monde des Présidents dormeurs: l'Université, l'aristocratie terrienne et militaire de Prusse, les anciennes ligues coloniales ou pangermanistes. Ils comptaient avec le soutien d'une partie des Églises (catholiques et protestantes), foyers d'hostilité à la démocratie, de monarchisme de droit divin et d'antijudaïsme à la Luther (notamment en Prusse) ou à la Pie IX (notamment en Bavière). Parmi cette mouvance intellectuelle, il faut retenir la figure d'**Ernst Jünger** (1895-1998!), écrivain ancien combattant¹ dont les conceptions sociales et morales portaient l'empreinte du militarisme prussien; il rejetait radicalement le pacifisme des bourgeois et des chrétiens, et tenait pour une rénovation nationale (« nous ne voulons pas de votre monde paisible et raffiné, nous voulons le monde avec toute la somme de ses possibilités. C'est dans cette guerre que l'Allemagne a forgé son destin, et l'épreuve commune a forgé l'âme commune. Certes, l'Allemagne a été vaincue, mais cette défaite a été salutaire parce qu'elle a contribué à faire disparaître la vieille Allemagne, et il fallait que cette vieille Allemagne disparût, pour que se réveille une nation nouvelle, pour qu'elle prît conscience d'elle-même. Il fallait perdre la guerre pour gagner la nation » — extrait d'*Orages d'acier*, paru en 1920). Mais son passéisme dans le domaine des valeurs (politiques entre autres), son hostilité viscérale à l'idée de révolution et au désordre, le protégea jusqu'au bout des tentations d'un rapprochement avec les nazis².

¹ Jünger, qui avait été *Wandervogel* dans son adolescence, s'engagea en 1913 dans la légion étrangère française, qui l'envoya en Algérie; c'est le thème de *Jeux africains*, roman paru en 1936. Son père finit par le décider à rentrer; puis, en 1914, il s'engagea volontairement dans l'armée allemande; il fut blessé quatorze fois et demeura dans la *Reichswehr* jusqu'en 1923, frayant avec les corps francs mais sans beaucoup apprécier leur indiscipline et leur connerie. Il avait connu le succès littéraire avec *Orages d'acier*, roman de guerre paru en 1920. Dans les années suivantes, il se qualifia d'"anarchiste conservateur", et se rapprocha des nationaux-bolcheviques (voyez plus bas). En 1934, il choisit l'"émigration intérieure", c'est-à-dire de rester en Allemagne mais de se taire; il publia cependant *Jeux africains* et, en 1939, *Sur les falaises de marbre*. Il fut de nouveau mobilisé en 1940 et prit part à l'occupation de la France — voyez la note suivante.

² En 1997, un ancien déporté racial français a écrit au *Monde* pour évoquer le cas d'un officier allemand de l'armée d'occupation qui, alors qu'il portait déjà l'étoile jaune sur son uniforme d'ancien combattant, l'avait un jour salué militairement en public, et en qui il avait cru reconnaître Jünger: celui-ci confirma, et expliqua qu'il avait voulu marquer ainsi son respect pour tous les soldats et sa désapprobation du racisme hitlérien, quoiqu'il eût choisi de servir l'Allemagne au sein de son armée, et ce jusqu'en 1945. Je suppose que ce jour-là, dans cette rue de Paris, il n'y avait pas d'autre Allemand en vue...

Après la guerre, Jünger, de moins en moins ancien combattant et de plus en plus anarchisant, a continué à publier (notamment *Traité du rebelle*, en 1951, et des essais d'entomologie, sa passion) et à tenir son *Journal*. Il n'a jamais cessé d'être respecté intellectuellement, tout au moins à l'ouest;

L'**extrême-gauche**, en butte aux brutalités du régime, se réorganisa autour de son pôle le plus radical. Fin 1919, la U.S.P.D. tomba sous l'influence de son aile gauche révolutionnaire, tandis que la K.P.D. se réorganisait selon le modèle soviétique. L'agitation sociale continuait, d'autant plus que le patronat cherchait à revenir sur les concessions faites à la fin 1918. Quelques jours après le putsch de Kapp, une loi enterra la cogestion des entreprises. La **U.S.P.D.** continua de se radicaliser; finalement, en juillet 1921 elle accepta les vingt et une conditions de Lénine et **se fonda dans la K.P.D.**, à l'exception d'une minorité qui rejoignit la S.P.D. en décembre de la même année. **La K.P.D. devenait** ainsi **un parti de masse**, héritier d'une partie du prestige et des structures anciennes du mouvement socialiste; cependant elle n'était pas bien vaillante, car la nouvelle équipe mise en place par Moscou n'avait guère d'autre projet que de chercher à déclencher systématiquement des troubles: de nombreux militants partirent, écœurés par cette violence qui leur semblait sans but et sans avenir, et effrayés par la brutalité de la répression. Fin 1922 la K.P.D. avait perdu la moitié de ses militants.

Le montant des **réparations** fut connu en mai 1921: deux cent vingt-six milliards de marks-or (c'est-à-dire de marks de 1914), payables en quarante-deux annuités. L'Allemagne tenta de refuser, mais les vainqueurs menacèrent d'occuper la Ruhr pour se payer à la source, par des prélèvements sur l'activité productrice; les troupes françaises occupèrent même brièvement quelques villes, dont Düsseldorf. On finit par s'entendre sur le montant, toujours énorme, de cent trente-deux milliards de marks-or. Très vite le poids des réparations sur l'économie allemande se traduisit par une **aggravation de la situation monétaire**, déjà très délicate: la circulation monétaire était passée de deux à quarante-cinq milliards de marks de 1913 à 1919; à cette date le déficit budgétaire dépassait le montant du budget de 1913. L'État, très endetté et en proie aux pires difficultés pour encaisser le produit des impôts, faisait marcher la planche à billets (avec déjà de dangereuses arrières-pensées: l'aggravation de l'inflation était censée démontrer l'incapacité de l'Allemagne à payer les réparations).

Les réparations achevèrent de déstabiliser l'économie, donc de miner la confiance dans la monnaie: l'Allemagne se voyait demander de payer alors que la production peinait à redémarrer — pourtant, la crise de reconversion de l'immédiate après-guerre avait plutôt été moins violente qu'ailleurs. Les industriels, dont l'appareil productif était intact (la guerre s'était déroulée pour l'essentiel à l'étranger), ne parvenaient pas à vendre leurs produits; les vainqueurs européens

contrairement à Heidegger, qui venait de la même mouvance mais ne sut pas éviter les compromissions (je l'évoquerai au chapitre 3), il a échappé aux polémiques. Dans les années 1970 et 1980, ses positions sur le monde moderne se retrouvèrent "en résonance" avec la montée du sentiment écologique, tandis que son intérêt pour les expériences narcotiques le rapprochait de la culture de la *beat generation*.

n'investissaient pas, en partie par volonté politique d'affaiblir l'économie allemande, en partie parce qu'eux-mêmes étaient très endettés et parce que l'argent des réparations, au lieu d'être réinvesti en Europe, prenait le chemin des États-Unis, lesquels étaient seulement à l'aube de la grande prospérité des années 1920. Conscients du risque d'effondrement de leur monnaie, les Allemands thésaurisaient les devises étrangères, ce qui accentuait la dérive du mark. En juillet 1914 un dollar valait quatre marks et deux pfennigs; en juillet 1919 il en valait vingt; en juillet 1922, cinq cents; en janvier 1923 dix-huit mille — c'est-à-dire que dès avant l'occupation de la Ruhr l'Allemagne était déjà en situation d'inflation incontrôlée, d'"**hyperinflation**".

La droite condamnait la bonne volonté, pourtant toute relative, que les gouvernements mettaient à payer les réparations: cette "**politique d'exécution**" était interprétée comme un manque de volonté politique, voire une trahison pure et simple. Une partie des corps francs, en perte de vitesse avec la stabilisation progressive de la situation mais dont les demi-soldes avaient toujours aussi peu de perspectives de réinsertion socialé, se radicalisèrent en groupes terroristes, antirépublicains et antisémites: ils tentèrent d'assassiner Schneidemann et, en juin 1922, réussirent l'**assassinat de Rathenau**, qui était redevenu ministre des Affaires étrangères (on lui devait notamment le traité de Rapallo avec la Russie soviétique, signé un mois auparavant¹; c'était aussi, rappelez-vous, l'un des rares Juifs de la classe politique allemande)². Ce fut alors seulement que le gouvernement se rendit compte que « l'ennemi [était] à droite », selon les mots du chancelier zentriste Joseph Wirth; en juillet, il se résolut à prendre des mesures contre la violence terroriste de droite et à imposer un serment républicain aux fonctionnaires. Mais la justice continua à faire preuve de mansuétude envers les nationalistes; la Bavière refusait même de livrer ceux qui, poursuivis dans d'autres *Länder*, se réfugiaient sur son territoire.

Au début 1923, le chancelier était Wilhelm **Cuno**, un proche des libéraux de gauche; le cabinet comptait également des membres du *Zentrum*, et ne survivait que grâce à la bonne volonté de la S.P.D. et de la D.N.V.P. Les tensions avec les vainqueurs, déjà perceptibles en 1922, montaient très vite, car Cuno mettait de plus en plus de mauvaise volonté à poursuivre la politique d'exécution. En janvier, ce fut l'épreuve de force: sous un prétexte fort mince (un retard dans des livraisons de poteaux de bois et de charbon), le gouvernement français de Poincaré décida l'**occupation de la Ruhr** par les armées française et belge (la Ruhr était contiguë aux régions occupées aux termes du traité de Versailles). Le gouvernement Cuno appela à la "**résistance passive**", c'est-à-dire à la grève générale; cette résistance dégénéra en sabotages, en attentats, et finalement en incidents sanglants — pour une fois, les corps francs et les

¹ Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 3.

² Un autre ministre, Erzberger, avait été assassiné en août 1921.

organisations révolutionnaires combattaient le même ennemi, les uns pour la nation allemande humiliée, les autres pour le prolétariat massacré en Allemagne par les forces de la réaction mondiale¹. En mars, les troupes françaises tuèrent treize ouvriers grévistes à Essen; en mai, elles exécutèrent un saboteur, Leo Schlateger, un étudiant en rupture de ban qui traînait du côté des mouvances paramilitaires: il devint un martyr national. La situation des ouvriers de la Ruhr, privés de travail, était dramatique; en revanche la production se poursuivait cahin-caha, grâce au renfort de travailleurs belges et français, civils ou militaires.

La situation monétaire échappa complètement à la Reichsbank à partir du mois d'avril: le gouvernement n'avait pratiquement plus ni ressources fiscales (les industriels de la Ruhr et les ouvriers en grève ne payaient plus leurs impôts), ni ressources douanières (la France et la Belgique s'en étaient emparées sur la frontière occidentale); elle-même n'avait plus de devises en réserve. Elle se mit à imprimer en quantité toujours croissante des billets dont personne ne voulait plus, encouragée en sous-main par le gouvernement, bien décidé à profiter de la situation pour obtenir une réduction des réparations et pour éliminer une fois pour toutes le problème de la dette intérieure: incapable de le faire par une voie rapide et autoritaire, par exemple celle d'une dévaluation, il choisit d'organiser la catastrophe et de la mettre en scène. C'était d'une inconscience absolue, car les vainqueurs étaient loin d'être les seuls spectateurs de l'effondrement de l'Allemagne: les Allemands aussi étaient là, et jugeaient.

De 18.000 marks en janvier, le dollar passa à 353.000 en juillet et à 4.200.000.000.000² le 15 novembre. Les créanciers de l'État étaient payés dans cette monnaie de singe, sans réévaluation des montants: c'est-à-dire qu'en réalité le *Reich* ne les payait plus, qu'il était en **banqueroute** non déclarée. Parmi lesdits créanciers figuraient nombre de citoyens ordinaires, ceux notamment qui pendant la guerre, par patriotisme, avaient souscrit aux emprunts d'État: ces "bons Allemands", qui attendaient la rétribution de leur patriotisme, eurent l'impression d'être trahis. Plus généralement, tous ceux qui vivaient de revenus monétaires fixes ou difficiles à indexer rapidement furent définitivement ruinés: les retraités, les rentiers, les créanciers publics ou privés, les propriétaires immobiliers. Il y eut une véritable **panique de la prolétarisation** parmi toutes ces catégories sociales qui, dans la seconde moitié du XIXe siècle, s'étaient lentement arrachées à la précarité de la condition ouvrière et paysanne, et avaient cru que c'était définitif.

¹ Le Komintern appela tous les partis communistes à lutter contre l'occupation. Les communistes français, notamment, tentèrent d'arrêter les trains qui convoaient les troupes d'occupation; il y eut même des sabotages (voyez le cours sur la France, au chapitre 11).

² Ça se lit en principe: quatre billions (et non billons) deux cent milliards. Le *petit Robert* recommande d'éviter ce mot, qui n'a reçu son sens actuel qu'en 1948; auparavant, et c'est toujours le cas aux États-Unis, le mot occupait la place de "milliard" (trois zéros de moins). On lit couramment, et sans risque d'ambiguïté: quatre mille deux cents milliards.

Après un siècle de stabilité monétaire presque absolue, l'hyperinflation était un événement inouï qui remettait en cause les structures dans lesquelles on avait le plus confiance, des structures devenues si évidentes, si "naturelles" que personne n'imaginait plus qu'elles pussent un jour être abattues; « cela nous paraît très simple aujourd'hui, à nous qui savons que quelqu'un doit payer les frais largement improductifs de la guerre, mais les victimes, à l'époque, ne le savaient pas encore » (Rovan). D'où évidemment une tendance à rendre **responsables** de la catastrophe **les forces qui avaient incarné la rupture avec l'Allemagne ancienne** et tout spécialement celles qui maniaient une phraséologie socialiste, même si en 1923 elles n'étaient pas au pouvoir; mais aussi "le capitalisme", identifié à une force étrangère, apatride, antiallemande, juive en un mot. Dans une certaine mesure, cette condamnation contribuait paradoxalement à rapprocher les nationalistes des communistes hostiles aux "sociaux-traitres". Il apparut même **un courant national-bolchevik**, qui se réclamait du modèle soviétique (mais pas du communisme: on était en pleine N.E.P., et les étrangers avaient l'impression que du communisme, il ne restait pas grand-chose): ceux-là avaient retenu de la révolution russe que Lénine avait construit un État fort, anticapitaliste et antioccidental...¹

Les salariés souffrirent un peu moins, car les salaires étaient indexés sur les prix (sinon, plus personne ne serait allé travailler); mais ils l'étaient toujours avec retard, ne fût-ce que d'un jour. Évidemment toute dépense différée, tout investissement était impossible; les Allemands n'avaient plus d'autre ressource que de dépenser leur argent le plus vite possible avant qu'il ne valût plus rien; mais les producteurs (agriculteurs, entrepreneurs, artisans) et les commerçants refusaient de vendre dans ces conditions... ou alors, ils exigeaient des prix assez élevés pour qu'ils pussent eux-même faire quelque chose de l'argent qu'on leur donnait, le lendemain ou une semaine après: ce qui contribuait à accélérer le processus inflationniste. Comme toujours dans ces cas-là, ils s'en tirèrent mieux, car ils possédaient des biens concrets; mais ce fut au prix de fortes tensions avec les salariés qui les accusaient de profiter de la situation.

L'effondrement monétaire ne permit même pas à Cuno d'obtenir des concessions des vainqueurs: la France, intoxiquée par cinquante ans de propagande sur l'"ennemi héréditaire", habituée à se représenter l'Allemagne comme le mal absolu, n'avait pas intégré la notion d'interdépendance des économies européennes et avait complètement perdu de vue celle d'équilibre des puissances; en revanche ses dirigeants avaient très bien compris que si les Allemands ne payaient pas ce seraient leurs propres rentiers qui devraient acquitter la facture — ce qui se produisit effectivement avec la dévaluation Poincaré en 1926-1928². Ils étaient donc

¹ D'ailleurs, à Rapallo, elle s'était alliée à l'Allemagne, l'autre paria de l'époque, ce qui ne pouvait que renforcer la sympathie paradoxale des nationalistes: on savait, dans les cercles proches de l'armée, qu'aux termes des dispositions secrètes du traité de Rapallo, la *Wehrmacht* testait en U.R.S.S., clandestinement, les armes que le traité de Versailles ne lui avait pas laissé le droit de posséder! Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 3.

² Voyez le cours sur la France, au chapitre 11.

fermement décidés à "faire payer le Boche", sans se rendre compte que l'effondrement du cœur économique de l'Europe risquait d'entraîner la France dans la ruine, et que l'affaiblissement de l'Allemagne signifiait l'instabilité de tout le continent. En août, dans une ambiance de guerre civile, Cuno démissionna et fut remplacé par Stresemann, un membre de la D.V.P., nettement plus fraîche envers la République que la D.N.P.; par ailleurs il avait été un jusqu'au-boutiste durant la guerre. Il prit la tête d'un gouvernement de large coalition auquel la S.P.D. participait en théorie, encore qu'une large minorité du groupe parlementaire social-démocrate lui refusa la confiance. Fin septembre, Stresemann annonça la **fin de la résistance passive en Rhénanie**; quelques jours plus tard, désavoué par la S.P.D., il démissionna. Les émeutes, les pillages étaient quotidiens; le régime semblait en pleine décomposition.

En **Rhénanie**, les mouvements qui depuis 1919 réclamaient la séparation d'avec la Prusse se radicalisèrent avec la bénédiction des troupes françaises d'occupation, et tentèrent de proclamer diverses Républiques rhénanes¹, à Aix-la-Chapelle, à Coblenche et à Spire notamment; le *Zentrum* local, très antiprussien et dont le jeune maire de Cologne, Konrad Adenauer, était l'une des principales figures, joua un rôle crucial dans ces tentatives, encore que lui-même n'alla pas jusqu'au séparatisme ouvert. L'affaire se termina, après le départ des Français, par une vigoureuse reprise en mains et même quelques massacres d'autonomistes.

Les **communistes**, dans cette ambiance favorable à l'activisme, croissaient et embellissaient; ils menaçaient les positions de la S.P.D. dans le mouvement ouvrier, et parfois même lui prenaient ses militants et ses cadres. À la suite d'une énième purge de la direction sur ordre de Moscou, ils étaient dans une brève période de "front unique" avec la S.P.D., ce qui se traduisait surtout par des tentatives pour la phagocyter, notamment au sein des troupes de choc (les "centuries révolutionnaires") que la gauche tentait de constituer pour faire pièce aux corps francs, sur le modèle des différentes milices contrôlées par les bolcheviks dans la Russie révolutionnaire de 1917, et des corps francs eux-mêmes. Les communistes entrèrent même au gouvernement en Saxe et en Thuringe. Devant cette situation, fin septembre le gouvernement du *Reich* proclama l'état d'urgence. L'armée exigea la dissolution des centuries révolutionnaires, puis en octobre 1923 elle dispersa le gouvernement du *Land* de Saxe, *manu militari*. Alors le Komintern lança une grève générale de protestation au niveau mondial, puis l'annula en dernière minute; mais à **Hambourg** les communistes locaux, dirigés par Ernst Thälmann (1886-1944), ne reçurent pas la nouvelle de l'annulation du mouvement et se soulevèrent; les troubles durèrent

¹ Non pas des États indépendants, comme en rêvaient les Français; mais de nouveaux *Länder* allemands.

trois jours. À la mince exception du coup de force avorté en Estonie en décembre 1924, ce fut le dernier épisode de la grande vague révolutionnaire née en Russie en 1917.

Une partie des milieux militaires s'agitait; en octobre il y eut une tentative de putsch de la *schwarze Reichswehr*, une organisation officielle formée de contingents de volontaires "civils" recrutés pour de brèves périodes d'instruction militaire, en infraction au traité de Versailles. L'armée proprement dite resta fidèle au régime par esprit de discipline, derrière von Seeckt; du reste, avec la proclamation de l'état d'urgence elle avait reçu tous les pouvoirs dont elle avait besoin pour liquider les communistes: dans ces conditions, elle n'avait nul besoin de renverser cette République si accommodante.

En **Bavière** c'étaient les forces nationalistes qui prospéraient sur le terreau de l'opposition à Berlin "la rouge" et à la République "antiallemande" et "enjuivée". Le gouvernement du *Land* était dirigé par Gustav von Kahr (1862-1934), le leader de la B.V.P. (*Bayrische Volkspartei*), une scission réactionnaire et *völkisch* du *Zentrum*; très hostile au régime fédéral, il s'entendait fort bien avec les ligues et corps francs locaux. Parmi la myriade d'organisations plus ou moins extrémistes qui s'agitaient à Munich, on ne distinguait pas vraiment la petite **N.S.D.A.P.**, fondée dans cette même ville en 1919 et dirigée par un « caporal disert » (J. Rovin); elle différait essentiellement des autres mouvements de cette mouvance en ce qu'elle n'était ni monarchiste, ni régionaliste, mais tenait un discours en partie socialisant et était fortement influencée par le fascisme et les extrême-droites autrichiennes.

Fin septembre, le gouvernement von Kahr entra en dissidence ouverte envers la République. La dissidence bavaroise tourna court début novembre et le pouvoir local était dans une impasse complète lorsque dans la nuit du 8 au 9 novembre les hitlériens tentèrent un **coup d'État à Munich**. Saisissant l'occasion d'une réunion de crise convoquée par von Kahr à la *Bürgerbräukeller* (une brasserie — d'où l'appellation de "**putsch de la brasserie**"), Hitler lâcha ses S.A. qui semèrent la terreur aux cris de « la révolution nationale a commencé »; von Kahr feignit de s'accorder avec lui, et Hitler parvint à se faire proclamer un moment chancelier (du *Reich*), dans le cadre d'une "dictature de résistance nationale": il était question de marcher sur Berlin. Mais le gouvernement von Kahr se reprit au matin: les nazis n'étaient pas parvenus à occuper les bâtiments publics et l'aide qu'ils espéraient de divers corps francs n'était pas venue — tous ces groupuscules se détestaient. Il y eut quatorze morts parmi les putschistes (ce fut à peu près la seule fois où les forces de l'ordre tirèrent sur des manifestants d'extrême-droite). L'agitateur autrichien à l'origine de ces désordres fut arrêté deux jours plus tard; au lieu de l'expulser comme étranger indésirable, on le condamna à trois ans de forteresse; il n'y resta que quelques mois (d'avril à décembre 1924), se consacrant à la littérature. Von Seeckt fit interdire la K.P.D. et la N.S.D.A.P. sur tout le territoire du *Reich*. Dès son procès, et plus tard après sa sortie de prison, Hitler transfigura cet épisode grotesque en haut fait fondateur de sa geste, et se

servit des "martyrs" de Munich pour s'assurer la prééminence à l'intérieur de l'extrême-droite allemande¹.

Les choses commencèrent à se calmer fin novembre. Au début du mois les négociations avaient repris avec les vainqueurs, l'Allemagne ayant accepté le principe de la reprise du paiement des réparations. Ces négociations aboutirent au **plan Dawes** (du nom du président du comité d'experts nommé pour assister les décideurs politiques, un banquier américain): entré en vigueur en septembre 1924, il fixait le montant des versements annuels de l'Allemagne — les États-Unis, créanciers de l'Europe, prenaient le contrôle direct du règlement des dettes intereuropéennes. (En 1929, en pleine euphorie de la réconciliation franco-allemande, les réparations furent rééchelonnées par le biais d'un autre plan, le plan Young, du nom d'un autre expert américain). Toujours en novembre, le docteur Hjalmar **Schacht** (1877-1970), directeur de la *Reichsbank*, commença de rétablir la situation en créant une nouvelle monnaie provisoire, le *Rentenmark* (qui valait mille milliards de marks). La nouvelle monnaie était gagée sur la production agricole et industrielle de l'Allemagne, et surtout l'émission était plafonnée; cela suffit à rétablir la confiance. Puis en août 1924, lorsque les réserves d'or et de devises se furent reconstituées, un nouveau *Reichsmark* apparut et resta stable — un dollar valait quatre marks et vings pfennigs, comme avant-guerre. Comme l'État payait toutes ses dettes dans la monnaie dévaluée, l'opération était des plus avantageuses pour lui (seules les réparations étaient toujours exprimées en marks-or — un tour de passe-passe aussi scandaleux était impossible avec les vainqueurs); mais si la situation des salariés se rétablissait, les rentiers et les épargnants étaient définitivement ruinés. De plus, pour reconstituer les réserves monétaires il fallut réduire drastiquement les dépenses publiques, augmenter les impôts, renvoyer des fonctionnaires et diminuer leurs salaires: bref, une politique typiquement déflationniste, socialement très dure.

Après une dernière crise ministérielle fin novembre, **la situation politique se stabilisa** elle aussi. Les militaires, ayant fait ce qu'ils considéraient comme leur devoir pour la nation, rentrèrent dans leurs casernes de leur propre initiative (ils réclamèrent et obtinrent la fin de l'état d'urgence en février 1924); le régime qu'ils avaient sauvé n'avait pas gagné en considération à leurs yeux. Les extrémistes étaient vaincus: il n'y eut plus de putsch; la République pouvait commencer à fonctionner. Mais la plupart des Allemands la haïssaient: pour certains, elle symbolisait la répression, elle était le valet de l'ennemi de classe; pour d'autres, elle représentait la trahison, elle était au service des ennemis de la nation.

¹ Hitler avait la rancune tenace: von Kahr, à la retraite depuis 1924, fut assassiné par les S.S. au lendemain de la Nuit des longs Couteaux.

II-Six ans de répit (1924-1929).

A) Un miracle économique.

Très vite, la situation économique se redressa et l'Allemagne entra dans une ère de prospérité. C'était que les crises des années 1918-1923 étaient largement d'origine politique, et même, pour celle de 1923, politique (au sens où le gouvernement en place l'avait sciemment aggravée); mais l'essentiel de l'appareil productif était intact, les troubles révolutionnaires avaient eu des effets très limités à long terme sur les entreprises (aucun patron n'avait perdu sa place, aucune usine n'avait brûlé); les travailleurs allemands demeuraient, comme avant-guerre, parmi les plus qualifiés et les plus sérieux du monde. La crise de reconversion de 1920-1921 avait été bien moins sévère en Allemagne qu'ailleurs; il est vrai qu'en 1923 il y avait eu une crise spécifiquement allemande. Le conflit sur les réparations eut l'effet paradoxal de rapprocher l'Allemagne des États-Unis, créanciers de ses créanciers; depuis novembre 1923 le mark était institutionnellement lié au dollar. **L'économie allemande se reconstruisit sur le modèle de celle de l'Amérique**, en plein triomphe. Les capitaux américains affluèrent en Allemagne: ainsi la Standard Oil investit massivement dans le géant de la chimie allemande, la I.G. Farben, la General Electric dans les aciéries Krupp, le trust chimique Dupont de Nemours dans Bayer. Les entreprises automobiles américaines (Ford, General Motors) s'installèrent en Allemagne. Il y eut aussi de très nombreux prêts de banques américaines aux collectivités locales allemandes, notamment les grandes villes dirigées par les sociaux-démocrates qui s'endettèrent pour construire des H.L.M. et mettre en place des services sociaux. Ces prêts passaient en général par des banques allemandes, très liées elles aussi au secteur financier américain, et qui connurent une époque faste.

Il y eut d'abord un mouvement de **concentration des entreprises**. Dans la sidérurgie, ce fut en 1926 la constitution des *Vereinigte Stahlwerke* (Aciéries Unies), qui produisaient 40% de l'acier allemand; dans la chimie, l'un des secteurs que l'Allemagne dominait depuis plus d'un demi-siècle, ce fut en 1925 la naissance de la I.G. Farben, qui représentait 90% du secteur et employait cent vingt mille salariés. Dans de nombreuses branches on assista à un phénomène de **cartellisation**, c'est-à-dire d'ententes permanentes entre producteurs pour éviter les effets négatifs de la concurrence — la leçon du "socialisme de guerre" avait porté. L'étonnant, c'est qu'en Allemagne la cartellisation n'aboutit pas à une baisse d'efficacité des entreprises ni à un renchérissement de la production, comme on aurait pu s'y attendre; il est vrai que l'on assista à

une certaine bureaucratisation de l'économie et à un ralentissement de l'innovation, c'est-à-dire qu'à long terme les effets négatifs se seraient sans doute quand même faits sentir. D'autre part la cartellisation se traduit par une capacité accrue de pression des patrons sur les travailleurs: où un ouvrier de la chimie pouvait-il aller s'il se faisait renvoyer de la I.G. Farben?

L'État et les collectivités locales intervenaient de plus en plus dans l'économie (en 1925, un quart du P.N.B. transitait par leurs caisses avant redistribution), surtout dans des domaines comme la construction de logements sociaux. Bref, l'Allemagne semblait avoir réussi à bâtir un capitalisme organisé, rationnel, efficace. Le pays était redevenu la deuxième puissance économique après les États-Unis, même si sa part dans l'économie mondiale était passée de 14,3% en 1914, à 11,6% seulement en 1926-1929, en grande partie à cause de l'arrivée des "pays émergents" de l'époque (l'Argentine, le Japon, le Canada surtout). La production globale augmenta de moitié de 1924 à 1929; la part de la production industrielle y entra pour 50% en valeur, contre 36% en 1890, tandis que celle de la production agricole régressait de 32% à 15,5% dans la même période.

Il y eut de **nets progrès sur le plan social**, malgré l'hostilité croissante du patronat à cette politique qu'il jugeait coûteuse et inutile, surtout depuis que les rouges ne menaçaient plus la société. À partir de 1924 les assurances sociales versèrent des prestations aux membres des familles des assurés; les retraites furent réévaluées à la hausse et les garanties de l'assurance-accident furent étendues. En **1927**, il apparut une **assurance-chômage**, gérée par l'État fédéral, dont les services s'occupait également de reconversion des travailleurs sans emploi et de formation continue. L'État imposa des arbitrages obligatoires en cas de conflits sociaux; ils profitèrent plutôt aux salariés. Cependant la journée de huit heures, l'une des conquêtes de 1918, disparut dès 1923, par le biais d'accords de branches dérogatoires qui, peu à peu, aboutirent à une généralisation de la journée de dix heures.

Pourtant **ce premier "miracle allemand" avait ses limites**; du reste la croissance se ralentit progressivement et le pays entra en stagnation en 1928, c'est-à-dire avant l'arrivée de la crise américaine. La part des exportations dans le revenu national diminuait. Le chômage, qui n'avait jamais été complètement jugulé, recommença à augmenter dès 1926. Il n'est pas impossible que, dans ce ralentissement de la croissance, la politique de redistribution des sociaux-démocrates et des zentristes ait joué un rôle. Il y avait beaucoup de retards à rattraper en matière sociale, beaucoup de mécontentements à calmer, plus aucun consensus quant aux sacrifices nécessaires pour le relèvement du pays: aussi l'État et les collectivités locales dépensèrent beaucoup, trop sans doute par rapport au rythme de croissance de l'économie. De ce fait, les investissements dans le secteur productif diminuèrent.

Surtout, évidemment, **la prospérité de l'Allemagne dépendait étroitement de facteurs extérieurs**, notamment de l'état de l'économie américaine, « qui investissait chez elle, dans des engagements à long terme, des disponibilités qui étaient en fait de l'argent à court terme » (Rovan). En cas de problèmes la marge de manœuvre des gouvernements et des entreprises allemandes était étroite, à cause des réparations. Par ailleurs, certains à-côtés du *boom* étaient à peine moins traumatisants que la grande inflation de 1923, notamment le train de vie scandaleux affiché par les nouveaux riches, alors que les rentiers prolétarisés n'avaient aucun espoir de voir leur statut social se rétablir.

B) Une vie politique sans relief.

La vie politique était pacifique, mais guère stable; la République ne sut pas s'enraciner, la classe politique, même dans les meilleurs moments, était plus tolérée qu'appréciée, et les changeantes combinaisons ministérielles n'intéressaient personne. Le détail en est pourtant exaltant:

Il y avait trois sortes de majorités possibles: la "conjonction des centres" (le *Zentrum*, la D.D.P. et la D.V.P.), toujours minoritaire; le "bloc bourgeois" (le *Zentrum*, la D.V.P. et la D.N.V.P.); la "grande coalition", c'est-à-dire les centres plus la S.P.D. Les principales figures qui se succédèrent à la **chancellerie** furent le zentriste Wilhelm Marx (en 1923-1925 et en 1926-1928), le libéral de gauche Luther, le socialiste Müller (en 1928-1930). **Stresemann** resta ministre des Affaires étrangères dans tous les gouvernements de 1923 à sa mort en 1929; il seconda le Français Briand dans sa politique de réconciliation et de "diplomatie des bons sentiments", avec l'objectif toujours affiché, mais finalement déçu, d'obtenir une révision du *Diktat*¹. Les **législatives** de mai 1924 se traduisirent par un renforcement de la K.P.D. (elle obtint 12,5% des voix) et des droites antirépublicaines, tandis que la D.N.V.P., parti *völkisch* théoriquement hostile au régime mais qui acceptait de prendre part au jeu politique, devenait le second parti d'Allemagne juste derrière la S.P.D. (avec 19,5% des voix, contre 20,5%). Cette diète ingouvernable fut rapidement dissoute et de nouvelles élections eurent lieu en décembre de la même année. Elles donnèrent une meilleure représentation à la S.P.D. (qui avait obtenu 26% des voix), tandis que les extrémistes reculaient (la K.P.D. n'avait plus que 9% des suffrages). Le *Zentrum*, pivot de toutes les combinaisons, se maintenait autour de 13,5%. En mai 1928, le *Reichstag* fut à nouveau dissous à la suite d'un désaccord entre le *Zentrum* et ses partenaires sur

¹ Voyez le cours sur la France, au chapitre 11, et le cours de Relations internationales, aux fiches A2 et P4.

la question scolaire: il y perdit quelques plumes (il obtint 12% des voix), et surtout la K.P.D. recommença à progresser (10,5%) tandis qu'à l'extrême-droite la N.S.D.A.P. recueillait 2,6% des suffrages. Mais la S.P.D. recueillait 29% des voix, ce qui permettait des gouvernements plus stables. Parmi les **référendums** qui soulevèrent le plus de passion, vous pouvez retenir celui sur l'indemnisation des monarques des anciens *Staaten*, en juin 1926 (ce fut une défaite pour la gauche, qui l'avait convoqué pour empêcher une telle indemnisation).

En février 1925, le président Ebert mourut des suites d'une appendicite qu'il laissa dégénérer en péritonite, car il était trop occupé par une série de crises politiques (il en était à tenter procès sur procès à ses ennemis pour diffamation). Il était le symbole du régime, haï tant par les communistes que par la droite qui se gaussait de ses origines sociales (il était fils de boucher) et de celles de son épouse (fille d'une bonne), et l'accusait d'être l'un des responsables du "coup de poignard dans le dos" de 1918. Dans certains *Länder*, les gouvernements refusèrent de mettre les drapeaux en berne! On voit que la vie politique n'était pas réellement normalisée... L'**élection présidentielle** du mois d'avril se solda, au second tour, par un duel entre le zentriste Wilhelm Marx et le vieux maréchal Hindenburg (celui-ci n'avait pas participé au premier tour, mais le candidat des droites, pourtant fort de 39% des voix, s'effaça devant cette figure de rassemblement pour éviter une victoire de la gauche). Dans une ambiance assez lourde, l'antique baderne (il avait soixante-dix-huit ans), qui était tout sauf un ami du régime et avouait ne rien comprendre à la politique, l'emporta facilement sur Marx, handicapé par l'hostilité des catholiques bavarois de la B.V.P., très hostiles à tout ce qui ressemblait de près ou de loin à un rouge, et surtout par l'opposition farouche de la K.P.D., qui maintint au second tour son candidat, Thälmann. Hindenburg obtint 48% des voix, Marx 45%, Thälmann 7%... La responsabilité des communistes était écrasante: en jouant la politique du pire, en refusant de faire la différence entre la gauche et la droite, ils avaient favorisé celle-ci, et avec elle toutes les forces qui ne rêvaient que d'un retour au passé.

Voici le portrait cruel que Rovin fait de Hindenburg: « l'âge ne l'avait pas rendu plus souple, ni plus perspicace, ni moins égocentrique. L'homme était, en fin de compte, plutôt méchant, proche de ses sous et de ses intérêts, et tout à fait dépourvu de cette loyauté envers les collaborateurs qui est une des vertus essentielles des grands chefs. Monarchiste, cela allait de soi, mais sans attachement véritable à son Empereur-roi, qu'il avait connu de trop près... ».

En 1928, les socialistes, à peine revenus à la chancellerie du *Reich*, affrontèrent une assez grave **crise sociale**, due au ralentissement de l'activité économique. Le patronat refusait que les cotisations sociales continuassent à augmenter au rythme des dernières années (elles représentaient 13% du revenu national en 1929, contre 2% en 1914), et voulait mettre un terme à la "dérive ouvriériste" du régime; d'aucuns en voulaient au régime lui-même. Une offensive

syndicale lancée en octobre 1928, pour la journée de huit heures et pour une augmentation générale des salaires, tourna à l'affrontement; l'arbitrage de l'État échoua, les patrons organisèrent un *lock-out*; le gouvernement distribua des secours aux salariés. L'affaire se termina par un compromis boiteux qui révélait à quel point le consensus social était faible. L'assurance-chômage était tout aussi vigoureusement contestée.

La **gauche** restait divisée: la S.P.D. et la K.P.D. n'avaient rien en commun. La première ne prit que rarement part aux gouvernements fédéraux, en partie par peur des compromissions et par défaut de sensibilité gouvernementale, héritage d'une longue culture d'opposition; elle gouvernait cependant la Prusse, où elle prit encore la responsabilité d'une répression violente contre les communistes à l'occasion du Premier mai 1929. Mais son aile gauche se renforçait, qui demandait un désarmement radical (en 1930 il y eut tout un psychodrame autour d'un "cuirassé de poche" que le traité de Versailles autorisait l'Allemagne à construire, mais dont les pacifistes ne voulaient pas), ainsi que des mesures sociales plus audacieuses — mais il n'était pas question, même pour cette aile gauche, d'une alliance avec la K.P.D., en pleine glaciation impulsée depuis Moscou et relayée en Allemagne par Thälmann, charbonnier de la foi moscovite, à la tête du Parti depuis 1928: les communistes, plus que jamais, communiaient dans une hostilité hystérique à la social-démocratie, "le bélier du fascisme". Au congrès de Wedding, en juin 1929, la K.P.D. adopta officiellement la ligne "classe contre classe": l'ennemi principal était désormais la S.P.D., les "sociaux-traîtres", et tout particulièrement leur aile gauche. Les communistes promurent leurs propres syndicats, ce qui contribua à affaiblir les travailleurs face à l'offensive patronale.

La **droite *völkisch*** demeurait hostile au régime; elle était de plus en plus mal représentée par la D.N.V.P. et la D.V.P., des partis trop liés à l'*establishment* et trop compromis dans les combinaisons du régime, bien qu'ils se fussent nettement radicalisés à partir de 1928 à l'initiative d'Alfred Hugenberg, un ancien directeur des usines Krupp, propriétaire de l'U.F.A. (la principale entreprise de production cinématographique) et de journaux populaires. Ces courants *völkisch* étaient toujours puissants dans les milieux intellectuels, économiques et de la haute fonction publique, ainsi que parmi les anciens combattants; mais ils ne descendaient plus dans la rue, faute d'occasions — du reste ce n'étaient pas des révolutionnaires à tout crin comme Hitler, plutôt des conservateurs, prêts à manifester pour réclamer un homme fort, un sauveur, à prêter main-forte à la liquidation de foyers marxistes, éventuellement à suivre un putsch militaire ou paramilitaire, mais certainement pas à bouleverser la société à la tête de hordes prolétariennes ou subprolétariennes fanatisées: la mobilisation des masses était étrangère à leur culture politique, faite d'archaïsmes. Certains cependant étaient en train de se moderniser intellectuellement: en particulier, beaucoup de ceux-ci rêvaient d'un corporatisme censé réconcilier les classes en

diminuant le poids des patrons dans l'économie au profit d'une juste représentation des ouvriers, pour l'unité du corps national. Toutes les nuances existaient, et les idées de tel ou tel individu n'étaient pas toujours ni claires, ni très bien fixées: à partir de 1929, certains passèrent au nazisme, parce que les nazis étaient efficaces dans leur combat contre la République et avaient des chances de l'être dans la lutte contre le *Diktat*, mais sans forcément ressentir beaucoup de sympathie pour le fatras idéologique hitléro-rosenbergien, ni pour les méthodes de voyous des nazis et de ce mal-dégrossi de Hitler.

C) Une vie culturelle brillante.

L'Allemagne était en proie **un bouillonnement culturel multiforme** dont il n'est sans doute pas inutile de souligner qu'il était loin de se limiter à ce que notre temps a retenu comme "les avant-gardes du temps de Weimar", même si, évidemment, ce fut *entre autres* un temps d'avant-gardes, un temps de libérations en tous genres. Rovan l'exprime avec sa finesse habituelle, remontant à l'ancien régime: « non pas que l'Empire wilhelmien eût été un temps de censure tâpillonne et de répression, mais le respect des valeurs officielles et convenues n'avait alors que rarement besoin d'en appeler à la loi, à la justice et à leurs représentants. L'écroulement des trônes, les terribles pertes de prestige subies par les autorités et par l'autorité, la violence et la contre-violence vécues au quotidien, les barrières qui tomb[aient], celles du dehors et celles du dedans, la République, la démocratie, la découverte des profondeurs de l'inconscient, les bouleversements de la société et de la technique, cré[er]ent ou déga[er]ent **de formidables potentiels de protestation, de refus** — et de création, et cela **non seulement dans le camp du déchaînement, mais aussi chez les défenseurs des ordres traditionnels**, des règles et des formes. La contre-révolution a[vait] ses génies, aussi bien — ou aussi mal — que la révolution, et beaucoup de penseurs et d'artistes, jeunes ou moins jeunes, oscillaient entre l'une et l'autre, tour à tour attirés et repoussés par des excès contraires, certes, mais en même temps complémentaires ». Bref, Jünger, que j'ai évoqué plus haut et sur qui je ne reviens pas, et les autres intellectuels nationalistes dont une bonne partie sombra plus tard dans le soutien au nazisme, à l'époque de Weimar contribuaient tout autant au prestige de l'Allemagne que les artistes que je vais évoquer à présent.

En peinture, l'heure était toujours à l'**expressionnisme**; ce n'était pas une école, un groupe organisé, mais plutôt un concept forgé par la critique (la première occurrence de ce terme date de 1914) pour désigner une sensibilité partagée par de nombreux artistes nées entre 1870 et

1895, et dont tous d'ailleurs n'étaient pas allemands; l'on considère souvent que l'un des premiers tableaux expressionnistes est *Le cri* du Norvégien Edvard Munch (1863-1944), une œuvre qui date de 1893 — il est vrai que Munch passait plusieurs mois par an en Allemagne. Dans les années 1905 à 1913, un certain nombre d'artistes, dont Ernst Ludwig **Kirchner** (1880-1938) et Karl **Schmitt-Rottluff** (1884-1976), participèrent à un groupe berlinois baptisé *Die Brücke* ("le pont"); d'autres comme Franz **Marc** (1880-1916, mort à la guerre) et les Russes Wassili **Kandinsky** (1866-1964¹) et Alexeï von **Jawlensky** (1864-1941), participaient aux activités du groupe du *Blaue Reiter* (le "cavalier bleu"), actif à Munich à la même époque; certains indépendants faisaient preuve d'une sensibilité assez voisine, comme Emil **Nolde** (Emil Hansen, 1867-1966), fils de paysans autodidacte et passablement asocial, l'un des meilleurs coloristes du XXe siècle, dont l'œuvre, d'une sensibilité particulièrement fine et vive, se caractérise par un troublant mélange de spiritualité et de sensualité. Dans les années 1920 cette "école", désormais dûment estampillée à l'agacement de nombre de ses "membres", commença à bénéficier d'une certaine reconnaissance: à cette époque ce n'était plus le courant artistique le plus novateur, mais ses principaux représentants, en pleine maturité, continuaient à produire des œuvres magnifiques.

Certains des expressionnistes s'engagèrent politiquement à gauche, notamment Oscar **Kokoschka** (1886-1980), un Autrichien qui s'était formé à Vienne mais vivait désormais à Dresde²; l'expressivité de la forme s'harmonisait bien avec les nécessités de la dénonciation de l'horreur de la guerre ou du capitalisme, quitte à parfois confondre la vigueur de la protestation et la valeur artistique de l'œuvre. Nolde en revanche était proche de la droite *völkisch*.

Une partie du groupe s'en détacha pour d'autres aventures, comme Kandinsky qui à partir des années 1920 ne peignit plus que des tableaux abstraits, et Paul **Klee** (1879-1940), né en Suisse mais qui s'était formé à Munich, et qui se rapprocha progressivement des surréalistes (il participa notamment à l'une de leurs expositions collectives parisiennes en 1925); dans les années 1920 il fut entre autres enseignant au *Bauhaus* (voyez un peu plus bas). On assista par ailleurs, dans la jeune génération, à une réaction contre l'expressionnisme, à un retour d'un certain réalisme "vériste" — avec un caractère assez affirmé de critique sociale et politique: ce fut le mouvement dit de la *Neue Sachlichkeit* (la "**Nouvelle objectivité**"), illustré notamment par Otto **Dix** (1891-1969) et George **Grosz** (1893-1959), deux anciens de Dada, et par Max **Beckmann**. À vrai dire, aujourd'hui, avec la distance, il est difficile de voir dans la "nouvelle

¹ Kandinski passa en Russie les années 1914 à 1921; il se mit au service des bolcheviks et occupa d'importantes fonctions officielles, avant de tomber en disgrâce et de devoir regagner l'Allemagne. Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 2.

² Un autre Autrichien proche de l'expressionnisme, et très "social" dans ses représentations de soldats mutilés et de prostituées: Egon Schiele — mais il était mort au front en 1918, à vingt-huit ans.

objectivité" plus qu'une inflexion de l'expressionnisme: c'est le langage formel commun qui frappe, plus que les différences.

La littérature de l'époque se laisse beaucoup moins facilement enfermer dans des "ismes". Bien sûr, de grandes figures d'avant 1914 étaient toujours actives, comme Thomas **Mann** (1875-1955, prix Nobel 1929; *La montagne magique* date de 1924) et son frère Heinrich (1871-1950), à la veine nettement plus sociale, qui vivaient à Munich; ou encore Stefan **Zweig** (1881-1942) un autre Viennois (exilé à Berlin depuis l'avant-guerre): *Amok* date de 1920, *La confusion des sentiments* de 1927. Rainer Maria **Rilke**, qui était né en 1875, mourut en 1926 (les dernières *Élégies de Duino* et les *Sonnets à Orphée* datent de 1922). Hugo von **Hofmannsthal** (1874-1929) aussi demeura actif durant cette période (le livret de *La femme sans ombre* date de 1919). L'un des auteurs les plus typiques de cette période est sans doute Alfred **Döblin** (1878-1957); son *Berlin Alexanderplatz*, l'une des œuvres fondatrices du mythe du "gai Berlin" d'avant le nazisme¹, date de 1928 ou de 1931 selon les sources; Döblin s'y révèle fortement influencé par la technique cinématographique, le surréalisme, Joyce et le roman américain de l'époque. Tout aussi typique est Erich Maria **Remarque** (Erich Paul Remark, 1898-1970), qui se fit connaître en 1929, aussi vite aux États-Unis et en France qu'en Allemagne, par son roman de guerre *À l'ouest, rien de nouveau*: la forme littéraire était bien moins innovatrice que chez Döblin, mais indéniablement c'était un témoignage fort impressionnant. Ce fut aussi la grande époque de Hermann **Hesse** (1877-1962, prix Nobel 1947), qui cependant se fit naturaliser suisse en 1923. Les grands romans de Hesse, ceux qu'on lit toujours, datent de cette décennie: *Demian* de 1919, *Siddhartha* de 1922; *Le loup des steppes* de 1927; *Narcisse et Goldmund*, de 1930. Les œuvres de Hesse, ruisselantes d'idéalisme utopique et de spiritualité orientaliste, ont eu un beau retour de popularité dans les années 1960 et 1970; subtiles et sensibles, intelligentes et modestes, elles méritent de survivre à cette mode. L'autrichien Robert **Musil** (1880-1942) passa l'essentiel de ces années à Berlin; la première partie de *L'homme sans qualités* est sortie en 1930.

Dans le domaine du théâtre, la grande figure du temps, ou tout au moins de ses avant-gardes, était le jeune Berthold **Brecht** (1898-1956) qui, dans le courant de la décennie, passa de formes d'expression influencées par l'expressionnisme à un style plus direct, concentré sur la dénonciation des structures de la société bourgeoise, sans renoncer pour autant à ses audaces d'écriture et de mise en scène (l'extrême-gauche allemande, dont il était déjà proche, n'avait du

¹ Avec les premiers romans de Christopher Isherwood (1904-1986), un Américain: *Mister Norris change de train* (1935) et *Adieu à Berlin* (1939), dont l'adaptation théâtrale, puis cinématographique en forme de comédie musicale, *Cabaret*, est sans doute la plus populaire de ces évocations du Berlin des années folles.

reste aucune exigence en matière de style dans les années 1920). Sa première pièce date de 1918; son premier triomphe, *L'opéra de quat'sous*, de 1928 (c'est quasiment une opérette, avec des musiques de Kurt Weill), ainsi que le livret de l'opéra *Grandeur et décadence de la ville de Mahagony*, du même Kurt Weill. Ce fut, sur les scènes d'avant-garde, une grande époque d'expérimentation, marquée par l'improvisation sur scène, l'utilisation d'acteurs non professionnels, etc.

Le **cinéma** allemand, désormais tenu dans les milieux "avancés" pour un art à part entière et même, pour certains, le plus prestigieux des arts, atteignit une renommée mondiale; les studios de Babelsberg, près de Berlin, ne cédaient rien en notoriété à ceux de Hollywood. L'esthétique des films allemands de l'époque était très marquée elle aussi par la sensibilité expressionniste qui imprégnait toute l'époque. Parmi les œuvres demeurées les plus célèbres, *Le cabinet du docteur Caligari* de Robert Wiene (sorti en 1920); *M. le maudit*, *Docteur Mabuse* et *Métropolis* de **Fritz Lang** (1890-1976). Dans un registre plus commercial, en 1930 *L'ange bleu* de Joseph **von Sternberg** (1894-1969), adaptation fort édulcorée de la sulfureuse nouvelle *Professor Unrath* de Heinrich Mann, lança l'actrice Marlène Dietrich (1901-1992).

Le domaine de la **musique**, moins politisé par nature, fut cependant affecté par une explosion avant-gardiste tout aussi radicale que la peinture, mais à l'opposé, d'une certaine manière, de l'expressionnisme, puisqu'il rejetait tout l'héritage de l'expressivité romantique, et même celui de la tonalité qui caractérisait la musique occidentale depuis ses origines. Les premières œuvres faisant appel à l'atonalité datent de l'immédiate avant-guerre, mais ce fut vers 1923 qu'Arnold **Schönberg** (1874-1951) écrivit ses premières œuvres dodécaphoniques (ou sérielles), une nouvelle manière d'écrire de la musique faisant appel à la succession des douze sons de la gamme, dans un ordre immuable pour une même œuvre, sans omission ni répétition. Par l'invention du dodécaphonisme, Schönberg estimait avoir « assuré la suprématie de la musique allemande pour les cent ans à venir »... Mais le public n'a jamais vraiment suivi: les œuvres les plus populaires de Schönberg, et tout est relatif, sont plutôt celles d'avant la première guerre mondiale. Alban **Berg** (1885-1935) représentait un dodécaphonisme plus aimable, plus accessible, avec notamment le *concerto pour violon "à la mémoire d'un ange"*; il est l'auteur aussi de deux opéras magnifiques, *Wozzeck* (en 1921) et *Lulu* (au début des années 1930)¹. Le néo-romantisme avait quand même quelques beaux restes. Ce fut enfin l'époque des grands succès de **Kurt Weill** (1900-1950), une musique plus conforme aux traditions musicales de l'Occident mais passablement innovante elle aussi, qui parvint à devenir réellement populaire (elle était reprise par les chanteurs de variétés, non seulement en Allemagne d'ailleurs mais aussi

¹ Anton von **Webern** (1883-1945), Autrichien de naissance comme Schönberg, a passé l'essentiel de l'entre-deux-guerres dans son pays, mais il est difficile de ne pas l'associer aux deux autres pères du dodécaphonisme.

en France et aux États-Unis). On entendait à peu près de tout dans le Berlin des années 1920, y compris, comme à Paris, du jazz et du tango...

Dans le domaine de l'**architecture**, la période de Weimar est marquée par l'aventure du *Bauhaus*, une école d'architecture (au sens le plus étroit: un établissement d'enseignement) fondée à Weimar en 1919 par Walter **Gropius** (1883-1969); plus tard elle émigra à Dessau, puis à Berlin en 1932, les nazis la fermèrent en 1933; son dernier directeur fut Ludwig **Mies van der Rohe** (1886-1969). Il s'agissait, par rapport au "style Guillaume II" fait de lourdeur à prétention décorative et d'enflure bourgeoise, une rupture d'une extrême radicalité. Le *Bauhaus* ne prétendait imposer aucun dogme, mais il favorisa l'éclosion d'un style tout d'épure géométrique, où chaque élément visible devait correspondre à une fonction réelle (cette idéologie architecturale s'appelle le "fonctionnalisme"). C'est l'une des deux grandes sources de l'architecture contemporaine, l'autre étant évidemment l'école de Chicago.

Il faut enfin évoquer la vogue naissante de la **psychanalyse**, avec notamment la figure de Wilhelm Reich (mais Sigmund Freud demeura à Vienne où les névroses devaient être plus malsaines encore), et Martin Heidegger (1889-1976) en **philosophie**: *Être et temps* date de 1927. Quant à la science allemande, elle pouvait compter entre autres avec un certain Albert **Einstein** (1879-1955), physicien déjà fort "médiatique", qui symbolisait entre autres l'engagement moral des scientifiques.

Berlin, capitale provinciale et constipée du *Reich* bismarckien (malgré le groupe *Die Brücke*), ville sans autres mythes que ceux du militarisme prussien, trop vite grandie (un million d'habitants en 1885, deux en 1905, deux et demie vers 1925) et sans grâce particulière malgré ses espaces verts et ses transports en commun en avance sur l'époque, devint du jour au lendemain, une fois retombée l'agitation sociale et politique du début de la décennie, le creuset de toutes les expérimentations, de toutes les audaces, la rivale du Paris des "Montparnos" et du New York des *roaring twenties* avec ses théâtres, ses opéras, ses cabarets, etc. Elle profitait de l'effondrement culturel de Vienne et de Munich, pour des raisons différentes (le marasme économique dans le premier cas, la puissance de l'extrême-droite dans le second). J'ai mentionné plus haut toute une série d'écrivains et de musiciens autrichiens qui passèrent cette décennie à Berlin; même Franz **Kafka**, le Pragois, s'installa à Berlin un an avant de mourir de la tuberculose en 1924, car Prague, la ville de Mozart, cité allemande par la culture avant 1914, était devenue la capitale d'un État slave indépendant... Mais ce bouillonnement soulevait aussi

l'affolement et la haine: pour les plus excités Berlin était la "nouvelle Sodome"¹, et la ville juive par excellence. Dès la fin des années 1920 un certain "retour de bâton" était perceptible, une moindre tolérance des médias envers les fantaisies et les provocations des avant-gardes, un certain retour aux valeurs traditionnelles; mais les avant-gardes elles-mêmes étaient plus actives que jamais.

III-Trois ans d'effondrement (1930-janvier 1933).

A) Les origines de la N.S.D.A.P. et les débuts de la carrière politique de Hitler.

Au moment de l'arrivée en Allemagne de la crise économique, le parti nazi était un acteur déjà ancien de la vie politique; mais ce n'était pas un acteur de premier plan. Il avait été brièvement sous les feux de l'actualité en 1923, mais en 1929, bien qu'il se fût indéniablement haussé au rang de premier parti de l'extrême-droite allemande, il ne représentait qu'une part marginale de l'électorat, ne participait pas au pouvoir à l'échelle fédérale ni à celle des *Länder* (sauf en Thuringe) et ne mobilisait pas de foules très importantes.

¹ Nouveauté absolue dans l'Histoire moderne de l'Europe, il y avait, dans les grandes villes allemandes de l'époque (plus encore qu'à Paris et à New York), une vie homosexuelle très libre, dont témoignent entre autres les romans d'Isherwood et le film *Cabaret*, déjà cités. Nombre de plages allemandes étaient célèbres pour être des lieux de drague, sous prétexte de nudisme, une tradition de l'Europe du nord: cette sensualité libérée, voire affichée, contrastait avec la difficulté et parfois le caractère malsain de l'homosexualité dans la société wilhelmienne, dont témoignent par exemple *Mort à Venise* de Thomas Mann, paru en 1912, et *Les désarrois de l'élève Törless* de Robert Musil, qui date de 1906 (dans le même esprit, *La confusion des sentiments* de Stefan Zweig date de 1926). L'un des meilleurs témoignages de cette libération, ce sont les très sensuelles photos d'adolescents sur les plages de la Baltique de Herbert List (1903-1975), l'un des plus grands photographes de l'époque (dans un goût très néo-classique).

N.B. Les milieux que je viens d'évoquer étaient essentiellement avant-gardistes et progressistes en politique; mais à droite aussi le culte du corps, de la virilité et de la camaraderie aboutissait, notamment dans les corps francs et milices, les sociétés de gymnastique et le *Wandervogel*, à l'expression plus ou moins ouverte de sensibilités nettement "homoérotiques", même si le plus souvent dans ces milieux on n'allait pas jusqu'à la revendication publique de relations charnelles — ce qui se passait en privé était une autre affaire, comme le montre l'exemple des S.A., officiellement hostiles à la "décadence morale" de Weimar. Les quatre années de guerre, où la grande majorité des jeunes adultes avaient vécu dans une ambiance presque totalement masculine, avaient joué un rôle capital dans la constitution de cette sensibilité — pas qu'en Allemagne, d'ailleurs. Certaines associations du *Wandervogel* revendiquaient une pédérastie "à l'antique" entre adultes et adolescents (sans relations charnelles, officiellement): les modèles affichés étaient Sparte et le "bataillon sacré" de Thèbes. La seule association vraiment militante, la "société des spéciaux", était très lié aux milieux *völkisch* et défendait en politique un idéal militariste et réactionnaire (et fort misogyne, pour faire bonne mesure).

Le parti nazi était né en janvier 1919 à Munich, sous le nom de **D.A.P.** (Parti ouvrier allemand)¹. Ses fondateurs étaient un ouvrier serrurier aux ateliers des chemins de fer, Anton **Drexler** (1884-1942), et un journaliste, Karl Harrer; on retrouvait chez ces deux hommes, d'extraction populaire, les thèmes traditionnels d'une certaine gauche populiste: l'antisémitisme économique ("le socialisme des imbéciles" selon, je crois, August Bebel); la lutte contre l'usure et le refus de payer les dettes, etc. À ces éléments était venue s'ajouter, dès les premières semaines, l'influence d'un groupe très différent, la société (ou loge) Thulé, refondée en août 1918 par un certain Rudolf Freiherr von Sebottendorf², mais qui datait en fait de l'avant-guerre; c'était une société secrète *völkisch* qui recrutait dans des milieux assez huppés; très antisémite elle aussi, elle était marquée par le folklore pangermaniste de l'avant-guerre, avec une nette propension à l'occultisme (c'est à ces préoccupations que l'on doit le symbole de la croix gammée³, qui faisait partie d'un fatras où l'on retrouvait aussi les runes, l'écriture des anciens Germains). Les uns et les autres se retrouvèrent dans le combat contre les Conseils, interprétés comme l'avant-garde d'un complot international contre l'Allemagne.

Ce fut en septembre 1919 que le caporal Adolf **Hitler** (1889-1945), encore sous les drapeaux, prit contact avec la D.A.P., peut-être sur le conseil de ses supérieurs militaires qui avaient repéré en lui, à l'occasion de conférences qu'il avait données à l'université en juin, des talents de propagandiste et d'orateur (selon des sources plus traditionnelles, il entra à la réunion du 12 septembre par simple curiosité). Il en devint le cinquante-cinquième membre, puis, très vite, le porte-parole et le principal orateur, et la rebaptisa **N.S.D.A.P.** (Parti ouvrier allemand national-socialiste) en février 1920. À la même date il lui donna son premier **programme** : un programme à la fois social, ou plus exactement populiste (il demandait « la suppression des revenus des oisifs », rentiers et banquiers; le démantèlement des *Konzernen*, celui des grands magasins au profit de la petite boutique, la remise des dettes, une réforme agraire),

¹ Cette appellation reprenait à la lettre près celle d'un parti politique né en 1904 en Bohême, région d'Autriche-Hongrie toute proche de Munich où les tensions entre Allemands et Slaves, et l'antisémitisme, étaient extrêmement forts. Les syndicats et les partis politiques de la région s'étaient scindés en entités tchèques et entités allemandes; la D.A.P. était l'une des formations qui défendaient les intérêts des ouvriers allemands, dans une optique très nationaliste — le mot "national-socialiste" était couramment employé à cette époque et dans ces régions pour désigner leur idéologie. En 1918, le D.A.P. autrichienne devint la D.N.S.A.P.: Hitler, lorsqu'il rebaptisa la D.A.P., copia encore ce sigle, à l'ordre des lettres près. Un congrès commun eut lieu en 1923; peu à peu, la D.N.S.A.P. perdit toute autonomie face à la N.S.D.A.P. — le processus s'acheva en 1926, date à laquelle les précurseurs austro-tchèques devinrent une simple section du parti nazi.

² Sebottendorf, qui était sujet turc, quitta l'Allemagne en 1919, la regagna en 1933... et disparut, sans doute discrètement liquidé en tant que témoin d'un passé embarrassant.

³ La croix gammée, formée de quatre gammes (éléments en forme de *gamma* grec), se trouve en fait à peu près dans toutes les traditions esthétiques, notamment en Chine et chez les Mayas, dans la Grèce antique, et aussi en Inde où on l'appelle "svastika": de ce fait, les nazis l'interprétaient comme un symbole "aryen" (les Aryens antiques avaient envahi l'Inde et étaient censés avoir fondé la civilisation indienne). Vers 1980, ce symbole était en vogue dans le cénacle poétique de Stefan George, quelque peu *völkisch* mais point antisémite. Des fanions à croix gammée étaient déjà très appréciés avant 1914 dans les milieux extrémistes viennois. (N.B. Lorsque les gammes sont inversées on a ce qu'on appelle une croix celtique).

antidémocratique (il réclamait un État fort, un droit public "allemand" qui remplacerait le droit romain) et nationaliste (il voulait la révision des traités, la réunion au *Reich* des territoires étrangers peuplés d'Allemands; il demandait le retrait de la citoyenneté du *Reich* aux non-Allemands, et l'expulsion des Juifs).

« Redouté, redoutable, vulgaire, hystérique, farouche, doté d'un étrange pouvoir de séduction, mèche noire tombant sur l'œil droit, voici donc **Adolf Hitler** (...) soldat discipliné et de vocation, orateur-né, autodidacte de culture intermittente, fanatiquement attaché à des idées simples et agressives, dont la plus ancienne et la plus virulente est la haine des Juifs: le "caporal bohémien", comme l'appelait du haut de son mépris de général prussien le Maréchal-Président [Hindenburg, en 1932]. Certes, il ne ressemblait pas à l'archétype de l'aryen blond, ce prétendant au pouvoir qu'on pouvait prendre facilement pour la caricature de sa propre caricature, inventée et mise en scène par Charlot. Il est difficile de trouver dans l'Histoire des sujets de comparaison, ce serait faire injure à Napoléon ou à Cromwell que de les placer sur le même plan. Peut-être peut-on la risquer avec ce qu'il y a de plus sombre dans l'Histoire des révolutions, avec Jean-Baptiste Carrier dit le Carrier des noyades, par exemple, mais ce n'était là qu'un petit personnage. Dans Hitler, ce qui fascine, c'est le pouvoir du mal à l'état nu, l'homme disparaissant derrière sa fonction historique, l'individu dérisoire sans véritable vie personnelle, étrangement inconsistant quand la rage de destruction et de mort n'en faisait pas un prodigieux conducteur d'un courant venu d'ailleurs. Un historien, qui s'était longtemps intéressé à ce personnage couleur de sang et d'ombre, s'écria un jour dans une réunion très positiviste: "je dénie le droit de parler d'Hitler à qui ne croit pas à l'existence du diable". Hitler ou l'incarnation du mal dans une "pureté" à couper le souffle, une pureté irrespirable comme l'air de ce qui deviendra le symbole de son règne: la chambre à gaz » (Rovan).

Né à Braunau, petite ville autrichienne à la frontière de l'Allemagne, Hitler était le fils d'un douanier-chef, Aloïs Hitler, qui mourut en 1903. C'était une famille d'humble origine (Aloïs était fils d'une mère célibataire), mais parvenue à un certain niveau d'aisance dans la fonction publique. Pour des raisons de santé le jeune Adolf dut interrompre ses études (fort médiocres) avant le baccalauréat, en 1905. Nourrissant des rêves artistiques, il partit pour la capitale où il échoua au concours d'entrée à l'Académie des beaux-arts en 1907; la mort de sa mère le plongea dans l'incertitude financière. Il passa encore cinq ans à **Vienne**, « peintre sans génie, pensionnaire d'asile de nuit » (Rovan), surtout en fait dans la dernière année (1912-1913), lorsque l'héritage fut dilapidé et que la pension d'orphelin s'arrêta. C'était un paresseux, un raté,

un solitaire. Il dessinait, peignait (une peinture point du tout mauvaise du point de vue de la composition et de l'exécution, seulement très sage, d'un goût très classique comme l'immense majorité de la production de l'époque); il entretenait des ambitions architecturales et même musicales; pour vivre, il réalisait des cartes postales. Il lui arriva même de travailler comme manœuvre dans le bâtiment, toujours au bord de la prolétarisation, toujours refusant de déchoir à la condition de prolétaire.

« Au cours d'un voyage en Allemagne [après 1933], M. Gillet a eu l'extraordinaire fortune d'entendre le *Führer* s'élever publiquement contre la mauvaise peinture au nom de la bonne, de l'honnête peinture, de la peinture bien faite. L'éminent académicien voit dans la haine de M. Hitler pour Van Gogh ou Picasso, la preuve d'une mauvaise conscience. De quel droit? M. Hitler se fait de l'art exactement la même idée que M. l'abbé Bethléem par exemple, ou M. le général de Castelnau, ou l'immense majorité des membres de l'Action catholique. (...) M. Hitler pense, sur ce sujet, comme tout le monde, c'est-à-dire comme nos élites politiques, diplomatiques, religieuses et militaires. (...) La différence est que l'abbé Bethléem, M. le général de Castelnau, le Cardinal et le Nonce se moquent, au fond, du Bon Art, au lieu que (...) M. Hitler y croit (...). M. Hitler croit au Bon Art, mais il sait (...) que les autres s'en moquent, et il n'en est pas encore revenu » (Bernanos)¹.

Surtout, il acquit à Vienne une passion pour la politique qui l'emporta bien vite sur la passion de l'art. Il s'y fit une culture d'autodidacte, orientée par ses obsessions et dépourvue de toute cohérence, où se mêlaient Schopenhauer, le Nietzsche apocryphe de *La volonté de puissance*², Machiavel, Gustave Le Bon (le théoricien français de *La psychologie des foules*), des lectures de seconde main de Sorel, etc.

Ce fut dans ces années qu'il entra en contact avec l'antisémitisme politique, dans cette Cacanie archaïque, marginale par rapport à l'Europe moderne et capitaliste, recatholicisée avec une violence inouïe après la Réforme, traumatisée par la répression sanglante de la Révolution de 1848 (menée par des troupes autrichiennes, mais particulièrement brutale à Vienne), tenue à l'écart de l'unité allemande, et où les Allemands, dominateurs de toujours, se trouvaient sur la défensive face aux revendications nationalistes des autres peuples (les Hongrois, les Tchèques

¹ Cette citation et celles qui vont suivre sont extraites du portrait que Georges Bernanos a dressé de Hitler dans *Les enfants humiliés*, texte paru en 1940.

² Il y a plusieurs lectures possibles de Nietzsche: la lecture nationaliste, celle qui insiste sur les notions de volonté de puissance, de surhomme et de race des seigneurs, a été encouragée après sa mort par sa sœur et ses premiers disciples, puis par la manière dont il était enseigné dans les universités, et a fortement influencé le fascisme et le nazisme; mais il y a aussi un Nietzsche très individualiste, critique de la "germanomanie" et de l'antisémitisme.

et les Italiens notamment), tandis que les Juifs, émancipés depuis les années 1860, occupaient une place de plus en plus importante dans la bourgeoisie viennoise — et aussi dans le mouvement ouvrier, dirigé par un Juif. Bref, **Vienne était la capitale de toutes les frustrations**, une ville où s'était développée depuis des décennies « une mentalité de race supérieure assiégée » (Rovan). Le libéralisme politique, très tôt contaminé d'ultranationalisme, n'était pas parvenu à s'y implanter; l'antisémitisme y était devenu viscéral. Dans les années 1900, un nationalisme pangermaniste extrême, antislave, anticatholique (donc antihabsbourgeois), antisémite, y avait trouvé un porte-parole dont les idées annonçaient celles d'Hitler: le député pangermaniste Georg **von Schönerer** (1842-1921): « la religion, c'est tout un, mais c'est la race qui fait le sagouin ». Dans les années d'avant-guerre ces idées progressaient à l'Université, et surtout elles commençaient à être exploitées à grande échelle en politique: le maire de Vienne et leader de l'un des deux plus importants partis politiques d'Autriche, Karl **Lüger** (1844-1910), personnage charismatique adulé du petit peuple, était un contempteur du parlementarisme, un antisémite fanatique et un ennemi farouche du mouvement ouvrier, fondé sur une doctrine juive et traîtresse à la nation¹. Pour le jeune Hitler, qui le préférait à Schönerer (incapable de "pénétrer la grande masse" des ses idées), c'était « le maire le plus formidable de tous les temps ». Vienne était aussi la ville d'adoption de Chamberlain²...

Cette éducation viennoise, cette « contemplation du monde viennois » (Rovan), a eu une importance capitale dans la formation de Hitler — ce malgré la haine que le *Führer* conserva toujours envers la ville de sa misérable bohème. Toutes les expériences postérieures (la guerre, le bolchevisme, les conseils), toutes les lectures d'après la guerre (rapides et définitivement orientées), ne firent que confirmer les leçons reçues en Autriche. Pourtant, **en 1914, Hitler s'engagea dans l'armée bavaroise** (il s'était installé à Munich l'année précédente pour fuir le service militaire en Autriche; même après avoir été finalement déclaré inapte par les autorités militaires autrichiennes, il y était demeuré). Il fit toute la guerre, essentiellement sur le front occidental (en Flandre, en Artois, en Picardie); jugé inapte au commandement, il ne dépassa pas le grade de caporal; il fut deux fois blessé, gazé à Ypres à la veille de la défaite (qui le surprit à l'hôpital), et reçut la Croix de Fer de première classe.

« M. Hitler croit au Bon Art. Il a cru à beaucoup d'autres choses. Il a cru, comme son papa en uniforme, à l'administration des douanes, à celle des Beaux-Arts, à

¹ Ce courant panallemand et xénophobe est encore bien vivant aujourd'hui en Autriche, sous des formes légèrement plus présentables: l'Ö.V.P. de Georg Haider, un parti assez comparable à notre Front national, obtient entre 20% et 30% des voix aux élections législatives. Il est entré au gouvernement en janvier 2000. Quant à Lüger, il a toujours un boulevard à son nom à Vienne.

² Houston Steward Chamberlain (1855-1927), écrivain et penseur britannique (installé à Vienne de 1891 à 1908, naturalisé allemand en 1916), auteur notamment des *Fondements du XIXe siècle*, ouvrage paru en 1899; c'est l'un des principaux théoriciens du racisme et notamment de la polarité Aryens/Juifs. Dans les années 1920, il se lia avec Hitler, qu'il qualifiait admirativement de « grand simplificateur » — expression reprise plus tard par Göbbels.

l'apostolat du gendarme. Il a cru à l'Armée, à la Guerre, à son Empereur, à l'esprit chevaleresque des Aryens, et probablement aussi à l'intégrité des gras tartuffes du Centre [le *Zentrum*], puisqu'il est né catholique. Il a cru qu'un jeune homme travailleur et de bonne conduite finirait toujours par percer, qu'un ouvrier s'enrichit par l'épargne, qu'un régime végétarien prolonge la vie humaine grâce à l'élimination des ferments intestinaux. Il a cru que les faveurs de la fortune, qui s'égarèrent parfois sur les indignes, reviennent infailliblement au travailleur consciencieux, ainsi que la colombe au colombier. Il a même cru qu'un caporal irréprochable gagnait forcément, avec l'estime de ses supérieurs, le galon de sous-officier. Gaminerie, tout ça! Bien sûr. Vous en êtes revenus depuis longtemps, mais M. Hitler, lui, n'en est pas revenu, combien de fois faudra-t-il vous le dire? Et sans doute vous n'aurez pas absolument tort de prétendre que des illusions si naïves sont un signe de médiocrité. Les illusions de M. Hitler étaient médiocres, seulement il n'y était pas médiocrement attaché ».

« M. Hitler est un désespéré. Si M. Hitler était un réaliste, il aurait depuis longtemps oublié les humiliations d'une enfance pauvre, d'une jeunesse manquée, d'une guerre manquée. Le maître de l'Allemagne est en réalité son esclave: il est, jusque dans l'amertume d'un triomphe jamais égal à ses haines, enchaîné à l'Allemagne de 1918, à la défaite et au deshonneur. (...) Je pense à M. Hitler (...) comme à un mort. Je n'ai aucun mal à l'honorer comme tel. Le Soldat Inconnu allemand, c'était lui, pourquoi ne nous en sommes-nous pas aperçus plus tôt? » (Bernanos, 1939).

Puis il fut rapatrié sur Munich, où jusqu'en mars 1920 il demeura sous l'uniforme (gardien de prisonniers de guerre, en théorie; en fait, affecté à la surveillance de groupes extrémistes): c'est ce qui explique qu'il y a commencé sa vie politique, plutôt qu'à Berlin ou à Vienne. Il semble même qu'il ait fait le coup de poing en mars-avril au service des Conseils... Entré à la D.A.P. à l'automne 1919, il s'implanta définitivement à Munich après sa démobilisation: le terrain y était particulièrement fertile pour les extrémismes. Ce fut sans quitter Munich qu'il tenta son putsch en 1923. Après quelques mois de captivité à la forteresse de Landsberg, il s'y réinstalla; les deux tomes de *Mein Kampf* y parurent en 1925 et 1926. Personne ne se donna la peine de les lire.

Avant 1923, Hitler croyait exclusivement à l'action violente: refusant de prendre part aux élections, refusant de s'encombrer de théorie et même d'une organisation réellement structurée, il fit de la N.S.D.A.P. un groupe particulièrement agressif dont les réunions

tournaient régulièrement à l'émeute et qui faisait le coup de feu contre la K.P.D. et la S.P.D.; une horde qui atteignit les trois mille trois cent membres en août 1921, et les cinquante-cinq mille à la veille du putsch de la brasserie. Toujours en août 1921, une prétendue "section de gymnastique" donna naissance à une milice, la **S.A.** (*Sturmabteilung*, "section d'assaut"), que Hitler eut toujours du mal à contrôler. En désaccord avec des projets d'union de toutes les forces d'extrême-droite (qui lui auraient fait perdre sa place de *leader*), Hitler écarta Drexler dès juillet 1921 et devint alors président de la N.S.D.A.P. Le terme de *Führer de la N.S.D.A.P.* apparut fin 1921, manifestement sous l'influence de l'italien *Duce*, mais ce ne fut qu'en juillet 1923 que Hitler se reconnut pleinement en futur *Führer* de la nation allemande; jusque-là, il se voyait plutôt comme un "tambour", l'homme qui annonçait la venue future du sauveur du peuple allemand — un peu sur le mode du « sonneur de clairon » Déroulède¹.

Il tenait alors **un langage confus** où les éléments issus d'une certaine tradition socialiste (l'antisémitisme économique, notamment) se mêlaient à ceux issus de la tradition *völkisch* (le pangermanisme) et à la contestation des traités; en revanche, Hitler ne s'intéressait pas encore particulièrement à ce qui se passait en Russie. Dans les manifestations, les drapeaux rouges se mêlaient aux drapeaux à croix gammées sur fond de couleurs impériales; pourtant les troupes venaient davantage des classes moyennes que de la classe ouvrière. Parallèlement, Hitler sut aussi, très habilement, établir **des contacts avec divers bailleurs de fonds** (des industriels, des notables munichois comme le fabricant de pianos Carl Bechstein) et même avec une partie de l'état-major (notamment Ludendorff) et avec la hiérarchie policière bavaroise, gangrénée par

¹ Sur Déroulède, voyez le cours sur la France, au chapitre 5. Le mot "tambour" n'a pas tout à fait les mêmes connotations en Allemagne, comme en témoigne cette longue et magnifique évocation de Klemperer, sous le prétexte de décrire une scène de parade du corps de marine du palais présidentiel du *Reich* vue aux actualités cinématographiques, juste avant l'arrivée des nazis au pouvoir:

« les hommes lançaient leurs jambes de telle façon que la pointe de leurs bottes semblait valser plus haut que la pointe de leur nez, c'était comme une seule valse, comme une seule jambe, et il y avait dans l'attitude de tous ces corps (non, de ce corps unique) une tension si convulsive que le mouvement semblait se figer tout comme l'étaient déjà les visages, et que la troupe entière donnait autant une impression d'absence de vie que d'extrême animation. Cependant je n'avais pas le temps, ou plus exactement je n'avais pas de place dans mon esprit pour résoudre le mystère de cette troupe, car elle ne formait que l'arrière-plan sur lequel se détachait l'unique figure qui la dominait, qui me dominait: le Tambour.

Celui qui marchait en tête avait pressé sur sa hanche sa main gauche aux doigts largement écartés, ou plutôt, cherchant l'équilibre, il avait arc-bouté son corps sur sa main gauche qui servait d'appui, tandis que son bras droit, qui tenait la baguette de tambour, battait l'air bien haut et que la pointe de la botte de la jambe projetée en l'air semblait rattraper la baguette. Ainsi l'homme était suspendu à l'oblique dans le vide, mystérieusement maintenu debout par une convulsion qui allait des pieds à la tête, de la pointe des doigts jusqu'aux orteils. Ce qu'il démontrait là n'était pas un simple exercice, c'était une danse archaïque autant qu'une marche militaire, l'homme était à la fois fakir et grenadier. Cette même crispation, cette même désarticulation spasmodique, on pouvait la voir, à peu de choses près, dans les sculptures expressionnistes de ces années-là, l'entendre dans la poésie de ces années-là, mais dans la vie même, dans la vie prosaïque de la ville la plus prosaïque qui fût [Berlin], elle agissait avec la violence d'une absolue nouveauté. Et une contagion émanait d'elle. des êtres vociférants se pressaient le plus près possible de la troupe, les bras sauvagement tendus semblaient vouloir s'emparer de quelque chose, les yeux écarquillés d'un jeune homme, au premier rang, avaient l'expression de l'extase religieuse ».

l'extrême-droite. Fin 1920, grâce à ces appuis financiers il avait acquis un journal local, le *Völkischer Beobachter*.

Parmi ses fidèles, ses lieutenants, nul n'était issu du monde politique ni du mouvement ouvrier: c'étaient essentiellement de militaires en rupture de ban comme Ernst **Röhm** (1887-1934), qui dans ces premières années lui apporta de précieuses relations dans les milieux de l'armée¹, et des intellectuels comme Alfred **Rosenberg** (1893-1946), le principal rédacteur du *Völkischer Beobachter*². En 1922 la N.S.D.A.P. rallia une figure connue, Hermann **Göring** (1893-1946), l'un des héros de l'aviation allemande durant la première guerre mondiale; Hitler le plaça à la tête de la S.A.³

Après sa libération en décembre 1924, Hitler dut constater que la stratégie de la prise de pouvoir par la violence, plus ou moins sur le modèle de Mussolini en 1922, avait échoué; la situation politique s'était stabilisée, l'heure était passée où l'on pouvait se contenter d'exploiter tous les désarrois. Il s'agissait maintenant de mettre au point une stratégie de prise du pouvoir par les moyens légaux, par la voie électorale. **Le Führer dut reprendre en mains son propre parti**, qui, confié à la houlette mollassonne de Rosenberg, avait éclaté en factions rivales, et où la ligne de Hitler était contestée par les tenants d'une ligne plus populiste (les frères Otto et Gregor Strasser, le jeune Göbbels). Il fallut refonder la N.S.D.A.P. en février 1925. Mais Hitler finit par reprendre le dessus, non sans peine, grâce à ses dons d'orateurs qui attiraient les foules et à la fidélité fanatique de ses proches; d'autre part Ludendorff, le seul rival sérieux pour le *leadership* de l'extrême-droite allemande, s'était présenté à l'élection présidentielle et avait fait un

¹ C'était un personnage fort peu présentable: militaire de carrière puis membre de divers corps francs, prêt à toutes les aventures (Hitler l'ayant marginalisé en 1925 dans le cadre de la réorganisation de la N.S.D.A.P. en parti légaliste, il passa deux ans en Bolivie comme mercenaire, de 1928 à 1930, avant que le *Führer* ne le rappelât à la tête des S.A. pour préparer la prise du pouvoir), il était défiguré (il avait une grande cicatrice à la figure et il lui manquait un bout de nez). Son homosexualité était notoire, comme celle d'une bonne partie de la hiérarchie S.A. Ce marginal arrivé à force d'énergie et de violence haïssait autant les officiers que les fonctionnaires et les bourgeois; il haïssait aussi la partie la plus bourgeoise de l'entourage de Hitler, Göring notamment.

², Rosenberg était né et avait grandi en Russie, à Reval, aujourd'hui Tallinn: il était donc issu de descendants des chevaliers teutoniques, mais vers 1900 les Germano-Baltes ne formaient plus qu'une aristocratie extrêmement provinciale, consanguine, ignorante et rétrograde, très menacée à la fois par la russification (qui s'accroissait depuis 1885) et par l'essor du mouvement national parmi les indigènes estoniens. Il s'était installé en Allemagne en 1917. Ses délires idéologiques se nourrissaient surtout de Chamberlain, de Wagner, de Gobineau et d'Oswald Spengler, l'auteur du célèbre *Déclin de l'Occident* (en 1918-1922); il les rassembla dans *Le mythe du XXe siècle* en 1931, mais cet ouvrage n'eut qu'une influence limitée: Hitler se vantait de ne l'avoir pas lu. En 1940, Rosenberg organisa le pillage des œuvres d'art en Europe de l'ouest occupée, puis l'exploitation économique et la germanisation des territoires conquis à l'est. Il fut condamné à mort par le tribunal de Nuremberg, et pendu.

³ Göring était issu de la grande bourgeoisie: son père, un officier prussien, avait été le premier gouverneur de l'Afrique du Sud-Ouest allemande (l'actuelle Namibie). Il avait grandi dans un château de Bavière, et se piquait de (fausses) origines aristocratiques. La guerre de 1914-1918 fut sa grande chance: il put réaliser ses rêves de gloire et de combat, et devint une figure très populaire. Lors du putsch de 1923, il s'éloigna un moment de Hitler, puis reprit contact avec lui en 1927 et devint le fidèle second du *Führer*: député en 1928, président du *Reichstag* en 1932. Dans les années 1930, il fut considéré comme le successeur potentiel de Hitler, avec le titre de *Reichsmarschall* à la fin de la décennie (cette désignation n'eut jamais rien d'officiel, Hitler n'ayant jamais organisé sa succession); mais son amour des fastes et des plaisirs finit par lui coûter sa haute position. Il se suicida dans sa cellule de Nuremberg.

score piteux¹. En février 1926, dans un discours prononcé à Bamberg, Hitler réimposa définitivement son programme² et son autorité: le parti adopta le *Führerprinzip*; il fut réorganisé en *Gauen* (sections locales) dirigées par des *Gauleiter*, d'abord élus, puis nommés par le *Führer* à partir de mai 1926; mais ils restaient mal contrôlés, en particulier parce qu'il n'existait aucune direction collégiale en-dessous de Hitler: tout dépendait des relations personnelles, des arbitrages rendus entre des centres de direction non hiérarchisés. C'était l'antithèse exacte du Parti léniniste, bien organisé et bien discipliné — ce n'était pas faute d'avoir tenté d'imiter les structures très efficaces de la K.P.D.

La même année 1925, la S.A., peu présentable en cette période de légalisme affiché, fut plus ou moins reprise en main, mais il demeurait difficile d'en contrôler les accès de violence; une autre milice vint s'y ajouter, la **S.S.** (*Schutzstaffel*, "équipe de protection"), qui était censée en être l'élite; elle prit de plus en plus d'autonomie à partir de 1929. Une partie des membres de la S.A., notamment dans le nord du pays, tenait pour une révolution nettement plus "sociale" et moins "nationale" que le *Führer*. Plus tard, vinrent s'y ajouter des sections étudiantes (la *N.S.-Studenbund*, dirigée par Baldur von Schirach), diverses associations professionnelles, une "ligue des femmes", une "jeunesse hitlérienne", etc.

Malgré tout la N.S.D.A.P. eut de la peine à progresser. Fin 1925, elle ne comptait que vingt-sept mille membres, dont la moitié en Bavière et dans les régions proches. Dans les années suivantes, l'anticapitalisme des nazis leur permit de progresser dans le prolétariat de Rhénanie, où Joseph **Göbbels** (1897-1945) était la grande figure du parti³; le parti nazi s'assura

¹ Ludendorff avait fondé une espèce de secte politique dans l'esprit de la loge Thulé. Elle demeura active jusqu'à sa mort en 1937.

² Celui de 1920, qui fut déclaré "intangible" pour éviter qu'un Strasser ou un Göbbels ne tentât de le gauchir à son profit.

³ Göbbels était issu d'une famille d'ouvriers catholiques de Rhénanie; avec son pied-bot qui l'avait fait rejeter de l'armée et des corps francs (il prétendit longtemps se faire passer pour un blessé de guerre), ce n'était pas précisément un représentant idéal de la race supérieure; mais ses dons de propagandiste firent pardonner cette tare et un intellectualisme suspect (il écrivait des romans). De tous les nazis, c'était l'un des plus violemment anticapitalistes et antibourgeois: au début des années 1920 il allait jusqu'à affirmer qu'il préférerait « la catastrophe avec le bolchevisme à l'esclavage éternel avec le capitalisme », et soulignait volontiers les points communs entre bolchevisme et nazisme, l'hostilité aux bourgeois et le combat pour la liberté des travailleurs. Avec ces idées il était plus proche de Strasser que de Hitler, mais il respecta toujours le *Führerprinzip*.

Nommé *Gauleiter* de Berlin en 1926, il fit preuve d'un véritable génie de l'insulte. Devenu directeur de la propagande de la N.S.D.A.P. pour toute l'Allemagne en 1929, il eut, parmi d'autres coups de génie, l'idée de forger toute une légende autour de Horst Wessel, un chef de la S.A. tué à Berlin par un communiste au cours, paraît-il, d'une rixe pour une prostituée — ce n'était pas la version nazie de l'affaire, ni d'ailleurs la version communiste. Durant les six semaines de l'agonie de Wessel, en janvier-février 1930, il fit publier deux fois par semaine un bulletin de santé dans l'organe berlinois des nazis, le *Angriff*; il se rendit en personne au chevet du blessé et organisa un grand *meeting* où les participants entonnèrent un chant écrit pour la circonstance, le *Horst Wessel Lied*, qui devint peu après l'hymne du parti nazi, puis l'un des hymnes du régime après 1933. Lors des obsèques, il qualifia Wessel de « socialiste du Christ »; il termina son hommage par un retentissant « Horst Wessel! » auquel des centaines de voix répondirent: « présent! ».

En 1932-1933, il inonda le pays de tracts et d'affiches, organisa des convois d'automobiles surmontées de haut-parleurs qui passaient jusque dans les localités les plus reculées (des activités largement inspirées par la

ainsi une solide base populaire, même si les classes moyennes y restaient surreprésentées; mais les ouvriers étaient très nombreux dans les milices.

Le discours de Hitler restait fort flou, avec cependant une fixation de plus en plus nette sur les thèmes nationalistes et antisémites, tandis que l'argumentaire "social-populiste" s'effaçait peu à peu (et pour cause: il était confisqué par des concurrents en extrémisme, les communistes, dont il importait de se démarquer — il n'est pas besoin donc de faire intervenir dans cette évolution le désir de s'assurer la faveur des milieux d'affaires, d'ailleurs peu flattés par un discours hostile à toutes les élites de Weimar, et tout aussi inquiets des exactions de la S.A. que de celles des communistes). Les divergences idéologiques comptaient peu, puisque l'essentiel de l'attractivité du parti résidait dans le charisme de son *Führer*. Gregor Strasser, puis Göbbels, deux des "gauchistes" du parti, furent d'ailleurs chargés de la propagande. Ce fut cependant Heinrich Himmler (1900-1945)¹, responsable de ce secteur entre 1926 et 1929, qui l'axa de plus en plus sur le culte du *Führer*, selon des méthodes inspirées de l'Italie fasciste où elles étaient appliquées par le pouvoir: ainsi, ce fut alors que le *Heil Hitler!* devint la formule de salutation obligatoire entre membres du parti nazi. En 1926, au congrès de Weimar, Hitler introduisit le salut fasciste (une variation mussolinienne sur le salut romain, déjà acclimatée en Autriche); en 1927, au premier congrès de Nuremberg, il revêtit pour la première fois une chemise brune², tandis que le parti, totalement militarisé, défilait au milieu des drapeaux à croix gammée.

Malgré ce travail obstiné **la N.S.D.A.P. n'obtint que 2,6% des voix au scrutin législatif de 1928**, à peine huit fois le nombre de ses adhérents: ce type d'organisation semblait totalement inadapté à la vie politique institutionnelle. Comment Hitler pouvait-il espérer reprendre le dessus dans une Allemagne où le régime était certes impopulaire, mais où la violence n'attirait plus les masses et où le jeu politique, comme partout en temps de paix et de prospérité, favorisait les centristes? Ce fut la crise économique qui vint le tirer de cette **impasse**.

Avant même l'arrivée de la grande dépression venue d'Amérique, la N.S.D.A.P. connut un début de montée en puissance, dans le contexte économique et social déjà

publicité américaine), inventa des slogans brefs et frappants, mit en scène les meetings du *Führer*... En 1932, il inventa également de faire diffuser un discours de Hitler sous forme de films, que les directeurs de cinémas étaient obligés de mettre à l'affiche sous peine de représailles des S.A.; et un autre sous forme de disque — il n'avait pas encore le contrôle de la radio. Il fit mettre un avion à la disposition de Hitler, pour la première fois dans l'Histoire politique de l'Allemagne. En 1945, il se suicida avec sa femme et ses six enfants.

¹ Himmler, né à Munich d'un père instituteur qui fut un moment le précepteur des princes de Bavière, était un ancien professeur, mais se considérait comme un paysan du fait de chaotiques études d'agronomie et de tentatives ratées pour se lancer dans l'élevage des poulets; il en avait gardé le culte des médecines naturelles et des eaux minérales. Il entra à la N.S.D.A.P. en 1923 par le biais d'une association d'anciens combattants; il devint également chef adjoint de la S.S. en 1927, puis chef en titre en 1929. Ce personnage grisâtre, médiocre et méticuleux, caricature de bureaucrate étriqué, devint, à la faveur de la radicalisation progressive de la dictature hitlérienne, l'un des plus grands criminels du XXe siècle. Il se suicida en 1945.

² Pourquoi brune, alors que celles des fascistes étaient noires? Parce que les nazis venaient d'acheter à bas prix un lot de vieux uniformes coloniaux!

difficile des années 1928-1929. Elle progressa dans les milieux étudiants, déjà fort à droite, et surtout réussit à s'implanter dans la paysannerie en crise du nord du *Reich*, en assaisonnant la revendication d'une réforme agraire d'un argumentaire de type *Blut und Boden* qui faisait de la paysannerie la pure fleur de la race aryenne, exempte de la pourriture des villes cosmopolites. En 1929, les nazis organisèrent une campagne contre le plan Young de rééchelonnement des réparations, qui leur valut un afflux d'adhésion: en mars 1930 la N.S.D.A.P. revendiquait deux cent dix mille membres (elle en avait sans doute autour de cent mille), et dans certains scrutins locaux elle approchait les 10% des voix ou les dépassait légèrement, notamment en Thuringe où elle entra brièvement au gouvernement du *Land*. Elle y obtint notamment le portefeuille de l'Instruction publique, ce qui se traduisit par la création de chaires de sciences raciales dans les universités et le retrait des œuvres d'art moderne des musées. L'expérience s'acheva en avril 1931 à la suite de l'hostilité de la D.V.P., qui renversa le gouvernement. C'était une alerte, mais pas forcément le signal d'une catastrophe inéluctable; la R.F.A. a connu plusieurs de ces épisodes où l'extrême-droite a atteint ou dépassé les 10% des voix à des scrutins locaux, mais ils ont été sans lendemain. Plus alarmant était le fait que personne n'avait cherché à barrer aux nazis l'accès du pouvoir: la S.P.D. notamment reculait devant les responsabilités du pouvoir.

Bref, ce furent avant tout son incroyable agressivité et sa totale absence de scrupules qui permirent à Hitler de survivre à ses propres erreurs de stratégie — la chance aussi: sans la crise de 1929, sans l'incroyable médiocrité du personnel politique de la république de Weimar, Hitler serait resté un homme de la marge, frustré et méprisé.

B) La crise économique en Allemagne.

La République aurait eu besoin d'une longue période de calme pour panser ses plaies, comme celle dont la R.F.A. bénéficia après 1949. Cette faveur ne lui fut pas accordée. Elle aurait eu besoin aussi d'un personnel politique capable, d'institutions aptes à résister aux chocs, comme l'Amérique du *New Deal*: cela non plus ne lui fut pas accordé. Personne ne comprit rien à la crise et tout le monde réagit en désordre; le régime s'effondra au même rythme que l'économie.

Dans un contexte déjà tendu, la crise arriva par le biais du système financier. Au lendemain du krach de Wall Street, les **capitaux** américains, qui représentaient la moitié des

avoirs des banques allemandes en 1929, commencèrent brutalement à se retirer. Personne ne s'était soucié du caractère excessivement liquide de ces placements, composés pour moitié de dépôts à très court terme (trois mois parfois). Or les banques allemandes avaient accordé beaucoup trop de crédits à long terme, et tout le monde était endetté: l'État fédéral, les *Länder*, les villes, les entreprises. Dans l'euphorie, les caisses d'épargne avaient trop prêté aux *Länder* et aux communes et n'avaient pas conservé assez de fonds de garantie.

Le **système bancaire** allemand commença à s'effondrer en 1930, les succès nazis aux élections de septembre ajoutant à la panique; une étape importante fut en mai 1931 la faillite de la *Kreditanstalt*, banque viennoise très engagée en Allemagne. En juillet 1931 la *Reichsbank*, en difficulté, ne put éviter la faillite de la Danat (*Darmstädter Nationalbank*); le gouvernement dut fermer tous les établissements de crédit durant deux jours pour éviter un effondrement général¹. Les particuliers se mirent à thésauriser: un cinquième de la masse monétaire disparut de la circulation. La consommation intérieure s'effondra, et les exportations n'allèrent pas mieux à cause du marasme en Amérique: elles passèrent de treize milliards de marks en 1929 à six milliards en 1932.

La crise s'étendit à l'**industrie**: par rapport aux chiffres de 1928 (dépassés de 3% en 1929), dans le domaine des biens de production la baisse atteignit 19% en 1930, 39% en 1931 et 54% en 1932. Les industries de biens de consommation souffrirent moins (par rapport au même chiffre de base, la baisse atteignit 9% en 1930, 13% en 1931 et 26% en 1932²). Mais les **prix** s'effondrèrent (de 33% entre 1928 et 1932 dans le secteur des biens de consommation). Du fait de l'effondrement du crédit et des débouchés, il y eut plus de dix mille faillites par an. L'**agriculture**, déjà assez mal en point, fut frappée de plein fouet elle aussi par l'effondrement du niveau de vie des consommateurs; les artisans et les **commerçants** n'avaient plus de clients.

Le **chômage** était déjà en pleine expansion depuis 1928: en 1929 il y avait déjà plus de trois millions de chômeurs en Allemagne, soit 14% de la main-d'œuvre. Les chiffres s'envolèrent à partir de l'automne 1930: quatre millions de sans-emploi en février 1932, six millions en décembre (soit 30% des actifs), ce qui contribua à déséquilibrer complètement le budget de l'État fédéral (l'assurance-chômage venait d'apparaître en 1927). Le sort des employés qui avaient réussi à conserver leur emploi s'aggravait à cause des réductions de salaires (dans l'industrie, mais aussi dans la fonction publique à cause de la politique déflationniste de Brüning — voyez un peu plus bas). En 1932, un quart de la population du pays vivait de secours divers; la mendicité et le vagabondage explosèrent; le nombre de suicides grimpa en flèche (en 1932 il y

¹ Finalement, en août 1931, le gouvernement procéda à la fusion de la Danat et d'une banque publique, la *Dresdner Bank*.

² Ces chiffres ne s'entendent pas d'une année sur l'autre: chacun s'entend par rapport au niveau de 1928.

avait trois fois plus de suicides en Allemagne qu'en Grande-Bretagne). Évidemment, le nombre de grèves s'effondra, comme c'est toujours le cas lorsqu'une masse de chômeurs est prête à remplacer les travailleurs mis à pied. Il ne restait plus aux salariés, aux chômeurs et aux autres victimes de la crise, que la voie de l'agitation de rue et l'espoir d'un changement politique radical.

C) Les conséquences politiques: la résistible ascension de Hitler¹

Lorsque la crise arriva en Allemagne, le cabinet en place depuis janvier 1930 était dirigé par le chancelier Heinrich **Brüning** (1885-1970); il avait succédé à un socialiste, la S.P.D. ayant renoncé au pouvoir pour ne pas assumer l'impopularité des mesures anti-crise. En réalité, le régime de Weimar était en train d'évoluer à grande vitesse. Le pays était fatigué des combinaisons politiques et de l'instabilité ministérielle; il existait dans tous les milieux politiques un climat favorable à la recherche d'une autorité incontestée, d'un "guide" (même le *Zentrum* employait ce type de vocabulaire); et la constitution de Weimar fournissait les instruments nécessaires à cette évolution. Le président Hindenburg n'y était évidemment pas hostile, tout particulièrement si le pouvoir fort en question était de droite, ce qui fut le cas avec Brüning. C'était un ancien officier, un catholique de Westphalie (célibataire, il vivait dans une communauté tenue par des religieuses); ancien syndicaliste, il était membre du *Zentrum*, mais il avait formé son gouvernement sans consulter les partis et il avait proclamé qu'il gouvernerait au besoin sans l'aval de la majorité parlementaire. Dès que la gauche au *Reichstag* sembla contester sa politique il recourut systématiquement aux décrets-lois; puis, lorsque les députés s'en émurent, il dissolut la diète élue deux ans auparavant. Bref, on semblait revenir à des mœurs politiques autoritaires de l'époque impériale, dans le cadre inchangé des institutions républicaines; n'était-ce pas paradoxalement la preuve de leur capacité d'adaptation? On peut juger plutôt, avec Bracher, que l'essor de telles pratiques ne fit que favoriser la montée des mentalités extrémistes.

Mais dans le climat des premières atteintes de la crise les élections **législatives de septembre 1930**, marquées par une participation élevée, donnèrent des résultats inattendus. Tous les partis établis reculèrent, sauf le *Zentrum*; la S.P.D. ne rassemblait plus que 24,5% des suffrages. Les partis qui soutenaient le chancelier ne réunissaient que 35% des voix. Un tiers des électeurs avaient voté pour les extrémistes: les communistes, en net progrès, étaient passés de 10,5% à 13% des voix; surtout **la N.S.D.A.P. avait convaincu 18,3% des Allemands** de

¹ D'après Brecht: *La résistible ascension d'Arturo Ui* (pièce de 1941, sur ce thème).

lui apporter leurs suffrages. Elle progressait dans tous les milieux et dans toutes les régions, particulièrement dans les campagnes protestantes du nord du pays et dans les centres industriels. Les cent sept élus nazis entrèrent à la diète en tenue S.A., c'est-à-dire en chemise brune; ils multiplièrent les propositions de loi démagogiques, souvent antisémites. La chambre basse était ingouvernable, au moment où il allait falloir prendre des décisions économiques cruciales. La pratique des décrets-lois reprit de plus belle (il y en eut cinq en 1930, quarante-quatre en 1931, soixante en 1932, essentiellement en matière de politique économique et sociale).

Vous remarquerez que **les nazis dépassaient très largement les communistes en voix**, et cette différence se creusa par la suite (jusqu'à l'été 1932); **la disproportion était éclatante également en ce qui concerne les effectifs des troupes de choc et la violence déployée. Cette remarque suffit à faire justice de la légende d'une bourgeoisie allemande qui se serait jetée dans les bras des nazis par peur d'un mouvement ouvrier marxiste en rapide expansion.** Il n'y avait qu'un danger réel pour le régime depuis le début de la crise économique: le danger nazi. Les Allemands demeurés démocrates en étaient conscients: ils se lamentaient de l'irresponsabilité des communistes, mais ne craignaient pas une dérive révolutionnaire de la situation — plus exactement, ils ne craignaient pas une dérive révolutionnaire à *gauche*: dans l'Allemagne de la grande crise, c'étaient les nazis qui incarnaient les perspectives révolutionnaires. Que les nazis aient développé, entre autres haines, une haine des communistes, n'a pas besoin de facteurs externes pour s'expliquer (et ne date pas, d'ailleurs, de 1930): leur discours n'avait pas besoin d'un danger réel et nouveau pour atteindre des extrêmes de violence et d'ignominie. Les Juifs aussi constituaient l'une des cibles privilégiées du discours nazi, et l'on n'assistait pas à une montée en puissance des Juifs — ni même de l'antisémitisme de la population. Tout juste à une montée de l'hystérie collective, laquelle se portait sur les cibles que lui désignait hystériquement le disert caporal.

Les troubles se multipliaient, marches de la faim dans les agglomérations industrielles, marches paysannes de refus de l'impôt (notamment dans le Schleswig-Holstein, une région où les nazis étaient bien implantés dans les campagnes), batailles rangées entre nazis et communistes, assassinats politiques, etc. Il y eut une grande manifestation unitaire de l'extrême-droite en octobre 1931, mais Hitler, après avoir passé les S.A. en revue, refusa de prendre la parole à la tribune: la mouvance nationaliste était toujours aussi incapable de s'unir. Face à ces problèmes d'une extrême gravité, **Brüning suivit une ligne politique qui parut impénétrable aux contemporains**, et l'est toujours dans une large mesure. On l'a même accusé d'avoir sciemment aggravé la crise, comme en 1923, pour faire pression sur les Alliés et obtenir une révision du plan Young... Il a lui-même prétendu qu'il avait envisagé de restaurer la monarchie, ce qui ne l'empêcha pas de prendre contact avec Hitler dès octobre 1930 — sans résultat. En tout

cas, il n'avait nullement l'intention de défendre la République parlementaire; il considérait avoir été appelé à la tête du gouvernement pour y mettre fin.

Par ailleurs, la révision du traité de Versailles l'occupa davantage qu'il n'eût fallu en ces heures difficiles: en mars 1931 il profita des circonstances pour tenter une union douanière avec l'Autriche (un "*Anschluss* économique"), tentative qui échoua par suite de l'opposition véhémente de la France; il fit campagne, y compris aux États-Unis, en faveur de l'annulation des dettes de guerre et exigea que l'Allemagne pût se réarmer, ce qui contribua à aiguïser les tensions internationales et à rendre impossible toute coopération économique contre la crise. Il n'y gagna même pas en popularité interne: l'extrême-droite surenchérit, et comme il échoua finalement dans tout ce qu'il entreprit à l'extérieur, il fut accusé de mollesse et de trahison. La population avait certes d'autres soucis que les affaires du monde; mais la politique économique et sociale de Brüning suffisait largement à la radicaliser.

En effet « le syndicaliste ascète » (Rovan) prit essentiellement des **mesures déflationnistes très brutales**. Il faut dire qu'une relance par l'inflation était très difficile à envisager dans l'Allemagne traumatisée par les événements de 1923 — il faut dire surtout qu'il n'y eut rien en Allemagne de comparable à Roosevelt et à son *brain-trust*, que personne ne s'attela réellement à la recherche d'une politique économique alternative. Brüning tenta de faire baisser les salaires et de réduire la protection sociale afin que la masse monétaire en circulation se contractât au même rythme que les prix. Par comparaison, les mesures prises en juin 1931 feraient apparaître Ronald Reagan comme un gauchiste enragé et Margaret Thatcher comme une pétroleuse trotskyste: une diminution de 14% de l'aide aux chômeurs et le passage de l'âge minimum d'indemnisation de seize à vingt et un ans, la suppression des indemnités de chômage pour les femmes, une diminution des allocations familiales, une diminution de 23% des salaires des fonctionnaires, une augmentation de 4 à 5% des impôts directs. En décembre, il y eut une nouvelle baisse autoritaire de 8% des salaires; il fut mis fin à la procédure d'arbitrage garantie par l'État en cas de conflit social, ce qui revenait à livrer les ouvriers au bon vouloir des patrons. Seule l'agriculture reçut de l'aide (le gouvernement tenta notamment d'éteindre les dettes des agriculteurs); mais ces mesures étaient financées par des ponctions sur le reste de l'économie, ce qui ne faisait qu'accentuer le problème des débouchés des produits agricoles — sans d'ailleurs qu'on parvînt à sauver les exploitations les plus endettées.

Hitler retrouvait un théâtre familial, celui d'un pays en plein désarroi, en proie à toutes les peurs, à toutes les haines. « Il ne siège[ait] pas au *Reichstag* [et pour cause: il n'était pas citoyen du *Reich*]: il parcour[ait] l'Allemagne, rassemblant des foules énormes dans des

meetings qui, de plus en plus, ressembl[aient] aux pèlerinages d'un culte extatique. Pour une partie sans cesse croissante du peuple désespéré, ou se croyant en quelque sorte tenu à désespérer, il [était] le recours, le sauveur qui renversera[it] les lois du destin et conduira[it] son peuple vers des bonheurs ineffables. Pendant ce temps, ses lieutenants provoqu[aient] et mena[çaient], et la soldatesque brune frapp[ait] et tu[ait] » (Rovan). Les nazis jouaient sur deux tableaux, un peu comme Mussolini en 1921-1922: tandis que la S.A. semait la terreur dans la rue, Hitler recherchait la respectabilité et déclarait qu'il comptait arriver au pouvoir par la voie du suffrage universel (ainsi à Ulm en septembre 1930 — mais dans la même phrase il poursuivait: « alors nous construirons l'État tel que nous le souhaitons »).

Il y avait d'ailleurs déjà des **tensions sérieuses avec la S.A.**, dont la branche berlinoise se souleva contre les chefs de la N.S.D.A.P. en août 1930; l'affaire fut réglée grâce à une intervention musclée des S.S.¹ Mais Hitler avait encore besoin de la S.A. pour faire peur: il faisait semblant d'essayer de la contrôler, mais dans les moments cruciaux il la soutenait toujours. « Dans des conditions de cruauté indescriptible, des S.A. [avaient] littéralement déchiqueté des ouvriers communistes. Cela se passa en Silésie. Ils furent condamnés et Hitler leur envoya un télégramme de soutien » (Rovan).

À cette époque, le discours de Hitler se fit nettement moins explicitement antisémite et se focalisa sur la dénonciation du marxisme — qu'antisémitisme et antimarxisme fussent équivalents à ses yeux n'apparaissait pas forcément à ceux qui n'avaient pas lu *Mein Kampf* et avaient oublié, ou faisaient tout pour oublier, les diatribes obsessionnelles des années 1920 sur la "juiverie". Cela correspondait à une phase de forte expansion du parti nazi; or les nouveaux militants étaient avant tout des antimarxistes et des partisans d'une restauration de la grandeur de la nation. Dans une enquête menée à l'époque, seuls 13,6% des militants nazis interrogés sur leurs préoccupations idéologiques citaient l'antisémitisme.

La gauche et le centre se révélèrent rigoureusement incapables de réagir. Certains au *Zentrum* rêvaient de neutraliser Hitler en l'associant au pouvoir à un poste secondaire. La S.P.D., en plein déclin, était déchirée en pas moins de dix-sept tendances, dont aucune n'acceptait l'idée d'une alliance avec les communistes; certains de ses membres firent sécession pour créer un Parti socialiste ouvrier (S.A.P.). La K.P.D., en première ligne face aux violences des nazis, n'envisagea pas une seule seconde de défendre le régime "bourgeois": elle s'en tenait toujours à la ligne "classe contre classe" définie à Moscou, réservant ses attaques les plus violentes aux "sociaux-traîtres". Certains communistes se réjouissaient ouvertement de la chute

¹ Otto Strasser, responsable de la rébellion, quitta le parti nazi. L'affaire de la S.A. de Berlin semble avoir été en partie une mise en scène destinée à montrer que le parti nazi faisait des efforts pour plus de respectabilité.

prochaine du régime: le capitalisme tombait le masque; les prolétaires allaient enfin comprendre clairement qui étaient leurs amis et qui étaient leurs ennemis, la Révolution allait bientôt devenir possible. La situation évolua rapidement en une quasi guerre civile: en décembre 1931, la S.P.D. forma un "Front de Fer" avec la *Reichsbanner*, les syndicats et les organisations de jeunesse qui lui étaient proches. Mais les socialistes n'étaient pas des spécialistes du combat de rue, et très vite les nazis se retrouvèrent maîtres du terrain, sauf dans les fiefs communistes.

Une **élection présidentielle** devait avoir lieu en mars 1932. Hitler se porta candidat, après avoir acquis la nationalité allemande grâce à la bonne volonté du gouvernement du minuscule *Land* de Brunswick, qui le nomma à un poste de *Regierungsrat* (haut fonctionnaire)¹. La K.P.D. présenta la candidature de Thälmann. En revanche la S.P.D. et le Zentrum choisirent, avec les déchirements qu'on imagine, de soutenir **Hindenburg**, promu dernier rempart de la République. L'octogénaire baderne, grâce à l'appui des partis de Weimar et à son prestige militaire, frôla la majorité absolue au premier tour (Hitler obtint 30% des voix, en partie grâce à d'anciens abstentionnistes qu'il parvint à mobiliser) et rassembla 53% des voix au second tour — Thälmann, comme en 1925, avait refusé de se retirer (il obtint 13% des voix au premier tour et 10% au second). Aussitôt après le scrutin Brüning fit interdire la S.A. et les S.S., ce qui ne changea à peu près rien à la situation sur le terrain. La mesure ne fit qu'exciter la fureur de tous ceux qui, à droite, pensaient qu'il fallait ménager Hitler en l'associant au pouvoir; des mesures d'urgence (notamment l'installation de chômeurs sur des grands domaines inexploités en Prusse) les firent crier au "bolchevisme agraire". **Hindenburg finit par renvoyer Brüning** en mai 1932, alors qu'il disposait enfin d'une majorité. Mais l'heure n'était plus à ces subtilités: la République parlementaire était déjà morte depuis deux ans.

Franz **Von Papen** (1879-1969) devint chancelier. C'était un propriétaire terrien catholique de Westphalie, proche de la droite *völkisch* et militariste, propriétaire d'un journal au titre évocateur de *Germania*², mais membre du *Zentrum* (il y représentait une tendance très conservatrice); depuis 1931 il avait tenté de rechercher un terrain d'entente avec les nazis, sans comprendre que la négociation et le partage du pouvoir ne faisait pas partie de leur univers mental, sauf dans le cadre d'un machiavélisme qui dépassait largement le sien. C'était un homme fort peu préparé à des responsabilités aussi écrasantes, un esprit assez superficiel. Il forma un

¹ Depuis 1925, Hitler était apatride. On pouvait à l'époque acquérir la citoyenneté allemande par le mariage, par un décret du *Reichsrat*, ou par l'acquisition du statut de fonctionnaire. En juillet 1930, une tentative du même ordre, à l'initiative du nazi Frick, avait échoué en Thuringe à cause de l'opposition des membres non nazis du cabinet thuringeois. Au Brunswick aussi, la N.S.D.A.P. avait formé une alliance avec d'autres partis. (Merci à Françoise Simon et à Robert Genton pour leurs recherches à ce sujet).

² Qu'utilise Kosztolanyi: voyez au chapitre 1. *Germania*, c'est la *Marianne* allemande; depuis les années 1880, elle était représentée sous la forme d'une Walkyrie.

"cabinet des barons" dont tous les membres, à deux exceptions près, étaient issus de l'aristocratie. Le pays le plus industriel d'Europe était de nouveau dirigé par des autocrates tout droit sortis du XIXe siècle... et Hindenburg ne relevait pas le niveau général! Physiquement et intellectuellement sur le déclin, Président de plus en plus enclin à sommeiller, il était aux mains d'une *camarilla* dominée par le général von Schleicher, chef des services centraux de la *Reichswehr*, c'est-à-dire numéro deux de l'armée, par ailleurs camarade de promotion du fils du Président et de von Papen; ce fut le "faiseur de rois" des dernières années du régime de Weimar avant d'en être le dernier chancelier. Von Papen annonça aussitôt l'avènement d'un État autoritaire, organique et hiérarchique, d'un "gouvernement de l'élite" (en fait, il n'eut ni le temps, ni le besoin réel de toucher à la constitution de Weimar); ainsi que sa volonté de rechristianiser le pays, de combattre le "bolchevisme culturel", les partis, le système de protection sociale. L'un de ses premiers gestes fut d'annuler le remboursement des dettes: le plan Young avait vécu.

Dans d'autres pays d'Europe centrale des événements comparables ont eu lieu dans les années 1930¹. Ils ont généralement abouti à l'élimination de la droite révolutionnaire, écrasée par l'armée et par les forces traditionnalistes appelées au secours par le pouvoir, et à la mise en place de régimes autoritaires de droite, aussi peu démocratiques que possible, mais non totalitaires (dans ces pays la droite révolutionnaire a généralement ressurgi à la fin de la décennie et pris le pouvoir à la faveur de la guerre). En Allemagne, cela n'a pas été suffisant pour freiner l'ascension des nazis: peut-être justement parce que le pays était trop industriel pour qu'une coalition de *Junker* et d'officiers nostalgiques du temps de l'empereur Guillaume pût liquider les hordes brunes venues des bas quartiers; sans doute aussi parce que von Papen et ses acolytes, au lieu d'isoler les nazis, tentèrent de finasser avec eux, ce qui ne pouvait que les renforcer, tandis que Hindenburg tergiversait; il se refusait à un putsch, non par amour de la démocratie mais par crainte d'une guerre civile, et aussi pour sauver son prestige de Président élu du *Reich*.

En juin, von Papen, qui comptait environ cinquante partisans sur six cent députés, dissolut le *Reichstag*; la S.A. fut à nouveau autorisée. En juillet, le chancelier renvoya illégalement le gouvernement socialiste de la Prusse, en minorité depuis les élections régionales d'avril, et plaça l'immense *Land* sous administration militaire; les forces fidèles à la République perdaient ainsi leur dernier bastion (avec notamment la police prussienne). Il n'y eut aucune réaction des ouvriers ni de la *Reichsbanner*: l'impasse politique était totale et personne n'allait défendre un gouvernement qui ne faisait plus qu'expédier les affaires courantes. En revanche il n'y eut pas de coup de force à l'échelle du *Reich*: les élections eurent lieu "normalement", si l'on

¹ En Bulgarie, en Roumanie, dans les pays baltes: voyez le cours sur les Relations internationales, à la fiche P2.

peut dire vue l'ambiance. À l'issue d'une campagne électorale d'une extrême violence (il y eut quatre vingt dix-neuf morts dans la seule Prusse), et dans un contexte marqué à nouveau par une forte participation électorale (84%, soit six millions d'électeurs de plus qu'en 1928), **au scrutin de juillet 1932 les nazis recueillirent 37,3% des voix**: ils doubleraient leur résultat de 1930 et étaient désormais de loin la première force politique du pays. À la diète ils passaient de cent sept à deux cent trente députés. Les libéraux, seuls soutiens officiels de von Papen, étaient laminés (ils recueillaient 7% des voix à eux tous); la S.P.D. reculait encore (à 22%); seul le *Zentrum* se maintenait à peu près (12,5%). Les communistes progressaient légèrement (à 14,5%); le total des voix communistes et nazies dépassait 50%, c'est-à-dire qu'une majorité absolue des votants, et plus de 40% des électeurs, avaient choisi la voie de la révolution.

Cette période marqua l'**apogée électorale du parti nazi**. Celui-ci comptait sans doute déjà environ cinq cent mille membres (huit cent cinquante mille en janvier 1933), plus plusieurs centaines de milliers de S.A. qui n'étaient pas inscrits au parti (il y avait en tout cinq cent mille S.A.). C'était un parti de plus en plus ouvrier (les ouvriers, qui représentaient 46,5% de la population du *Reich*, formaient 31,5% des effectifs; le syndicat nazi, la N.S.B.O. — *Nationalsozialistische Betriebszellenorganisation* —, comptait cent mille membres); mais il demeurait encore plus solidement ancré dans les classes moyennes (artisans et commerçants représentaient 20% des effectifs du parti nazi, pour 9% de la population allemande; les fonctionnaires étaient nombreux aussi), parmi les élites économiques (9% des effectifs de la N.S.D.A.P. pour 2,8% de la population) et dans une moindre mesure dans la paysannerie (12,5% des effectifs pour 20% de la population allemande). Bref, le parti nazi recrutait dans toutes les classes sociales, ce qui est assez normal pour un mouvement qui refusait la notion de classes; souvent cependant chez des gens qui avaient eu un itinéraire un peu particulier: une vie familiale chaotique, des études supérieures commencées et jamais achevées, une forte instabilité professionnelle, étaient des traits plus fréquents chez les nazis que dans l'ensemble de la population allemande. La guerre était une expérience commune à beaucoup d'entre eux: le parti nazi était largement un parti d'anciens combattants, avec une forte proportion d'anciens membres des corps francs, plus ou moins désocialisés. C'était aussi un parti de plus en plus jeune (60% des députés nazis avaient moins de quarante ans), même si les *Hitlerjugend* n'étaient pas un grand succès: il renvoyait une image de force, de dynamisme, que la propagande de Göbbels ciselait méthodiquement.

Ces traits se retrouvaient parmi les électeurs. Un ouvrier sur quatre votait pour les nazis, ce qui faisait beaucoup compte tenu de la concurrence socialiste et communiste; ainsi qu'un tiers des "indépendants" (patrons, artisans, commerçants) et surtout la moitié des "inactifs" (anciens rentiers ruinés, retraités, étudiants), mais une minorité seulement de chômeurs. 40% des protestants votaient nazi, soit proportionnellement plus que de catholiques; le vote nazi était mieux implanté dans les campagnes et dans les petites villes que dans les grandes

agglomérations (où les ouvriers, en particulier, votaient plus volontiers communiste, ce qui n'arrangeait guère les affaires de la République). Les hommes votaient plus volontiers nazi que les femmes. Enfin un petit quart des électeurs nazis de 1932 étaient d'anciens abstentionnistes d'avant 1930; le reste venait de l'ancien électorat des libéraux, en pleine déroute, et un dixième de l'électorat socialiste avait rejoint la N.S.D.A.P. (en revanche le *Zentrum* n'avait rien abandonné de son électorat, non plus évidemment que les communistes). En somme, **les nazis pouvaient à juste titre revendiquer le qualificatif de Volkspartei** (parti de la nation): **ils représentaient bien l'ensemble de la population allemande** et non pas seulement tel ou tel milieu social ou culturel.

Dans les jours qui suivirent le scrutin, von Papen offrit aux nazis l'Alimentation et les Affaires étrangères; Hitler réclama la chancellerie. Hindenburg, scandalisé par le comportement des S.A., refusa. La rupture entre le gouvernement et les nazis entraîna un redoublement de violences (il y eut cinquante morts en août); la pression se fit telle que fin août le gouvernement dut accepter de grâcier des S.A. qui avaient piétiné à mort un mineur communiste de Silésie. En septembre, von Papen prit une nouvelle série de décrets-lois déflationnistes (avec au milieu, pour la première fois, un programme d'investissements publics destinés à créer des emplois¹); par ailleurs, un timide redressement économique s'amorça. Von Papen pouvait-il réussir?

Mais le système politique était en plein effondrement: en août, le *Zentrum* s'était allié aux nazis par haine de von Papen et avait permis l'élection de Göring à la présidence du *Reichstag*. L'anarchie était telle que von Papen dissolut de nouveau la diète en septembre, à sa première séance. Son intention première était de ne pas convoquer de nouvelles élections et d'imposer un régime autoritaire; mais sous la pression de la N.S.D.A.P., du *Zentrum* et de Hindenburg, soucieux du respect des formes institutionnelles, il dut finalement s'y résoudre. Il était complètement isolé (même la *Reichswehr* prenait ses distances, de peur d'une guerre civile).

Le **scrutin de novembre 1932**, où la participation n'atteignit que 80,5%, se traduisit par un net recul de la N.S.D.A.P. (elle recueillait 33% des voix et obtenait cent quatre-vingt seize sièges), mais les progrès concomitants de la K.P.D., qui avec 17% des suffrages faisait presque jeu égal avec la S.P.D., faisaient que la situation n'était pas meilleure pour la République: à nouveau, un électeur sur deux avait voté contre la démocratie. Les communistes continuaient à jouer la politique du pire, malgré les avertissements d'une minorité², ignorés de la direction inféodée à Moscou qui croyait toujours l'Allemagne à la veille d'une Révolution prolétarienne. Début novembre, il y eut une (unique) **grève conjointe des communistes et des nazis** contre

¹ Aux États-Unis, au même moment, le président Hoover prenait enfin des mesures de relance de l'économie... Trop tard aussi, mais avec des conséquences moins dramatiques.

² Par exemple Clara Zedkin, toujours lucide.

la direction social-démocrate des tramways de Berlin qui avait diminué les salaires; les communistes accueillirent les nazis dans leur comité de grève. Bien qu'ils fussent animés de calculs différents et malgré leur mutuelle détestation, les deux partis extrémistes se retrouvaient pour sonner l'hallali contre la République¹. En revanche il n'y eut pas trace d'union de la gauche. Les démocrates n'avaient rien gagné à la dissolution: la S.P.D. et le *Zentrum* régressaient même légèrement (à 20,5% et 12% des voix respectivement) tandis que les libéraux progressaient à nouveau avec 10% des suffrages. Mais le *Zentrum* acceptait désormais l'idée de gouverner avec Hitler...

Était-ce le début du déclin des nazis? En décembre 1932 ils perdirent plus de 40% de leur électorat aux élections locales dans le *Land* de Thuringe. Le problème était que si à long terme il était possible d'espérer qu'ils perdissent de leur dynamisme, à court terme il n'y avait plus grand-monde pour résister à leurs ambitions. La situation politique était bloquée, il n'y avait plus de majorité ni de gauche ni de droite. Les **appels en faveur d'une nomination de Hitler à la chancellerie** se multipliaient; en novembre, ce fut celui d'un groupe d'industriels (dont Fritz Thyssen, le président du club de l'industrie de Düsseldorf) et de banquiers (dont Schacht), qui finançaient le parti nazi depuis 1930 environ.

Ce groupe d'hitlériens fanatiques et affichés était minoritaire dans le grand patronat allemand; **les milieux d'affaires, dans leur majorité, étaient plutôt hostiles à la révolution hitlérienne**, car ils détestaient le populisme et le désordre, aussi bien sous ses formes "brunes" que sous ses formes "rouges"; les plus militants étaient plutôt partisans d'un régime autoritaire conservateur — von Papen en Pilsudski allemand leur eût convenu²; d'aucuns se berçaient de stratégies stupidement machiavéliques consistant à soutenir, entre les nazis, de plus "modérés" que Hitler — leur candidat était... Göring! En attendant, tous ces irresponsables contribuaient à affaiblir la République par leurs manœuvres, et l'enthousiasme qu'ils mettaient, en ces années de déflation, à diminuer les salaires des ouvriers et à tenter de briser les syndicats, sociaux-démocrates notamment, faisait le jeu de n'importe quels extrémistes. Puis, l'anarchie semblant gagner le pays, certains s'affolèrent et, dans ces moments cruciaux, donnèrent à **Hitler, leur « dernier espoir plutôt que [leur] premier choix »** (Kershaw), un appui décisif qu'ils ne tardèrent pas à regretter lorsqu'à partir du printemps 1933 il s'avéra que, contrairement aux calculs,

¹ Ils s'étaient déjà retrouvés, notamment, pour voter conjointement des motions de censure à la diète, et pour des campagnes référendaires.

² Pilsudski était le dictateur réactionnaire de la Pologne.

il ne s'assagit pas au pouvoir et ne se laissa pas contrôler¹. Entre autres choses, Hitler leur promettait évidemment l'extermination de la "vermine syndicale", le *Führerprinzip* dans l'entreprise... L'idée qu'il pût appliquer d'autres parties de son programme, moins conformes aux intérêts des élites économiques, n'effleura pas grand-monde.

En décembre, une dernière tentative pour empêcher l'arrivée de Hitler au pouvoir eut lieu avec la nomination à la chancellerie du général Kurt **von Schleicher** (1882-1934), l'éminence grise des gouvernements Brüning et von Papen — à nouveau, Hindenburg avait refusé un coup d'État. Cet homme intelligent n'était certes pas un démocrate. Son arrivée au pouvoir représentait l'ébauche d'une dictature militaire qui eût certainement été antinazie (von Schleicher ne supportait pas le côté "bateleur de foire" de Hitler), mais qui tirait nettement plus vers la droite révolutionnaire que les projets de von Papen: le nouveau chancelier se définissait comme un "général social", ennemi du capitalisme comme du socialisme, envisageait la construction d'un "socialisme d'État" et espérait mobiliser les ouvriers et les syndicats sur ce projet. Il tenta même d'attirer dans une alliance ce qu'il identifiait comme l'"aile sociale" de la mouvance national-socialiste, notamment Gregor Strasser, en charge des syndicats nazis. Ce fut un échec qui n'aboutit qu'à la rupture entre Strasser et Hitler, mais il n'y eut pas de scission dans le parti nazi, même si le départ de son "numéro deux" mit un bref moment Hitler en difficulté. Surtout, l'ensemble des syndicats refusa de se prêter au jeu de von Schleicher, de même que la S.P.D. (qui craignait qu'une telle politique ne profitât à la K.P.D.: à son tour, elle jouait la politique du pire), que la K.P.D. évidemment, que les *Junker* à qui le chancelier demandait de céder des terres aux chômeurs, etc. Bref, le projet de von Schleicher n'avait aucune base sociale. Il n'avait même pas le soutien de Hindenburg, plus proche à titre personnel de von Papen et qui ne voulait toujours à aucun prix d'un putsch (par ailleurs il possédait une grande propriété en Prusse).

Début janvier 1933, von Papen, animé par un esprit de revanche imbécile envers son successeur à la chancellerie, prêt à tout pour revenir au pouvoir, rencontra Hitler chez un banquier de Cologne, et conclut une alliance avec lui. La caution de von Papen, jointe à la présence de Hindenburg à la présidence, permit à Hitler de réintégrer le jeu politique, alors qu'il était déstabilisé par la défection de Strasser; elle contribua à entretenir les illusions de tous ceux qui voulaient croire que le caporal autrichien au pouvoir serait contrôlable; les agrariens de Prusse, atterrés par le "bolchevisme agraire" de von Schleicher, se rallièrent au complot — dans ces moments cruciaux les *Junker* jouèrent un rôle plus important que les industriels, ce qui s'explique assez bien par la personnalité du Président et du personnel politique en charge de ce

¹ Certaines déclarations de cette époque rappellent Thiers en 1848. Hugenberg, le chef de la D.N.V.P.: « nous le tenons en cage »; von Papen: « nous le tenons sous notre coupe ». Il faut toujours se méfier des crétins qu'on pense mener...

qui depuis longtemps n'était plus une République que de nom. Hindenburg, désormais persuadé qu'une "expérience Hitler" était inévitable, donna son accord à la manœuvre; mais von Papen "oublia" de lui préciser que Hitler réclamait la chancellerie. Après quinze jours de tractations obscures, parfois sordides (les nazis circonvinrent le fils du vieux Président), Hindenburg finit par céder et von Schleicher démissionna, non sans avoir une nouvelle fois demandé un coup d'État, et bloqué toute tentative de retour au pouvoir de von Papen. **Le 30 janvier 1933,** surmontant sa répugnance, **Hindenburg appela Hitler à la chancellerie** du *Reich*, en toute légalité.

Il n'y avait que deux ministres nazis, dont Göring, en charge de l'Intérieur. Von Papen était vice-chancelier, les autres ministres étaient issus de la D.N.V.P. ou sans parti. Les notables de l'ancien régime (lequel?) espéraient reprendre le pouvoir promptement à la faveur des maladresses du novice, leur "obligé" selon von Papen; mais le soir même des centaines de milliers d'hitlériens défilaient dans les rues. Les règles du jeu n'étaient plus les mêmes; une Allemagne nouvelle venait de naître.

Annexe - synthèse et mise au point, concernant les chapitres 2 et 3:

Le nazisme est-il un socialisme?

ou:

le nazisme est-il aussi "zi" que "na"?

Depuis 1920, le parti nazi était un parti national-*socialiste*; il n'a jamais renoncé à ce dernier adjectif. Il avait été fondé par un ouvrier et s'inscrivait partiellement dans la lignée d'une certaine mouvance du socialisme européen de la Belle Époque, en gros un proudhonisme progressivement marginalisé par l'essor du marxiste ouvrier et internationaliste, aigri, dévoyé, mais qui avait de beaux restes dans le mouvement syndical (français notamment) et dans les groupuscules socialisants prônant le terrorisme et la violence, les anarchistes entre autres (l'un des théoriciens socialistes de la violence sociale, Sorel, et le socialiste raciste Vacher de Lapouge, avaient figuré parmi les lectures de Hitler). La violence nécessaire au changement était un héritage à la fois de ces courants et de ceux issus, en France, de la synthèse du blanquisme et du socialisme entre 1849 et 1871, et, en Russie, de la très ancienne tradition du régicide, progressivement colorée de socialisme au XIXe siècle — la Révolution rapprochait le nazisme d'une partie du socialisme. Même l'antisémitisme hitlérien prenait sa source en partie dans le "socialisme des imbéciles" (voyez dans le cours sur la France, au chapitre 5); l'antisémitisme économique était bien représenté aussi chez les proudhoniens et leurs descendants.

Le programme nazi de 1920 comprenait un certain nombre d'exigences d'allure sociale (« nous demandons que l'État s'engage à procurer à tous les citoyens des moyens d'existence »; « nous demandons la nationalisation de toutes les entreprises appartenant actuellement à des trusts »; « nous demandons une réforme agraire »; « l'État doit se préoccuper d'améliorer la santé publique par la protection de la mère et de l'enfant, l'interdiction du travail de l'enfant », etc.). Lors des meetings nazis et des campagnes électorales des années 1920-1930, Hitler recourut, à doses variables, à des promesses d'allure égalitariste, à destination notamment des ouvriers.

Un certain nombre de figures du parti nazi des années 1920, usaient nettement plus que lui de cette rhétorique socialisante, notamment les frères Strasser et Göbbels; encore en 1933-1934, Röhm évoqua la nécessité d'une "deuxième révolution" (après celle de la prise de pouvoir), qui eût été plus sociale.

Les ouvriers étaient nombreux parmi les militants nazis dans les années 1920, leur proportion dans les années 1930; ils étaient encore plus nombreux parmi les milices de la N.S.D.A.P., S.A. et S.S., à toutes les époques. Parmi les électeurs nazis ils étaient moins nombreux, mais en proportion respectable compte tenu de l'implantation traditionnelle de la gauche dans ces milieux.

Certaines mesures prises après 1933 peuvent apparaître comme d'allure socialiste. Le corporatisme syndical hitlérien est issu, en dernière analyse, des conceptions proudhoniennes en matière d'organisation de la production. Le régime prétendit favoriser les ouvriers par le biais d'organismes comme la K.d.F.; il lutta contre le chômage; le Plan de quatre ans et la prise de contrôle d'une bonne partie de la production par l'État rappellent, d'assez loin quand même, l'expérience soviétique.

Enfin le régime nazi eut d'assez bonnes relations avec l'U.R.S.S. à certaines périodes. L'U.R.S.S. fut le premier pays à reconnaître le régime nazi; les deux pays commercèrent beaucoup dans les deux premières années du IIIe Reich. Après des tensions en 1936-1939, la guerre mondiale trouva les deux pays fraîchement alliés; ils le demeurèrent deux ans.

Tout ce qui précède, cependant, ne suffit pas à faire du nazisme un socialisme: c'est en partie de l'illusion, de la propagande, du populisme plus que du socialisme; en bonne partie aussi, les arguments qui précèdent reposent sur des équivoques de vocabulaire.

Le socialisme n'est que l'une des origines intellectuelles du nazisme; les courants *völkisch* de droite y ont joué un grand rôle aussi — la loge Thulé bien autant que Proudhon. Dans une analyse portant sur la classification politique d'un mouvement, et non sur la pratique d'un régime comme les parties du cours que je consacre au totalitarisme (notamment la fiche P2b du cours de Relations internationales), c'est cela avant tout qu'il faut souligner: pour le sujet que je traite ici, les différences idéologiques l'emportent sur les ressemblances dans les comportements politiques, avant et après l'arrivée au pouvoir. Le socialisme est l'ensemble des courants qui ont pour but essentiel la réduction des inégalités; dans le projet nazi, **la réduction des inégalités a toujours été subordonnée à un projet d'essence nationaliste et raciste, fondamentalement inégalitaire.** Par ailleurs la "révolution" des nazis avait un tout autre sens que celle des socialistes! Elle ne signifiait pas mettre fin aux inégalités, mais aux *anciennes* — et d'en créer de nouvelles, à base raciale notamment, ainsi que des élites pour la race des seigneurs¹.

¹ Rappelez-vous à ce propos que ce mot de "révolution", en France vers 1940, fut mis à des sauces encore bien plus improbables.

Le caractère ambigu des alinéas socialisants du programme de 1920 apparaît clairement si je reprends les passages déjà cités en ne les tronquant plus: « nous demandons que l'État s'engage à procurer à tous les citoyens des moyens d'existence. *Si le pays ne peut nourrir toute la population, les non-citoyens doivent être expulsés du Reich* »; « nous demandons la nationalisation de toutes les entreprises appartenant actuellement à des trusts, (...) *la suppression de l'esclavage de l'intérêt* » (il s'agissait en fait de mesures populistes destinées aux petits commerçants et aux petits patrons, en aucun cas de propositions collectivistes ni même réellement égalitaristes: la hiérarchie dans l'entreprise n'était pas remise en cause, il n'était pas question que les ouvriers pussent participer à sa gestion ou mieux s'exprimer en son sein); « nous demandons une réforme agraire *adaptée à nos besoins nationaux* » (en gros: la guerre!); « l'État doit se préoccuper d'améliorer la santé publique par la protection de la mère et de l'enfant, l'interdiction du travail de l'enfant, *l'introduction de moyens propres à développer les aptitudes physiques par l'obligation légale du sport et de la gymnastique* » (la guerre toujours: la gymnastique était une activité paramilitaire).

Ce n'était d'ailleurs pour Hitler que le cadet de ses soucis; s'il insista dessus à certaines périodes, ce fut pour des raisons purement stratégiques et démagogiques, dans le contexte de la crise. L'ouvrier Drexler ne fit pas long feu; quant à l'aile "sociale" du parti nazi des années 1920, celle qui croyait vraiment au socialisme national, elle fut éliminée entre 1932 (Gregor Strasser) et juin 1934 (Röhm).

Les ouvriers étaient nombreux à la N.S.D.A.P., mais nettement sous-représentés proportionnellement à leur place dans la population allemande (ce fut encore plus vrai après 1933); les classes moyennes étaient surreprésentées (ce qui fait que les historiens marxistes traitent le parti nazi comme le parti des classes moyennes contre le mouvement ouvrier, ce qui est une autre exagération). Il est vrai que l'on pourrait prétendre qu'un socialisme, si l'on prend le mot dans un sens plus large que les seuls courants issus du marxisme, n'est pas forcément un ouvriérisme (voyez Fourier par exemple, au chapitre 1 du cours sur la France), qu'un parti socialiste n'est pas forcément un parti de classe; mais c'est vraiment tirer l'argument par les cheveux que de l'appliquer à un parti nazi largement financé par une fraction du patronat très hostile aux luttes sociales — que cette fraction du patronat ait été manipulée avant 1933, puis ait complètement perdu le contrôle des événements après 1933, n'y change rien. Et tous les partis ont toujours recruté leurs nervis dans le sous-prolétariat¹! Tout simplement parce qu'il y a des tâches salissantes dont peu de gens acceptent de se charger.

¹ Ce mot (en allemand *Lumpenproletariat*, "prolétariat en haillons"), qui doit bien se trouver quelque part dans Marx, a été (res)suscité par les communistes au XXe siècle et a connu une fortune étonnante pour désigner la fraction de la classe ouvrière qui militait pour les nazis, puis soutint le régime; par la suite il fut appliqué à d'autres anticommunismes. C'était une manière d'effectuer une "distinction de classe" pour tenter de nier, en "orthodoxie marxiste" selon laquelle l'appartenance de classe détermine l'orientation politique, que le prolétariat allemand fût

Les mesures "socialistes" du IIIe *Reich* ne le furent qu'en surface. Le corporatisme hitlérien servit essentiellement à renforcer la discipline dans l'entreprise, entre autres à décapiter le mouvement social, à briser les traditions revendicatives. Les mesures agricoles et industrielles servirent essentiellement à organiser l'économie autour, je l'ai dit plus haut, d'un projet d'essence non sociale: la guerre¹. Quant aux activités de la K.d.F., si même une majorité d'ouvriers en eût bénéficié, elles n'auraient été qu'une forme nouvelle d'"opium du peuple". Il n'y a nul besoin qu'un régime soit *socialiste* pour qu'il prenne des mesures sociales; il peut le faire, au contraire, pour couper l'herbe sous les pieds des socialistes!

Les relations avec l'U.R.S.S. ne furent cordiales qu'à certaines époques, lorsque cela arrangeait les deux moustachus, qui se détestaient. Certes, on peut se détester et se ressembler quand même (voyez les querelles inexpiables des chapelles staliniennes entre le schisme yougoslave et le crépuscule du maoïsme); mais si ces deux-là se ressemblaient, c'étaient par leurs pratiques politiques et non par leur idéologie, par les buts qu'ils se proposaient.

politiquement divisé: il y avait, eureka, un "vrai" prolétariat, celui qui avait "une conscience de classe", c'est-à-dire qui votait à gauche; et une *autre* classe sociale, traîtresse au prolétariat, méprisable, incapable de s'organiser, de comprendre que l'avenir de l'homme réside dans le socialisme. Bref, les communistes se donnaient le prolétariat qui les arrangeait: ce genre de manipulation du vocabulaire avait lieu aussi en U.R.S.S. et y eut des conséquences dramatiques, avec le massacre des koulaks. J'emploie ici ce mot au sens de: les marginaux.

¹ Cet argument vaut aussi pour le *Kriegssozialismus* de la première guerre mondiale.